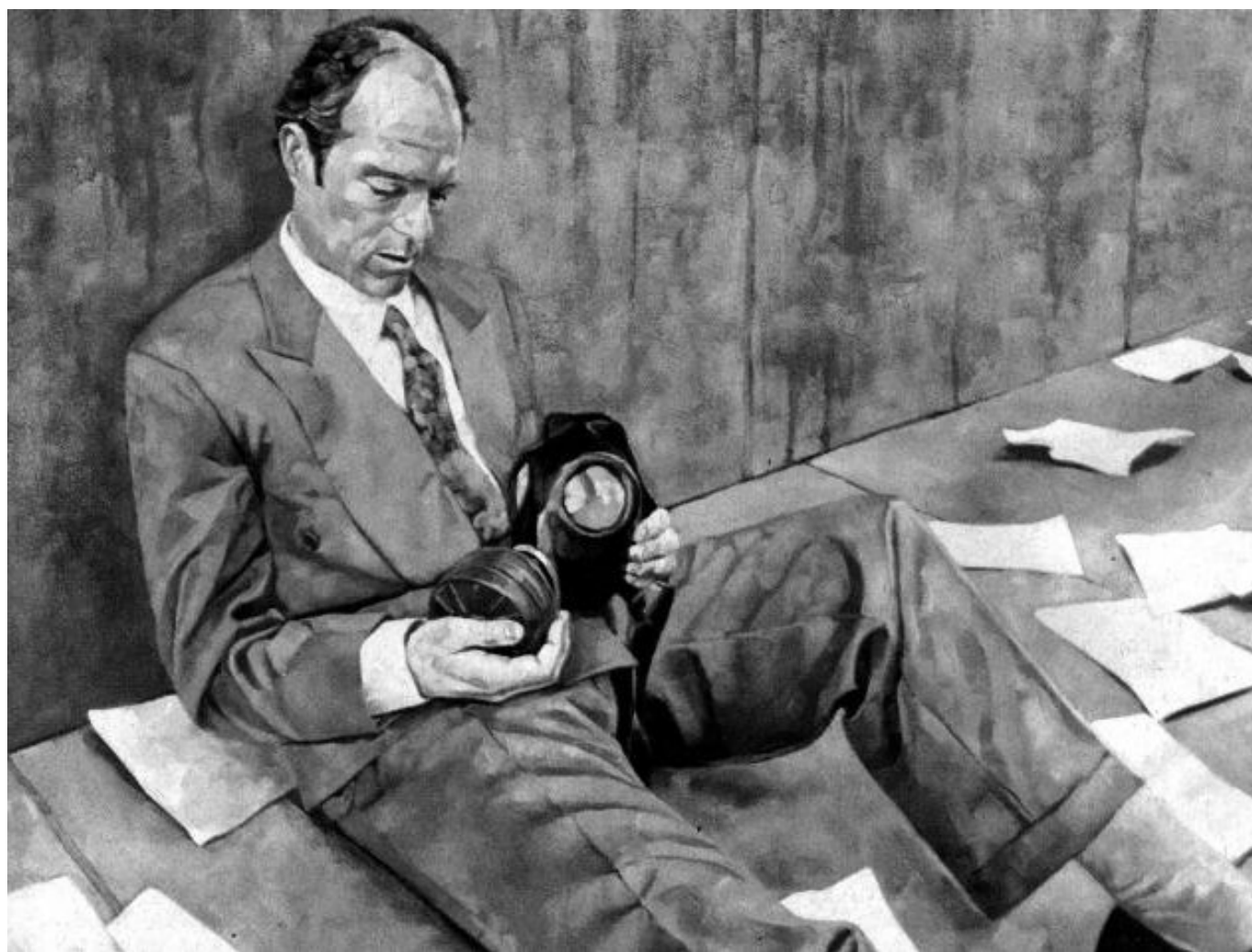




SOLEIL NOIR

Bulletin apériodique anarchiste



Caen, mars 2022.

PRIX
LIBRE

Et le soleil est noir...

Si notre soleil est noir, c'est parce qu'une tâche se pose chaque jour sur notre cornée : là, troublant notre idéal domination, oppression, exploitation. L'ombre pesante du pouvoir et de l'autorité vient obscurcir notre goût insatiable de vivre et notre désir de liberté et d'égalité.

Soleil Noir est une aventure collective. Pour autant, vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple -, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation. Souvent glané dans des revues amies, ou rédigé par nos soins ou collectivement dans des assemblées ou des collectifs, tout ce « fatras » cherche à « éclairer » les situations que nous vivons, à alimenter nos révoltes et nos désirs de détruire ce vieux monde.

Si Soleil Noir n'est pas écrit à partir d'une position homogène et monolithique, il n'en demeure pas moins que notre « rédaction » partage de réelles affinités. Loin des poses militantes, pragmatiques ou radicales, et du goût consensuel de la composition politique, l'aventure vise à renouer avec un anarchisme autonome des structures politiques et syndicales, participant à son humble mesure à combattre ce monde d'exploitation et de dominations.

Chaque participation est le fruit de réflexions individuelles ou collectives, mais ne vise en rien à refléter une position commune et consensuelle à l'ensemble des contributeurs et contributrices. Vous pouvez vous-mêmes proposer des contributions en nous envoyant des textes ou en nous contactant pour nous rencontrer.

Ce bulletin ne se veut pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poil, encore moins un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes, enquêteurs-militants et conseillers scientifiques.

C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, le parti-pris de participer à partager ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos. Le bulletin est diffusé en format papier et numérique. Son impression papier comme sa diffusion de la main à la main sont vivement conseillées, pour alimenter vos Infokiosk ou vos lieux de diffusion (squats, locaux, librairies) ■

■ Soleil Noir,
soleilnoir-caen@riseup.net

*« Quiconque a regardé le soleil fixement
Croit voir devant ses yeux voler obstinément
Autour de lui, dans l'air, une tache livide.*

*Ainsi, tout jeune encore et plus audacieux,
Sur la gloire un instant j'osai fixer les yeux :
Un point noir est resté dans mon regard avide.*

*Depuis, mêlée à tout comme un signe de deuil,
Partout, sur quelque endroit que s'arrête mon œil,
Je la vois se poser aussi, la tache noire !
[...]*

Gérard de Nerval, le point noir.

*« Pour ne plus, jamais plus, vous parler de la pluie,
Plus jamais du ciel lourd, jamais des matins gris,
Je suis sortie des brumes et je me suis enfuie,
Sous des ciels plus légers, pays de paradis,
Oh, que j'aurais voulu vous ramener ce soir,
Des mers en furie, des musiques barbares,
Des chants heureux, des rires qui résonnent bizarres,
Et vous feraient le bruit d'un heureux tintamarre,
Des coquillages blancs et des cailloux salés,
Qui roulent sous les vagues, mille fois ramenés,
Des rouges éclatants, des soleils éclatés,
Dont le feu brûlerait d'éternels étés,*

*Mais j'ai tout essayé,
J'ai fait semblant de croire,
Et je reviens de loin,
Et mon soleil est noir,
Mais j'ai tout essayé,
Et vous pouvez me croire,
Je reviens fatiguée,
Et j'ai le désespoir
[...]*

Barbara, Le soleil noir

*« Au fond du H.L.M.
De la cité Staline
Se cache une fillette
Qui s'ennuie à mourir
Tous ses copains se droguent
Alors elle fait pareil
Et sans savoir pourquoi
Elle ne se contrôle pas*

*Mais elle a toujours froid
Il n'y a pas de soleil
"J'me sens bien avec ça"
Une éclipse est en elle
Et pour se réchauffer
Elle danse avec la mort
Ca la fait délirer
Toujours un peu plus fort
[...]*

Bérurier Noir, Soleil Noir.

YOUSSEF NE SERA PAS MORT DANS L'INDIFFÉRENCE.

CETTE LETTRE DE DÉTENU de la maison d'arrêt de Caen a été envoyée en octobre dernier à nos camarades du journal et de l'émission anti-carcérale *L'envolée*. Ils y expliquent comment Youssef, un sans papier incarcéré sur place, est mort entre ces murs. Ne lui connaissant aucune attache, aucune famille, ils ne savaient pas qui prévenir, mais refusaient que cette mort passe inaperçue.

LA PRISON TUE et cette lettre de ses codétenus nous le rappelle : si la peine de mort a été juridiquement abolie, la détention fabrique des conditions de morts lentes pour de nombreux prisonniers et prisonnières. Les agressions, les suicides, les accidents, la maladie y sont encore davantage qu'à l'extérieur soumis au règne de l'absurde et de l'arbitraire ; le prison broie comme elle sert de repoussoir, maintient l'ordre existant pour maintenir ce monde fait d'exploitation et de domination. Ce sont même là ses fonctions essentielles.

CETTE LETTRE A ÉTÉ ENVOYÉE À DES JOURNAUX LOCAUX qui sans surprise n'en ont pas fait état. Loin des regards et des médias, ce n'est que grâce aux détenus et à leurs proches que la mémoire de ces enfermés est entretenue et que la responsabilité pleine et entière de L'Etat, la justice et l'administration pénitentiaire dans cette mise à mort invisible est dénoncée.

QUELQUES AFFICHES publicisant ce meurtre légal semble avoir gagné les murs de la ville de Caen et les abords de la maison d'arrêt ces dernières semaines. La moindre des choses face au silence assourdissant •



Salut l'Envolée,

NOTRE CODÉTENU YOUSSEF S'EST PENDU dans sa cellule mardi 11 octobre. Il avait 28 ans. C'est le 3ème suicide depuis avril. On devrait plutôt dire mort par enfermement mais bon, quoi de neuf depuis l'abolition de la peine de mort?

Il était seul. Soudanais, sans papiers, sans famille ni amis pour le soutenir économiquement et émotionnellement. D'ailleurs, il était en détresse psychologique. C'est de soins dont il avait besoin! Il était difficile à vivre en cellule, il était sérieusement malade, ses codétenus n'ont jamais tenu plus de 4 heures avec lui. Alors ils ont fini par le mettre seul. Mais un mec comme ça tu ne peux pas le laisser seul. Dans sa cellule, les fenêtres étaient à deux mètres de haut, il ne voyait pas l'extérieur! Quand il avait refusé d'aller à la douche, la réponse du surveillant : « *Va te laver espèce de gros porc!* ». C'était comme ça tout le temps avec les matons, forcément un mec sans famille ni amis pour se soucier de lui... Il avait droit aux 20 balles que l'AP donne gracieusement aux détenus sans revenus. Pour les fringues, les produits d'hygiène et de première nécessité va falloir revenir ! Alors on le dépannait de temps en temps, sinon il ramassait les mégots par terre en

promenade...

Ce matin là, le surveillant l'a vu par l'œilleton à 6h15 du matin, pendu. Ils ont attendu 6h45 pour ouvrir la cellule. En 30 minutes ils auraient peut-être pu le sauver ! Mais bon ça fait une bouche en moins à nourrir pour l'AP et puis un délinquant en moins.. Ça rentre dans les quotas et les stats alors tout va bien!

On a parlé de lui à l'église et à la mosquée, on essaye de voir si il n'y a pas moyen de contacter de la famille quelque part.. Pas un mot dans les journaux, même locaux. C'est normal quand il n'y a personne pour s'appropriier Youssef et demander des comptes ! On a tenté d'écrire à Ouest France sans trop d'espoir. Nous on ne le laissera pas être oublié.

Pour que plus personne ne tombe dans l'oubli. C'est pas parce qu'ils nous enferment loin de tous les regards qu'on va subir en silence! On ne les laissera pas nous tuer à petit feu dans l'indifférence générale dans leurs prisons de merde.

• Des détenus de la MA de Caen.
[Repris de <https://lenvolee.net/>]

Invitation.



« *Le Français est un animal de basse-cour si bien domestiqué qu'il n'ose franchir aucune palissade.* »

• Charles Baudelaire, 1864

Depuis quelques semaines, les trafiquants de chair humaine à la tête des Etats européens tirent la sonnette d'alarme sur fond d'enjeux géopolitiques et énergétiques bien plus vastes : à leur porte orientale se pressent quelques milliers de voyageurs indésirés qui tentent de fuir la misère, la guerre et l'oppression. Venus d'Irak, de Syrie, d'Afghanistan, du Yémen ou du Kurdistan, ils sont désormais coincés dans les glaciales forêts biélorusses face à 15 000 militaires polonais et leurs rouleaux tranchants déroulés à la hâte. Pour la seule journée du 16 novembre, les chiens de garde des confins de l'Europe affirment ainsi avoir repoussé près de 160 tentatives de « *passages illégaux* » de frontière, dont deux collectives et en force, laissant neuf flics et militaires sur le carreau lors de ces affrontements.

Cette situation qui n'est pas sans rappeler à une moindre échelle celle de 2015, lorsque la route des Balkans avait déjà fini par être bloquée petit à petit à l'aide de murs (Bulgarie, Hongrie, Slovaquie, Autriche), de camps barbelés et d'uniformes tabasseurs, a fait revenir sur le devant de la scène une expression *a priori* banale : l'Europe forteresse.

Plus au Sud, lorsqu'on pense en effet à l'énorme *Valla* de miradors et de capteurs érigés dans les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, ou à cette clôture « anti-migrants » de 40 kilomètres de long inaugurée cet été par la Grèce, ou encore aux différents murs de béton et d'acier qui cernent tout au Nord le port de Calais, l'image semble pour le moins frappante. Pourtant, ce serait oublier un peu vite qu'au milieu du flux incessant de marchandises dont les humains font assurément partie, les frontières et leurs misérables bouts de papier tamponné (comme leur absence) servent autant à trier les différentes catégories de migrants qu'à interdire tout passage aux indésirables, selon les impératifs d'ex-

ploitation ou les arrangements intéressés entre Etats. Et d'autre part que le blindage de ces dispositifs ne fait que renchérir à titre dissuasif le coût tragique de leur franchissement illégal, en transformant par exemple la Méditerranée en gigantesque cimetière, ou en déléguant les plus basses besognes à des Etats-tiers comme la Libye, dont les centres de torture et de viols de masse sont mis au service d'une politique européenne de terreur préventive. Car après d'aussi longs et périlleux voyages, beaucoup ne sont pas disposés à renoncer devant ces ultimes murailles dressées sur leur route, comme en témoigne encore l'assaut victorieux de 238 migrants parvenus à franchir en force les clôtures de Melilla en juillet dernier au milieu d'autres tentatives, ou le record début novembre des 853 traversées illégales de la Manche réussies en une seule journée (portant le fructueux total à 21 000 depuis le début de l'année).

Sur le fond, il existe bien sûr un rapport étroit entre les ravages écologiques, la guerre pour les ressources ou les restructurations technologiques qui produisent des millions d'êtres humains superflus, et les déplacements de population qui se passent du reste essentiellement d'un pays pauvre à l'autre. De la même façon qu'ici et ailleurs la colère contre la dépossession de nos vies trouve un chemin commode dans la haine d'un Autre fantasmé, ou que la violence des frontières se déploie également sans pitié à l'intérieur même de leur territoire. A la fois sous forme de hiérarchisation entre galériens qui ne fait que renforcer l'organisation sociale de l'exploitation et de la domination, et d'une extension des dispositifs de contrôle contre tous.

S'il ne fallait qu'un exemple de cette dernière sur le vieux continent, on pourrait se pencher sur les *nombreux programmes civils* lancés aux frontières, sous couvert de financement de la recherche (programme *Horizon 2020* de l'Union européenne), et dont on laissera la somme de conséquences pratiques à l'imagination de chacun.

Il y a d'abord le projet *Roborder* (contraction de *robot* et *border*) lancé en 2017 et actuellement expérimenté en Grèce, au Portugal, en Hongrie, et qui consiste ni plus ni moins à déployer des essaims de drones *autonomes* bardés de radars, caméras et capteurs de fréquences, patrouillant ensemble en l'air, sur l'eau ou sous l'eau en couvrant de grandes distances, avec une intelligence artificielle visant à identifier les humains qui se rapprochent des frontières, puis à distinguer si ces derniers commettent

des infractions (comme tenter de la passer illégalement, être armé et non, avec ou sans véhicule etc.), avant de leur envoyer « *le personnel opérationnel* » nécessaire de façon ciblée.

Il y a également le projet *IborderCtrl*, lancé en 2018 et expérimenté en Grèce, en Hongrie et en Lettonie jusqu'à l'année dernière, soit un système de détection de mensonges basé sur la reconnaissance émotionnelle gérée par intelligence artificielle (examen de « *38 micro-mouvements du visage* » comme l'angle de la tête ou le mouvement des yeux) : si l'algorithme estime qu'une personne dit « la vérité », un code lui est donné pour passer le contrôle ; si c'est l'inverse, elle est envoyée dans une seconde file vers des gardes-frontières en chair et en os dont l'interrogatoire ne sera évidemment ni biaisé ni des plus tendres.

Il y a également le projet *TressPass*, lancé en 2018 et expérimenté à l'aéroport de Schiphol (Pays-Bas), le poste de frontière terrestre de Nadbużański (Pologne) et le port de croisière du Pirée (Grèce), afin de développer un contrôle qui ne soit plus basé sur la validité globale des documents présentés par un flux de passagers, mais sur une approche en terme de « *risques* » individualisés, c'est-à-dire « *d'utilisation de données pour le profilage* ». En gros, il s'agit de combiner par intelligence artificielle l'ensemble des données passives d'une personne (bases de données passagers, scan des bagages, validation biométrique de l'identité, bases de données policières, itinéraires et escales, en particulier celles combinant différents moyens de transport) afin d'établir un *profil de cohérence* qui lui-même sera recoupé en temps réel avec une analyse comportementale active par caméras et capteurs (manière de marcher, déplacements dans la foule, objets déplacés, fréquence cardiaque du visage humain, facteurs de stress)... le tout pour construire une échelle « *prédictive* » de quatre niveaux de « *menace* » individuelle, permettant d'*ajuster le nombre et les types de contrôles de sécurité requis pour chaque voyageur*».

Enfin, il y a également le projet *Foldout*, lancé en 2018 et expérimenté l'été en Bulgarie et en Grèce, l'hiver en Finlande et le reste du temps en Guyane française afin de tester toutes sortes de températures et de taux d'humidité, puisqu'il consiste à fournir « *une détection rapide des activités illégales aux frontières en retraçant les mouvements et itinéraires de personnes* » à l'aide de données gérées en temps réel par algorithme, issues de capteurs au sol (acoustiques et sismiques), de caméras thermiques dissimulées, de drones, de ballon stratosphérique, de Lidar et radar, et de micro-véhicules sans pilote dotés de scanners... le tout en milieu composé de forêts ou de jungles. Soit dans la novlangue technopolicière, « *sous la couverture d'arbres et d'autres feuillages denses sur de grandes surfaces* »

Nous nous arrêterons là dans cette recension non

exhaustive d'expérimentations en cours à grande échelle, avec pour trait commun de rendre les frontières plus meurtrières encore, non sans souligner qu'elles n'impliquent pas uniquement la coopération de différentes institutions policières, mais surtout de nombreuses entreprises et start-ups de pointe parfois aussi ridiculement petites que spécialisées, tout comme des universités publiques dont la responsabilité est trop souvent négligée. Rien que pour les quatre projets ci-dessus, on peut respectivement citer les universités d'Athènes, de Sheffield Hallam et le *Consortium National Interuniversitaire des Télécommunications* (CNIT) italien ; l'université Leibnitz de Hanovre et l'université métropolitaine de Manchester ; l'université de Freiburg et l'université nationale d'Irlande Maynooth ; l'université de Reading. Et plus près de nous, rajoutons celles de Namur et de Sciences-Po Paris, toutes deux parties intégrantes du projet *Bodega*, visant notamment à « *améliorer les performances [humaines] des gardes-frontières dans les tâches critiques* ».

Car c'est ainsi qu'à côté de cravatés en ingénierie, de gominés en informatique et de chemisés en optronique, collabore également toute une brochette de sociologues, psychologues et linguistes en jean basket, qui se lavent leurs mains bien propres du sang versé aux frontières, vu qu'au fond, tous n'effectuent que leur sale travail. Celui de construire et perfectionner des drones, des capteurs, des caméras, des algorithmes et autres analyses pseudo-comportementales pour le compte du plus froid des monstres froids

Dans la version en prose de son *Invitation au voyage*, un critique de la religion du progrès – « *cette idée grotesque qui a fleuri sur le terrain pourri de la fatuité moderne* » –, demandait avec une certaine mélancolie : « *de la naissance à la mort, combien comptons-nous d'heures remplies par la jouissance positive, par l'action réussie et décidée ?* » Le célèbre poète ne songeait bien sûr pas aux fats zélés de la vapeur, de l'électricité et du gaz, mais à qui comme lui commençait à subir la tyrannie industrielle de la « *série indéfinie* », face à toute singularité individuelle. A présent que quelques milliers d'indésirables sont en train de se battre avec leurs maigres moyens, enserrés dans la partie de billard que se livrent la Russie et l'OTAN à propos du gazoduc *Nord Stream 2* (la même qui fait aussi flamber les prix du gaz européen), pourquoi ne serait-ce pas quelque « *action réussie et décidée* » qui viendrait rappeler aux puissants que puisque leur chère énergie ne connaît pas de frontière, les amants de liberté n'en connaissent pas non plus ? Car après tout, n'existe-t-il pas poésie plus merveilleuse que celle qui vient inopinément trancher les carcans du réel ?

• Anonyme,
Avis de tempêtes 47, Novembre 2021.

Liberté pour Claudio Lavazza !



Pour en apprendre davantage sur la vie de Claudio Lavazza vous pouvez lire *Ma peste de vie*, publié aux éditions L'Assoiffé. Cet ouvrage est notamment disponible dans la bibliothèque libertaire de lutte *La pensée sauvage* hébergée à La Pétroleuse.

PILIER SUR LEQUEL REPOSE TOUTE L'ORGANISATION SOCIALE, LA PRISON, contrairement à la rhétorique des gouvernements démocratiques, n'a pas une fonction de rééducation et de réinsertion dans la société, mais plutôt la fonction de punir, d'anéantir et d'éliminer ceux qui y sont emprisonnés ; autrement dit, ceux qui sont inutiles ou contre le bon fonctionnement de la société et de son économie. Le régime de détention de l'État français, celui de « Liberté, Égalité et Fraternité » issu de la Révolution, n'est pas différent ; il suffit de dire que la peine de mort n'a été abolie dans sa législation qu'en 1981. Mais la guillotine n'a été remplacée que par la volonté de tuer d'une manière plus "propre" : par l'écoulement lent et répétitif du temps enfermé.

PARMI LES NOMBREUSES VIES prises dans l'étau de cette législation démocratique figure celle de l'anarchiste Claudio Lavazza.

DANS LES ANNÉES 1970, il participe à l'un des nombreux groupes armés qui, en Italie, tentent de prendre d'assaut le ciel du rêve révolutionnaire, en prenant part à des expropriations, à des attaques armées et à l'évasion de ceux qui sont tombés aux mains des répresseurs ; en clandestinité d'abord par choix puis par contrainte, il continue à effectuer des expropriations, par exemple pour financer des mouvements subversifs en Europe. Arrêté en 1996 en Espagne après une fusillade consécutive à un braquage de banque qui a mal tourné, il a purgé 25 ans de prison – dont huit en isolement spécial – puis a été extradé en France en 2021, où il a été condamné à purger une nouvelle peine de 10 ans. Ici, bien que la législation européenne stipule que la peine purgée en Espagne se cumule avec la peine française, le gouvernement, par le biais de ses gardiens en toge, refuse de le libérer, verrouillant les portes de la prison avec des obstacles bureaucratiques et des failles juridiques techniques.

EN FAIT, L'ÉTAT FRANÇAIS tente de prendre sa revanche sur Claudio, qui est non seulement coupable d'être considéré comme l'auteur d'un important braquage contre la Banque de France en 1986, mais aussi de n'avoir jamais renié son passé de lutte et de confrontation armée contre les États et leur autorité.

LA LIBÉRATION DE CLAUDIO LAVAZZA, aujourd'hui âgé de presque 70 ans, n'est pas seulement l'affaire des amoureux de la liberté. L'arracher aux griffes de la justice française, qui dans sa tentative consciente de l'assassiner à petit feu contrevient à ses propres lois, est une tâche pour tous ceux qui luttent pour un monde libéré des chaînes des prisons et de l'autorité.

Agissons pour que les portes de la prison s'ouvrent immédiatement pour Claudio, et tous les autres !

• Des Anarchistes
[Glané dans *anarchie !*, février 2022]

La situation de Claudio Lavazza.

La procureure Céline Bucau du tribunal de Mont-de-Marsan, après des mois de prétextes pour ne pas établir le cumul total des peines [entre la France et l'Espagne] de Claudio Lavazza, a délibéré hier 11 janvier que celui-ci devrait se monter à 30 ans de prison, plutôt qu'à 25. la justice française ajoute ainsi 5 années au cumul qui avait été établi pour ses condamnations en Espagne (rappelons que Claudio a pris 10 ans en France).

A présent que le cumul a été fixé, l'avocat pourra présenter un recours devant la Cour d'appel de Pau pour que notre compagnon passe mis en régime de liberté conditionnelle, vu qu'en comptant les remises de peines (... et en 25 ans d'incarcération ça en fait un paquet...), Claudio pourrait déjà en bénéficier. La réponse à ce recours devrait arriver sous quinze jours.

Liberté immédiate pour Claudio !
[et tous les autres, NdT] (...)

Anonyme, 12 Janvier 2022
[Glané sur <https://sansnom.noblogs.org/>]



Chaud devant !

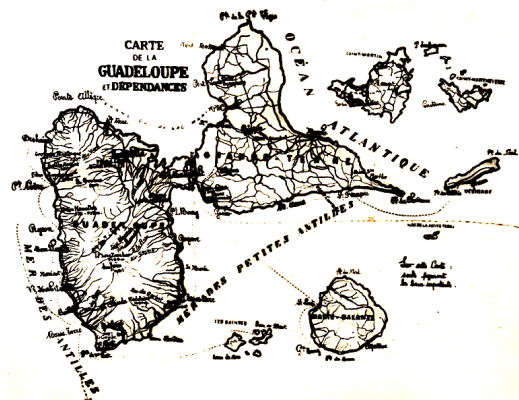
ON SAIT DEPUIS LONGTEMPS que la carte de visite laissée par les révoltes est parfois de partir d'un prétexte banal qui fait déborder la rage trop longtemps contenue contre les rapports d'oppression. Dans les colonies françaises de Guadeloupe et de Martinique, c'est l'obligation du passe sanitaire pour tous les visiteurs et patients (hors urgence) dans les hôpitaux le 11 octobre dernier, suivi de l'obligation vaccinale pour l'ensemble du personnel de ces structures le 24 octobre (sous peine de suspensions de salaires), qui a véritablement lancé des hostilités. Débordant des agitations syndicales passées de la grève dans les hôpitaux à celle plus générale alimentée par des blocages de circulation, des milliers d'émeutiers noctambules ont ainsi entrepris pendant plusieurs semaines de se lancer à l'assaut d'un existant de misère et d'humiliations, en multipliant les pillages et les

Pour écrire à Claudio, nous mettons à jour le numéro de la cellule où est il enfermé et qui n'avait pas été précisé (le courrier lui parvient de toute façon, puisque c'est le numéro d'écrou qui est le plus important) :

Claudio Lavazza
n° ecrou 11818, CD 1 cellule 51
CP de Mont-de-Marsan
Chemin de Pémégan
BP 90629
40000 Mont-de-Marsan

L'adresse de la Cour d'appel de présent compétente pour l'affaire de Claudio est la suivante...

Tribunal judiciaire de Pau –
Cour d'appel
Place de la Libération



destructions, tout en se défendant contre les uniformes envoyés en masse depuis le continent.

Car en effet, dans des territoires où la population sciemment empoisonnée au chlordécone par les autorités sur plusieurs générations –un pesticide cancérigène notoire utilisé dans les bananeraies– n'a aucune raison de faire confiance à la mixture génétique en seringue imposée par les mêmes, et où la mémoire de siècles d'esclavage est toujours vive, comment s'étonner que la poudre de la conflictualité sociale finisse par exploser ?

LE 6 MAI 1802, lorsque la flotte de milliers de soldats envoyés par Napoléon Bonaparte arrivent en rade du Port-de-la Liberté (Guadeloupe), dont le nom provient de l'abolition de l'esclavage adoptée huit ans plus tôt, ils s'attendent uniquement à devoir mater quelques officiers noirs intégrés à l'armée de la Révolution après cet événement sans précédent. Depuis juin 1794 en effet, même si nombre de captifs



Barricades poétiques et surréalistes :

A Sainte-Anne en Guadeloupe, un catamaran orne une barricade ; la base nautique avait été pillée. Au Lamentin, en Martinique un buste de statue du Général de Gaulle est décapité et surplombe un cercueil sur une barricade.

Note de Soleil Noir

ne les avaient pas attendus pour fuir les plantations et former des groupes de marrons réfugiés dans les montagnes, les émissaires de la République avaient su rallier nombre d'esclaves en proclamant leur émancipation, afin de s'en servir de troupes de choc pour tenter de chasser les armées anglaises dans les Caraïbes, notamment au service de l'aristocratie sucrière. Dans les années qui ont suivi, ces anciens esclaves de Guadeloupe ont donc constitué le noyau d'une force qui a combattu les esclavagistes Anglais dans toutes les petites Antilles, tandis que les autres, devenus de simples «cultivateurs», restaient toujours contraints de s'esquinter sur les plantations où ils avaient été esclaves, mais cette fois contre la promesse d'un misérable salaire. Le « vagabondage » ou le refus de travailler de ces derniers relevaient même désormais d'une trahison contre la glorieuse République en personne, puisque celle-ci restait avant tout soucieuse de préserver les exportations issues de l'économie de plantation.

En ce mois de mai 1802, loin de se retrouver uniquement face à quelques combattants noirs rebelles et aguerris refusant de se laisser désarmer, c'est pourtant face à une véritable insurrection d'anciens esclaves et d'affranchis mêlant aussi cultivateurs ayant parfois une expérience de marrons et vagabonds ayant quitté les plantations pour les villes que vont se retrouver les troupes coloniales françaises.

A QUOI RECONNAÎT-ON QU'UN FEU est en train de couler sous le béton de la normalité, sinon peut-être lorsque des vaches sacrées commencent à se retrouver à leur tour sur la sellette ? L'hôpital public en est un bon exemple, lui si remarquable dans son traitement industriel des corps-machine à rafistoler pour les rendre plus productifs, lui si défendu depuis plus d'une année pour son rôle sur le front de la fameuse guerre au virus. Pourtant, c'est bien une partie de ses petites mains qui ont décidé de passer à l'action directe le 6 octobre 2021 dans celui de Pointe-à-Pitre, en érigeant des barricades d'arbres coupés, de plots arrachés et de brancards démontés pour en bloquer les accès administratifs, tandis que les couloirs, les murs et portes de la direction du personnel de l'hôpital

étaient maculés d'huile de vidange. Une première alerte qui a crispé jusque la plume de la directrice de l'agence régionale de santé (ARS) de Guadeloupe, dénonçant « des actions de sabotage à l'intérieur des établissements » contre la loi sur l'obligation vaccinale des soignants.

JUSQU'À LA FIN DE MAI 1802, les insurgés de Guadeloupe se battirent farouchement contre les soldats du général Richepanse, notamment en parvenant à prendre différents forts et collines escarpées. Au cours de leurs déplacements et entre de sanglantes batailles, l'identification de l'ennemi passera également par des colons ou un juge qui y laisseront leur peau, mais aussi par des destructions de plantations esclavagistes, si bien qu'à Basse-Terre, sur 153 de ces domaines, 25 seront incendiés et 72 entièrement pillés ou dévastés, en s'acharnant particulièrement sur les machines qui permettent aux manufactures sucrières de fonctionner. Et puisque c'est bien le retour de l'esclavage qui était en jeu (même si son rétablissement officiel n'interviendra qu'en juillet 1802) face à une liberté déchaînée, les autorités françaises recevront même 23 canons décisifs de leur puissance rivale, fournis par les services du gouverneur esclavagiste anglais de l'île de la Dominique.

PAR QUOI COMMENCENT LES RÉVOLTES ? Souvent par un simple «non», par de petits gestes de solidarité aussi, que l'adversaire tente de briser. Le 11 octobre 2021 à Fort-de-France, suite à l'obligation de présenter un passe sanitaire aux vigiles pour pénétrer dans l'hôpital, le personnel de celui de la Martinique prend l'habitude d'y entrer en cortège et de force, vaccinés et non-vaccinés, avec ou sans passe, ensemble. Trois jours plus tard, c'est une armada de flics qu'ils retrouvent devant les portes de l'établissement pour contrôler et empêcher quiconque n'est pas muni du sésame flicosanitaire d'en franchir le seuil. Le 15 octobre, à l'approche de l'obligation vaccinale pour les soignants, ces derniers tentent encore de pénétrer sans montrer patte blanche dans l'hôpital, affrontant cette

fois les CRS à l'aide des bancs récupérés dans la cour, tandis que leurs collègues bombardent les flics d'objets contondants depuis les étages.

LORS DE L'INSURRECTION GUADELOUPÉENNE DE 1802, les archives des vainqueurs n'ont pas manqué de souligner que les femmes étaient « *encore plus enthousiastes à l'idée de mourir que les hommes* », c'est-à-dire acharnées à refuser de redevenir de simples biens meubles faisant en sus l'objet de viols systématiques. Parmi les nombreuses anonymes, se détachent notamment Solitude, enceinte de son compagnon qui combattait à ses côtés, armée d'un pistolet et participant à tous les combats, ainsi que Marthe-Rose, originaire de Sainte-Lucie. La première sera exécutée le 29 novembre juste après son accouchement d'un enfant redevenu esclave, tandis que la seconde avait été pendue le 2 octobre. Fin mai, son compagnon Louis Delgrès avec 300 autres insurgés encerclés, avaient choisi de mourir en se faisant exploser dans la redoute de Matouba plutôt que de se rendre, emportant avec eux plusieurs officiers de l'armée française. Au mitan du siècle dernier, un poète de la négritude ne manqua d'ailleurs pas de rendre hommage à ce « *buccinateur d'une lointaine vendange*. »

APRÈS LE PASSAGE EN FORCE DU PASSE SANITAIRE et de l'obligation vaccinale, les habiles cogestionnaires de l'exploitation salariée décidèrent finalement de lancer une grève générale en Guadeloupe le 15 novembre 2021, en montant des barrages sur toute l'île pour augmenter leur rapport de force dans les négociations préfectorales. Dès le 18 au soir pourtant, la donne avait changé : les barricades de pneus, d'arbres abattus, de carcasses de voitures ou même de catamaran exproprié aux colons sont enflammées, de premiers coups de feu retentissent contre les flics, tandis que les pillages s'intensifient les nuits suivantes malgré un couvre-feu décrété de 18h à 5h. Puisque l'argent est rarement de trop, plusieurs bijouteries sont rapidement ouvertes à la meuleuse à Pointe-à-Pitre puis vidées de leur contenu, tandis que des distributeurs de billets et des agences bancaires sont éventrés. Ailleurs, du Gosier à Petit-Bourg en passant par Colin, Sainte-Anne et les Abymes, de nombreux commerces et supermarchés sont dévalisés, parfois après avoir été forcés à la pelleuse volée. Au 22 novembre, le Président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) s'inquiétant d'une « *situation assez insurrectionnelle* » recensait déjà plus de 80 commerces pillés. Et puisqu'il faut bien des armes aussi pour tenir face aux renforts envoyés de toute urgence de métropole (200 flics et gendarmes plus une cinquantaine d'agents du GIGN et du Raid), ou au moins ralentir et perturber leur progression dans le démantèlement des barricades, on notera que dès la nuit du 21 novembre, les uniformes déjà scandalisés par plusieurs tirs à balles réelles dans leur direction, ont été délestés du contenu des postes de la police municipale de Morne-à-l'eau et du Gosier (incendiés dans la foulée), pendant que les locaux de la

Douane de Pointe-à-Pitre étaient entièrement ravagés : coffres-fort contenant armes et munitions volés et arrachés, ordinateurs volés et saccagés, véhicules légers et locaux brûlés, bateau saboté.

SUR L'ÎLE VOISINE DE LA MARTINIQUE, où l'intersyndicale décide à son tour de se lancer dans un mouvement de blocages identiques la semaine suivante, de rudes affrontements avec les flics se produisent dès le premier soir du 22 novembre à Fort-de-France. Le lendemain, le porte-parole des cogestionnaires de la paix sociale se rend directement sur un plateau télé pour décréter rien moins que la levée des barrages afin « *que la situation revienne à la normale et qu'elle ne dégénère pas* », ce qui vaudra bien entendu à l'intersyndicale les salutations de leur partenaire en négociation, le préfet de l'île, pour leur « *esprit de responsabilité*. » Sans doute stimulés par les émeutiers de Guadeloupe et encouragés à saisir l'occasion par le fait que le gros des forces anti-émeutes y sont déjà trop occupées, nombre de magasins de la capitale vont être pillés les nuits suivantes, dont plusieurs supermarchés comme le Carrefour du grand centre commercial *Créolis* qui finira en cendres, tandis que les flics continueront d'essuyer des tirs jusque dans leurs gilets pare-balle en tentant de démanteler des barrages à Schoelcher, Case-Pilote ou Saint-Pierre. D'autres seront blessés, comme les occupants de cette patrouille qui recevra une énorme bobine de câbles EDF sur son capot, ou cet officier de gendarmerie qui sera percuté par un véhicule de travailleurs de la nuit qu'il tentait d'arrêter, sans compter ces quatre pandores blessés par des tirs de plomb au visage après avoir reçu des voitures enflammées projetées depuis les ronds-points. Enfin, en Martinique également, le poste de la police municipale de sa capitale sera cambriolé en le vidant de ses « *armes et scooters* », tandis que des distributeurs de billets seront arrachés et vidés, comme celui de la Poste du quartier de Godissard, dont la façade sera éventrée à la pelleuse. Enfin, on notera non sans déplaisir que le lycée professionnel du Lamentin a également connu un peu de joie loin de la morne vie laborieuse à laquelle il est destiné, en étant dans un premier temps entièrement saccagé et pillé, puis dans un second vidé de son mobilier pour renforcer les barricades des alentours.

APRÈS L'ÉCRASEMENT DU GROS DES INSURGÉS DE MAI 1802, on se doute bien que la répression fut impitoyable. À côté du groupe de Delgrès qui choisit de se faire exploser à Matouba plutôt que de retourner en esclavage, le groupe de Joseph Ignace s'était quant à lui retranché dans le fort de Baimbridge sur les hauteurs des Abymes. 675 insurgés y seront massacrés, tandis les 250 survivants composés des femmes et des blessés seront fusillés en place publique. Mais cela ne suffira pas, puisqu'en octobre 1802 à Sainte-Anne, des fermiers et laboureurs blancs, des métis et des esclaves noirs monteront ensemble un nouveau groupe de 80 insurgés qui parviendront à attaquer une vingtaine de

plantations en tuant autant de colons (des aristocrates émigrés de retour sur leurs terres) avant d'être écrasés. D'autres groupes fuient par contre les grands affrontements en se réfugiant dans les montagnes pour poursuivre la résistance, reprenant les chemins des esclaves marrons d'avant 1794. Dans une lettre du commissaire à la Justice datée de mars 1803 et adressée à son ministre, on comprend en creux que les choses sont également loin d'être terminées du côté des forêts escarpées : « *Le nombre de rebelles réfugiés dans les bois diminue mais sensiblement. Il y a à peu près 15 jours, on en a fait prendre plus de 150. Un des chefs nommés Sylvain a été brûlé vif ainsi que plus de la moitié de ses complices. Le surplus a été fusillé ou renvoyé dans les geôles pour être jugé.* » En réalité, elles ne seront définitivement réglées qu'avec la seconde abolition de l'esclavage de 1848, qui concernera les 87 000 esclaves de Guadeloupe, remplacés petit à petit sur les plantations sucrières par des dizaines de milliers de coolies importés d'Inde, dont beaucoup continueront d'y laisser leur peau suite aux conditions de travail et aux mauvais traitements...rémunérés. Quant aux anciens esclaves, ils continueront d'être mis au travail de force sur les maudites plantations ou pour les travaux publics, grâce aux nouvelles lois réprimant le « *vagabondage* ».

AUJOURD'HUI, à l'heure où la question des horreurs de l'esclavage a été généralement dépassée par celle de l'intégration au salariat comme mode de sujétion à la domination, sous forme de citoyen -sujet de n'importe quel Etat et d'exploité soumis au chantage de la faim aux quatre coins du monde, la révolte de novembre en Guadeloupe et en Marti-

nique a peut-être quelque chose à nous dire sur fond de dépossession, de perte d'autonomie et de servitude généralisée par les nouvelles chaînes technologiques. En refusant d'être encore des cobayes –comme ils l'avaient déjà été pour le chlordécone ou l'épandage aérien de pesticides (maintenus à titre dérogatoire dans les Antilles après avoir été bannis en métropole)–, c'est-à-dire en exigeant qu'une dérogation aille pour une fois dans leur sens, celle à l'obligation vaccinale, ils ont affirmé avec force que l'État ne pouvait plus disposer de leur corps comme il l'a toujours fait. De même, en liant étroitement la révolte initiale à une critique en acte du contrôle policier du territoire comme de la violence de la marchandise trônant derrière les vitrines, les révoltés ont également proposé une méthode valable bien au-delà des colonies : prendre plutôt que demander, détruire plutôt qu'aménager l'existant. Et s'il n'en fallait qu'un exemple, ce serait peut-être la destruction de la station de *Météo-France* avec sa boule-radar ainsi que d'une antenne-relais, joyeusement incendiées sur la commune du Diamant (Martinique) au petit matin du 24 novembre.

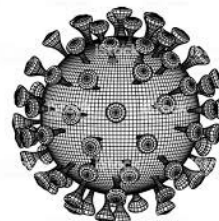
SABOTER LES COMMUNICATIONS DE L'ENNEMI et l'empêcher de gérer les tempêtes en cours, voilà en tout cas un geste qui pourrait bien inspirer les nouveaux ilotes du 21^e siècle.

Anonyme,
Avis de Tempête, décembre 2021.



Collectif 4KG - 4 Kouleurs Grafik

L'IMPASSE SANITAIRE



Notes informatives
complémentaires de
Soleil Noir au texte des
camarades bretons:

Le code Nuremberg dont il est question dans ce texte est un code mis en place en 1947 qui est censé encadrer les conditions des expérimentations pratiquées sur l'être humain, notamment autour de la notion de consentement.

Dans les faits ce protocole a été maintes fois détourné. On ne parle même pas ici des régimes qui ne sont jamais pliés à son exercice. Par ailleurs, l'histoire entière de la science et de la médecine est truffée de ce type d'expérimentation sur les êtres humains sans leur consentement, notamment la longue histoire de la vaccination, avant comme après le code de Nuremberg...

Certes la vaccination n'est pas pour tous obligatoire. C'est bien en appuyant sur la peur de ne plus pouvoir lever le petit doigt que le gouvernement compte transformer la population entière en rats de laboratoire.

Mais au-delà des doutes quant à la pertinence de la vaccination de masse par un vaccin inachevé et potentiellement dangereux, souhaitons-nous vraiment nous promener avec sur le front la marque, le tampon, le QR code qui fera de nous, par l'effet miraculeux d'une piquûre, des citoyens fréquentables ?

Avons-nous un quelconque goût pour une vie dont les prémices, la condition et la finalité seraient l'exhibition indécente de notre état de santé ?

Nous sommes déjà depuis un an et demi (et davantage) sidérés par un torrent d'informations morbides, alarmantes et contradictoires, et des mesures liberticides, qui nous éloignent toujours plus du monde réel, vécu.

Et voici que l'on exige de nous, au nom d'une « responsabilité citoyenne », d'obéir à la peur, d'appeler cela « courage », et de diviser la société en deux. Il n'y a aucune vertu à se faire vacciner.

Vacciné ou pas cela ne nous regarde pas, cela n'a pas à être divulgué, cela n'est pas de l'ordre du débat public, cela ne peut être une monnaie d'échange, une considération d'existence et d'identité. Cela est du domaine de la croyance, de l'intime, de l'abandon.

Et si je refuse d'être vacciné, ou si, même vacciné je refuse de l'exhiber, vais-je être mis au ban de toute vie publique ? Vais-je pour cette raison perdre mon emploi, ne plus fréquenter mes proches ? Quelle est cette vie où l'on est forcé de présenter publiquement une preuve virtuelle d'une autorisation à exister ? D'afficher une légitimité numérique au détriment de notre simple présence ?

Et ceux qui refusent la vaccination (et qui n'empêchent personne de l'accepter) doivent-ils subir la suspicion permanente d'être des dangers jusqu'à l'intégrer viscéralement au point de signaler leur présence par une cloche, tels des lépreux ? Par ailleurs le respect de la confidentialité et du secret médical nous permettait encore d'être humains avant que de n'être plus que des malades potentiels, administrés sous identités sanitaires.

A-t-on l'envie, lorsque l'on monte un commerce ou que l'on travaille dans un lieu public, de servir d'agent à la politique paranoïaque d'un gouvernement en campagne, au prix de la courtoisie et de l'hospitalité la plus élémentaire pour une vie digne ? Autrement dit, est-ce que les cafetiers, épiciers, bibliothécaires, ouvriers, guichetiers, etc. doivent avoir pour ambition d'être des flics ? D'exiger avant même d'entamer la conversation les états de santé du public ?

Et voici que, non pour des raisons de santé mais par peur de disparaître et de se voir fermer les portes de tout espace public, des millions de gens vont subir un acte médical, un outrageux baptême pour accéder à une communauté dont toute vie déserte au profit de l'absolutisme numérique.

Après 200 ans d'expériences bio-

chimiques en tous genres, nous devrions nous satisfaire de n'être plus que des cobayes plus ou moins consentants de l'industrie pharmaceutique. Les limites éthiques (certes peu efficaces) issues de Nuremberg, à la suite des crimes nazis, volent en éclats ; les expériences scientifiques sur le matériel humain n'ont plus de garde-fou. Nous sommes désormais en phase 3 permanente du laboratoire-monde.

Pour avoir une chance de retrouver un chemin praticable, il faut rappeler, en deçà ou au-delà de toutes les controverses, que la covid est d'abord une maladie industrielle :

- par son émergence ; que ce virus vienne de l'artificialisation d'espaces sauvages, d'un laboratoire d'apprentis-sorciers mal confinés ou des boîtes de Pétri sans couvercle que sont les élevages hors-sol, c'est bien le développement industriel qui est la cause.

- par sa propagation ; le développement inouï et délirant du commerce mondial est bien entendu l'unique cause d'une contamination planétaire à une vitesse totalement inédite.

- par le type de personnes qui en meurent ; la grande majorité des personnes mortes de la covid étaient atteintes de maladies chroniques dont la responsabilité incombe essentiellement à l'environnement industriel dans lequel on nous condamne à habiter.

Il est moins temps que jamais de s'abandonner

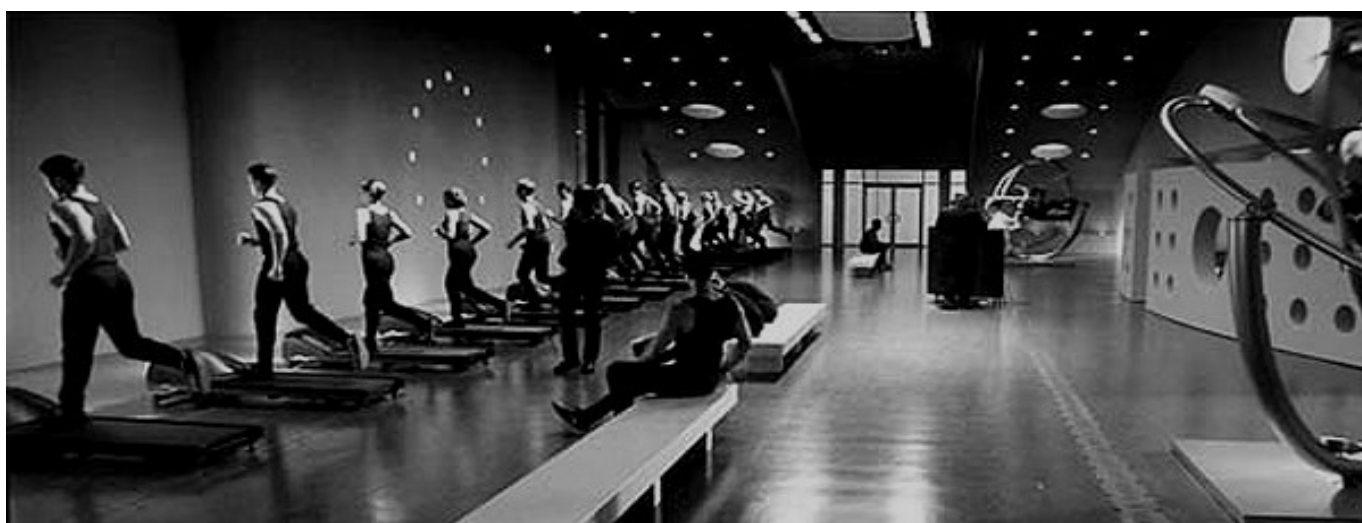
aux promesses de l'industrie.

Ne nous leurrions pas. De ces microbes infectieux émergents nous n'en sommes qu'au début. Déjà en élevage depuis 30 ans, nous subissons les effets des normes sanitaires en réponse à ces nouvelles épidémies : il ne s'agit pas de s'attaquer aux causes — la prolifération des modes d'élevage hors-sol (si proches des conditions de vie de la majorité des humains) — mais de faire disparaître les élevages en plein air qui restent pourtant les seuls à promettre de nous sortir d'une vie mortifère illusoirement maintenue sous cloche.

Nous décidons donc de soutenir de manière sincère et non virtuelle toute personne réfractaire au passe sanitaire et à la politique de vaccination de masse, de combattre la pression insidieuse qui fermente entre collègues, amis, proches, etc., de ne pas prêter l'oreille à la propagande d'État qui vend l'usage du vaccin avec une aura de bienveillance mensongère, de nous regrouper autour des lieux publics et commerces qui affirment leur refus d'obtempérer, de faire vivre cette question dont l'absence nous pèse : pourquoi vivons-nous ?

• Quelques hérétiques ordinaires

Été 2022.



Brève gros-nique* rétrospective...

... de la gestion dans l'échappement du corona-19,
plus quelques autres choses qui échappent

L'ère est intensément instructive. Il est impossible d'en faire le tour en quelques lignes. Je m'astreindrai ici à ne dire que la pratique gestionnaire au sens politique de la chose en France, et un peu ses effets. Ce qui saute aux yeux est que la gestion sanitaire échappe à l'État français mais qu'il la gère tout de même. Il aura tout fait et son contraire, à part nous lâcher sa prise, et tout passe, fut-ce cahin-caha.

On peut synthétiser trois séquences. Le confinement pour tous au printemps 2020, la vaccination extensive de l'été à l'automne 2021, la vaccination intensive depuis. La période manquante consistait en un relâchement relatif de l'emprise qui n'a pas engendré un « monde d'après » dont la nouveauté aurait été d'autant plus vivante que la mise sous cloche avait été totalitaire.

Solidarisés par une mise en réserve commune et gagée sur l'avenir d'un montant « crésussien », les États mondiaux les plus riches s'étaient d'abord accordés afin de pourvoir au ralentissement économique mondial, voire à son blocage. En France cela avait permis de payer beaucoup de monde à ne rien foutre pendant quelques semaines et de subventionner les commerces en berne. Mais il y avait une contrepartie, il fallait n'agir que pour pourvoir à la reproduction de ses propres besoins vitaux. Survivre, pas vivre. Ne pas déambuler hors d'heure ni pour d'autres raisons sous peine d'amendes, la police veillait à la chose. Quant au reste de ce monde de travailleurs (deliveroo, caissières, infirmières), dédié récusement à la préservation de ces besoins vitaux, il était de bon ton de l'applaudir aux fenêtres à 20 h pour souligner et soutenir leur héroïque combat en première ligne de cette guerre

contre le méchant virus.

Car il s'agit d'une guerre des humains pour leur survie. Et lors d'une guerre tous les changements de stratégie sont permis. Aussi ces mêmes infirmières qui allaient courageusement au front quand l'État était fort dépourvu alors qu'on observait guère le brin ARN Corona-19 que dans un IHU à Marseille, du moins publiquement, que les appareils à tester et les remèdes empiriques étaient absents, décrédibilisés ou ignorés... Ces mêmes infirmières disais-je, à la deuxième séquence, sont virées de leur taf, débranchées de l'économie, si elles ne sont pas vaccinées. À la troisième, cette tare est généralisée.

C'est que l'État n'a plus besoin de ses soldats depuis qu'il a trouvé une arme, le fameux vax, dont il s'agit qu'il passe partout, dans le maximum de corps humains et pour leur survie. Peu importe que le vax ne soit pas un vaccin au sens d'un truc qu'on fait passer par une aiguille qui immuniserait les corps, éventuellement préalablement à sa rencontre avec le méchant virus. Peu importe que quelques mois à peine après sa diffusion massive il s'avère seulement atténuer les effets de la virulence du méchant virus dans beaucoup de corps mais pas dans tous, et de moins en moins, et pour quelques variants seulement, ni qu'il n'arrête pas la transmission. Il faut qu'il passe, le vax. Peu importe que la panacée promise, annoncée efficace à des scores d'élections soviétiques — et sortie hâtivement en quelques mois quand il faut des années pour contrôler et non seulement fabriquer un vaccin — s'avère un vax kleenex. Parce que ce qui passe avec lui, c'est une idéologie : le catastrophisme d'État.

L'occasion est trop belle pour que l'État ne chevauche pas le cheval Catastrophe. En particulier, l'État français, historiquement plus centralisé que d'autres, mais aussi plus nucléariste que presque

tous les autres. Bing ! Il peut déployer centralement sa bureaucratie mobile par les essais techniques de traçage des déplacements de sa population. Bang ! La pollution atmosphérique et le réchauffement climatique ne lui servent-ils pas à présenter l'industrie nucléaire comme une source énergétique relativement moins pire que les carboniques ou fossiles ? Le chevalier blanc étatique lui-même est assujéti à un chantage énergétique, le pauvre, qu'il est lourd son fardeau. Notre train de survie exige de plus en plus d'électricité, avec le nucléaire on roulera grâce aux piles de lithium. Que voilà un bel exercice. Confiner, comme si une centrale avait pété, mais sans qu'elle ait pété. Nul n'aurait le choix, n'est-ce pas ?, si ça avait pété. Eh ben, là c'est pareil.

Que chacun choisisse de se faire vax ou pas vax est interdit. C'est le choix qui est interdit. Et pour empêcher de choisir rien de mieux qu'un chantage. *Just do it*, le « *juste fais-le* » de Nike, provoque du refus. Or il s'agit aussi de fabriquer l'acceptation. Que la modalité de ton soit directement autoritaire : « *Fais-le pour les autres, sale égoïste, criminel en puissance* », indirectement « *Fais-le sinon tu n'iras pas au bar* » ou carrément égoïste « *Pique ton môme pour ta gueule* »**, cela est secondaire. D'ailleurs la musique change et cible ses publics, la presse est faite pour ça. Personne n'est dupe, pas même les donneurs d'ordres, et peut-être eux encore moins.

Choisir ce n'est pas opter. Ce n'est pas : soit faire, soit ne pas faire ; soit se conformer, soit ne pas se conformer. Choisir c'est faire ou ne pas faire ou faire autrement en considération du contexte, selon la compréhension que chacun en a. Évidemment, s'agissant du vax le contexte comprend sa propre capacité de transmettre le virus, sa propre perception de sa propre capacité à l'encaisser, selon l'histoire de son propre corps, celles respectives de ses proches ou des inconnus que chacun est amené à côtoyer, volontairement ou non, selon la marge de liberté qui est la sienne dans la société, et selon ses humeurs pour autant que cette marge soit un peu ample.

Exemple volontairement paradoxal du pseudo-dilemme qu'a provoqué le chantage, celui de l'infirmière qui ne veut pas vacciner précisément

parce qu'elle est responsable. Elle vaccine quotidiennement à tour de bras mais selon des protocoles rigoureux avec des vaccins dont les inconvénients sont connus, dont elle a la connaissance empirique des effets selon les types de ses patients et que de longues pratiques et de lentes recherches laborantines établies sur des décennies avaient préalablement assuré de l'efficacité thérapeutique. C'est en toute responsabilité, eu égard à son expérience des individus singuliers en état de faiblesse qu'elle reçoit, qu'elle refuse l'automatisation de sa propre pratique. C'est donc évidemment elle qui prend le rôle du bouc-émissaire. Dès lors que l'État a dissous la première ligne, il peut dissoudre toute la valetaille, la base arrière aussi.

Les fachos eux ne se conforment pas. Et bruyamment. Dénier de la maladie, antipassisme par antivaxisme. Ils sont forts de toute la deuxième couche de mainstream, et presque toutes les oppositions publiques passent par leurs robinets.

Il y a des raisons historiques à cela. Le fascisme italien et le nazisme proposaient des révolutions nationales contre le reste du monde. Or un virus mondialement répandu, peut-être issu d'un laboratoire d'une nation lointaine communiste devenant une puissance capitaliste hégémonique, c'est comme un Traité de Versailles qui pénétrerait nos corps propres. Ajoutons-y la tradition catholique qui sacralise les corps humains en tant que créatures, et la mayonnaise est suffisante. Les raccourcis géopolitiques combinés à l'assimilation entre les Grands Argentiers et les conciliabules des Sages de Sion donnent un air de compréhension synthétique qui suffit bien à faire buzzer la machine que tout le monde regarde chez soi, parce que tout un chacun ou presque en est équipé et que dehors il ne se passe rien. Comme la médecine est une aptitude apolitique, et que la microbiologie c'est compliqué, beaucoup de ses réprouvés et récalcitrants se précipitent dans le vortex. Dans les manifs de cet été, on parlait surtout de sites Internet, pas entre soi. Et puis, ça les motive les fachos de crier « Résistance », surtout les français.

L'ultrême-gauche — je confonds volontairement lesdites ultra- et extrême — n'a porté aucune critique publique. Elle est prisonnière de son campisme. Surtout ne pas dire comme Raoult ou Per-

rone, t'as vu leurs avocats ! « — Perrone chez Sud Radio, Fouché chez radio courtoisie... — Comment tu sais t'as regardé ? — Euh, ben ouais, je me ré-inf... heu je me contre-informe, quoi ! Mais on n'écrit pas ça. — Ah bon ! Ouf » C'est que là, en matière sanitaire, il n'y a pas de théorie prémâchée, Marx la plus-value..., Foucault le biopolitique, malgré l'air de famille du mot, ben ça dit rien sur la santé. Un peu PMO peut-être ? « Ouais, mais leur truc là sur la PMA... Attends, j'ai un appel sur Signal (...) T'as pas des potes à la campagne, y a Camille qu'est malade là. — Ben attends je vais demander. (...) Ok cool. Au fait, l'a le vax Camille, parce que là-bas, chais pas tu vois ? sont pas forcément d'accords » Y a pas de théorie de ça. C'est qu'il faut que tu démerdes tout seul, mon toto !

Et toussa, le vax, c'est très, très vexant pour les âmes libres. Parce qu'elles ne peuvent pas s'empêcher de vivre — c'est-à-dire de s'orienter par elles-mêmes. Et qu'elles ne veulent pas suivre comme ce

personnage : « *timide, hésitant, rétif comme quelqu'un qui a porté sa peau au marché et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné* » par lequel Marx décrivait le travailleur soumis marchant derrière le capitaliste au « *regard narquois, l'air important, affairé* »***.

Séraphin Durad (21 déc. 2021)

* Interview de Georges Courtois, FR3, 2017 : « — Vous avez aussi été chroniqueur judiciaire... — Non, gros-niqueur judiciaire. » <https://www.youtube.com/watch?v=wP8MPdOdxsI>; pour mémoire, Georges Courtois avait pris en otage la cours d'assise de Nantes en 1985, lors de son procès.

** https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vaccination-des-5-11-ans-pour-se-proteger-on-est-oblige-de-le-faire-reagissent-les-parents_4888337.html

*** *Le Capital*, L. I, sect. 2, ch. VI, fin (trad. Roy)

A propos de De la Psychose Institutionnalisée à « l'Apartheid Sanitaire ».

CERTAIN.E.S D'ENTRE NOUS ont souhaité ajouter un préambule à ce texte que vous pouvez lire page 16 pour exprimer notre désaccord quant à l'emploi du terme « Apartheid sanitaire ».

Si nous partageons la critique sociale et politique de la biomédecine, de la gestion policière de nos vies induite par l'instauration du pass sanitaire puis du pass vaccinal, tant dans la sphère de la vie publique que celle de la vie privée, et l'institutionnalisation d'un discours tendant à culpabiliser, et à discriminer, celles et ceux qui auraient choisi de prendre soins d'eux-mêmes et des autres autrement que par le vaccin, nous n'acceptons pas l'usage du terme « Apartheid » qui renvoie à des situations politiquement institutionnalisées de ségrégations, d'exploitations, de brimades, de tortures, de viols, d'emprisonnements, de meurtres en raison d'une couleur de peau...Autant de souffrances et de réalités vécues par les personnes ayant été confrontées à l'Apartheid qui ne peuvent être comparables à la situation vécue par les personnes non-vacciné.e.s en France.

L'emploi de ce terme nous semble donc participer de cette banalisation de réalités socio-historiques qui ne cesse de se déployer, notamment depuis les années 1970 sous l'impulsion de groupes comme la Nouvelle Droite (voir à ce propos notamment le texte *En eau trouble* que vous trouverez à la suite, ainsi que le texte sur la nouvelle droite des ami-e-s de Pédrini).

Bien sûr, le texte qui suit ne s'inscrit en rien dans cette mouvance que nous combattons. Les guillemets usités pour le titre soulignent que l'auteur de ce texte invite à ne pas effectuer d'amalgames avec le régime de l'Apartheid qui a sévit en Afrique du Sud. Certes, nous aurions préféré l'emploi d'un autre terme mais, au final, nous pensons que ce texte mis en perspective avec les textes qui suivront permettra à chacun.e de se faire son propre avis...avec le plaisir d'en échanger.



De la Psychose Institutionnalisée à « l'Apartheid Sanitaire ».



ENTRE 2003 ET 2018 le nombre de lits dans les hôpitaux publics a été diminué de 69.000 pour passer sous les 400.000 pour la plus grande gloire des gestionnaires et du « virage ambulatoire ». Pourtant début 2020, un petit importun du nom de CoV-19 est venu perturber le grand jeu libéral. Devant une situation désastreuse où l'hôpital mis un genou à terre les élites libérales et pseudo-scientifiques ont usé d'autorité « pour le bien commun » : confinement, couvre-feu, flicages, règles fluctuantes, abondantes, et toujours plus absurdes. Pourtant le bout du tunnel n'est pas au rendez-vous.

Nous pouvons nous demander, au vu de cette situation de désespoir et de terreur sans fin, comment ces mêmes élites ont pu fermer encore 5.700 lits en 2020. (Le Monde 27-10-2021)

Peut-être est-il vrai que la nouvelle e-médecine n'est pas encore au point sur certains sujets comme la réanimation à distance ou l'assistance psychologique virtuelle aux suicidaires ?

A ce sujet, il est à noter qu'au-delà de l'auto-glorification de l'élite dirigeante au sujet des dizaines de milliers de vies sauvées au prix du sacrifice de nos libertés – dommage, ce n'est évidemment pas démontrable, la vie est parfois injuste – des dizaines d'autres ont été sacrifiées sur l'autel d'une société devenue invivable – en même temps que peuvent nos élites face au peu de résiliences résilience d'une frange de « neuro-divergents » et de « border-line » inaptes à la vie moderne ?

Toujours est-il que 13 % des enfants ont développé des troubles socio-émotionnels, 22 % des troubles du sommeil et un quart une hyperactivité et des troubles de l'attention durant le premier confinement. (Inserm 17-05-2021) Par la suite, avec l'enchaînement des restrictions, on est passé de la peur et des crises aiguës à une lassitude, une dépression généralisée et une forte usure psychique.

(La Dépêche 04-01-2022) La consommation des psychotropes a flambé : entre avril 2020 et mars 2021 une hausse de 3,4 millions de prescriptions d'anxiolytiques a été enregistrée, 1,4 millions pour les hypnotiques et même 440.000 pour les antipsychotiques (Le Monde 27-05-2021)

Perte d'emploi, idées suicidaires et violences domestiques font aussi partie du tableau de la « vague psychiatrique » au sujet de laquelle certains psychiatres sonnent l'alerte. (Ouest France 05-03-2021)

La « Psychose institutionnalisée » a donc un coût. Elle est aussi un choix dans la gestion de la crise. Les processus qui englobent entre autre le matraquage médiatique, la répétition, la monopolisation du discours, la culpabilisation des populations, et la distillation de la peur, sont les éléments qui la définissent. Cette « psychose » pousse à la peur de l'autre, l'objective comme vecteur contaminant. La Peur est le moteur des dictatures.

Il est légitime de se poser des questions sur les choix politiques qui sous prétexte de sauver des vies en sacrifient d'autres, d'une part, et qui mettent l'accent sur la culpabilisation, la répression, la peur, et le contrôle informatisé, tout en délaissant l'outil médical, d'autre part.

La question fondamentale est pourquoi ces choix basés sur l'annihilation du libre arbitre et des choix librement consentis et éclairés, et sur l'autorité arbitraire d'un comité d'experts lié aux pouvoirs et aux lobbies pharmaceutiques.

L'ennemi est-il – dans ces choix – un virus invisible, ou une population qui supporte de plus en plus mal un monde absurde où l'homme était la seule chose qui échappait encore partiellement à une logique intensive de confinement, de numérisation et de production de masse ?

« L'Apartheid sanitaire » est cette logique qui exclue une partie de la population de la vie sociale, d'abord des lieux de socialisation, puis d'une partie du monde du travail. Si la ségrégation qui s'opère n'est pas liée à une logique raciale ou certains seraient désignés comme inférieurs, elle existe cependant dans une autre dimension. Le fait que cette ségrégation soit liée à des choix individuels n'empêche pas l'existence de celle-ci. La propagande médiatique et les mesures de coercitions employées, si elles ne vont pas si loin – encore qu'en Australie le cas soit intéressant – peuvent s'apparenter, j'y reviendrais, à une

forme d'Apartheid ou au moins à certains de ses mécanismes. Il a quand même été question dans des allocutions politiques de couper les allocations aux « non vaccinés » ou de les punir de lourdes sanctions financières.



1. LA PROPAGANDE DE LA PEUR : LE BON VIEUX JEU DE LA MORT COMME SUJET UNIQUE.

Sujet médiatique « unique » ou tout au moins omniprésent, Théléthanos* dieu modernisé de la mort mise en lumière, maître de nos destins, au travers des hospitalisations et des décès attribués à la star des virus, envahit l'espace psychique et social, l'intégralité des « cerveaux disponibles »*.

Il prend consistance dans le discours journalistique superficiel dans l'égrainage des morts, des morts probables, des morts possibles, des morts potentielles, tout cela au travers de chiffres qu'on donne sans autre explication que leur propre existence, ou pire que leur propre autosuffisance.

Il amplifie cette consistance dans les spots gouvernementaux, les panneaux d'affichages, les consignes et contraintes qui organisent nos pseudo-vies – vies virtualisées, numérisées, inféodées à des pseudo-sciences managériales. Il est la peur qu'on instille par la répétition dans nos vies comme une anomalie que l'on doit accepter comme une normalité.

Théléthanos, conception modernisée du dieu de la mort Thanatos est un des dieux de la modernité. C'est aussi un dieu qui aime la domination et la peur, l'assujettissement par la peur. C'est un dieu voué au culte du pouvoir, d'un certain pouvoir, ou d'une forme de pouvoir. Il est plus lié à la peur de l'altérité qu'à la mort d'ailleurs.

Il s'incarne dans un discours répétitif, lancinant, emprunt de fausse bienveillance. Ses psaumes nous disent de nous méfier des autres, de nous replier sur nous, de nous isoler. Par là même, il est l'outil idéal du pouvoir. Son culte est celui de la division. Il use d'un danger réel comme d'un scalpel qui taille les liens de solidarités aussi bien que l'ouverture à l'altérité. Il use de prismes pour captiver l'inconscient et focaliser l'attention sur un danger et poser un voile sur les causes de ce danger.

Théléthanos a remplacé Thanatos dans nos sociétés basées sur les technologies numériques, nucléaires et génétique. Contrairement à Thanatos, l'antique dieu de la mort, il ne pose pas la fatalité de la mort, ni son caractère sacré, accepté ou apaisant, il expose la mort en pleine lumière, et impose la violence de celle-ci comme conséquence d'une faute. Il met la mort en tableau et l'éclaire

de ses feux, comme Vénus éclaire la beauté du monde, mais d'une façon obscène, en la chiffrant, en la transformant en spectacle, en la jetant aux visages de ses admirateurs fascinés.

Il met la mort en scène comme un tableau guerrier, une mise à mort, comme une guerre, un combat que Mars voudrait contempler, et nous entraîne comme acteur de la mort.

Il en résulte que nous prenons part malgré nous – si nous acceptons ce culte moderne de la mort – à une sorte de guerre. Il y a donc deux camps, une logique guerrière, des combattants, des ennemis. Ainsi ne pas se plier à la discipline de la guerre, c'est désertir, se rendre complice, trahir.

Le culte de ce dieu de la modernité de la mort comme « objet médiatique » a besoin d'antagonisme. Il a besoin d'obéissance aveugle à une discipline. Il lui faut désigner des ennemis ou des « boucs émissaires » (migrants, allocataires sociaux ou autres au gré des humeurs et des politiques).

Le « cerveau disponible » est ce que la modernité a rendu libre par le détachement des tâches liées à notre survie. C'est aussi ce que cette modernité a mis en esclavage grâce au pouvoir médiatique qui par la force de son discours reprend cet espace de réflexion pour y encastrier le discours de son choix. C'est cet espace, ce temps, que nous avons libéré pour nos vies qui nous est repris par les publicistes pour nous convaincre de consommer, mais aussi par le pouvoir politico-médiatique pour penser à notre place. Cet espace nous devons essayer de le libérer.

Ce culte médiatique de la mort n'est pas si nouveau. Auparavant il décomptait les morts de la route, du terrorisme ou les violences dans les banlieues. Si les faits sont évidemment une réalité, c'est la façon de les mettre en avant continuellement et régulièrement comme « sujet unique », de les sur-exposer pour en faire l'unique question de nos sociétés qui est une sorte de falsification. Ébloui par un fait réel projeté en boucle et agrandi à outrance par le prisme de la répétition et de l'outil télévisuel, la réalité finit par être assimilée à une infime parcelle de nos vies. Celle-ci envahit tout notre univers de pensée et finit par diriger nos vies, et à les formater dans un moule dont on ne s'extrait partiellement que par un combat perpétuel. Ainsi il y a la mort. Non il y a une mort. Et ainsi il y a des coupables. Tous les autres aspects de nos sociétés, tous les questionnements qui pourraient être liés à des choix de vie sociale ou simplement à quelques critiques visant le fonctionnement de celles-ci, sont relégués dans l'ombre. Face à l'omnipotence de l'appareil médiatique moderne, le questionnement social relégué dans l'ombre d'une médiatisation morbide est voué à l'invisibilité et à l'oubli.

Des questions comme la concentration sociale, la pratique intensive de l'élevage et de l'agriculture, l'envahissement des derniers espaces sauvages – s'il en existe encore, ou même des choix de la médecine – questions qui peuvent être pertinentes en temps d'épidémie – sont évacuées.



2. L'ASSOMMOIR MÉDIATIQUE : LA CULPABILISATION COMME OUTIL DE DOMINATION.

A longueur de journée un discours lancinant s'écoule, propageant une idée de danger, s'infiltrant dans les esprits partout où les outils de communication ont accès à notre attention. Spots télévisés, allocutions de divers conseillers scientifiques peu illustres ou de ministre improvisés, panneaux publicitaires ré-employés, sous-titres parasites des discours dans les réseaux sociaux, pancartes improvisées sur des barrières disséminées dans les rues, affichettes aux portes des commerces, débats improvisés peu contradictoires – ou avec une contradiction orientée, contribuent à figer l'idée d'un danger permanent qui hante nos jours comme nos nuits au sommeil agité.

Quand je dis partout où les médias ont accès à nos « cerveaux disponibles » je pourrais juste dire partout. L'appareil médiatique des années 60-70 a cultivé son omnipotence au cours des cinquante dernières années, véhiculant le discours dominant, le discours de la peur, le discours du rejet de l'altérité, le discours criminalisant.

De la propagande anti-communiste aux États-Unis dans les années cinquante, au discours de terreur concernant les banlieues exacerbées au début du millénaire, le pouvoir médiatique a toujours réussi à rendre omniprésent un sujet et épinglé au pilori les boucs-émissaires, tout en rendant invisible tout élément ou sujet qui pourrait favoriser l'émergence d'un débat. Depuis les fortunes qui se bâtissent sur les crises économiques, jusqu'à la stigmatisation de minorités – sujets évacués de tout débat – ce discours camoufle bien l'idéologie dominante et son discours sécuritaire qui en réalité avance le projet de contrôle social absolu de nos vies grâce aux technologies numériques (contrôle des déplacements, des achats, des opinions... cookies à volonté et pop-up à gogo). Ce contrôle social s'hybride avec des logiques managériales où la responsabilité individuelle est centrale, et à des formes de traçabilités. L'individu est responsable des défaillances du système et de ses propres fragilités. Cela aussi fait partie du monde numérique.

Une éphémère ministre qui aurait oublié de prévenir ses collègues et supérieurs des dangers d'un virus guettant les vols internationaux pour venir nous souhaiter de joyeuses pâques est décorée de la légion d'honneur. A peu près dans le même temps, une frange de la population réti-

cente aux consignes sanitaires fluctuantes – peut-être par méfiance, peut-être par raz-le-bol – est jetée en pâture à la vindicte populaire. Une minorité « récalcitrante » (dit-on) devenue infime par les brimades, les menaces de licenciement et l'exclusion sociale à laquelle on l'a confiné serait ainsi la cause du malheur de tous les autres.

C'est bien là d'ailleurs le principe du « sujet unique ». Cet artefact qui consiste à abreuver celles et ceux qui rentrent du boulot, et les autres d'ailleurs, du décompte macabre des morts d'un virus, comme en d'autres temps on se devait de présenter chaque jour les morts de la route, de la drogue, des violences urbaines, ou des attentats. L'important est de ne parler que d'une cause de la mort. Celle-ci perd ainsi son caractère naturel pour devenir le trophée d'une guerre de la parole que l'on s'invente comme exutoire à tous les maux de la société.

Elle forme un duopole, un miroir déformant. L'une de ses faces est une forme d'immortalité issue d'une société idéale où les progrès de la science, de la surveillance ou de la médecine nous mettent dans un cocon « bienveillant » qui fait miroiter une vie paisible, où le bonheur est « à portée de clic », où nos vies séculaires se déroulent dans la sérénité et la santé et au pire dans la bienveillance d'institutions privées. Le monde des « fossoyeurs » disent de mauvaises langues.

L'autre face est la mort conçue comme anomalie dont la cause est la plus unique possible – drogue, délinquance, comportement asociaux, irrespect des règles sanitaires. La cause mise en lumière doit être unique pour assigner une population comme ennemie : toxicomanes, migrants, homosexuels du temps du sida, aujourd'hui non vaccinés en ces temps de CoV-19.

Pourtant la solution vaccinale donnée comme miraculeuse ne semble pas à la hauteur des promesses vendues pour quelques dizaines de milliards aux États sans doute moins crédules qu'ils pourraient le sembler. Dans les hôpitaux, des soignants vaccinés mais contaminés peuvent disséminer leurs miasmes alors que d'autres testés sains à leurs frais mais non vaccinés ne peuvent travailler.

Je ne discuterais pas là de ces vaccins dont certains sont plutôt expérimentaux, ni ne dénigrerais leur intérêt même s'ils se révèlent peu convainquants.

L'intérêt de la discussion est la façon dont des masques déclarés inutiles sont imposés sous menaces de lourdes sanctions six mois plus tard, ou dont des hôpitaux en manque de personnels sont privés d'une partie de personnels sous prétexte de mesures qui n'ont de sanitaires que le nom. Car peut-on affirmer sans arrière pensée qu'une personne saine mais non-vaccinée est dangereuse alors qu'une personne vaccinée mais contaminée ne l'est pas ?

Pourquoi alors tant d'incohérences ?

Mais on parle d'incohérence d'un point de vue sanitaire. Or ce n'est sans doute pas la raison sanitaire qui prévaut,

mais la raison politique et économique. Comment comprendre cette raison politique ?

Nucléaire, hydrogène et réseaux 5G sont les mamelles du capitalisme 2.0. A coup de centaines de milliards se façonne l'économie numérisée de la troisième révolution industrielle.

Dès lors sacrifier quelques milliards de bénéfices – d'ailleurs remboursés par les Etats, et un jour prochain aux Etats par le petit peuple – quand de gigantesques profits suivront.

Le hic est que sans doute la population ne verrait pas d'un très bon œil d'avoir été confiné, soumise à couvre-feu, privée de libertés, tout en travaillant et en consommant les objets technologiques promus par l'appareil médiatique et étatique. Dès lors, criminaliser les gens qui sortent prendre un verre à 18 h 05 après s'être exposés au boulot et dans les transports en commun, ceux qui pensent qu'un peu de recul sur les nouvelles techniques scientifiques ne serait pas un mal ou qui cherchent un peu de vie sociale alors qu'ils ont été déchus de tous leurs droits sociaux à par ceux de se battre pour s'endetter lors de « black-friday » – jour de culte dédié à la consommation où la mort devient somme toute secondaire – est une forme de sacrifice rituel aux cultes du profit et de la science.

Le travailleur immigré est la cause du chômage, et non les délocalisations d'entreprises ou les paradis fiscaux. L'algorithmisme est la cause de la violence sociale, de la perte d'emploi et de logement, et non l'absence de perspective et la planification de plus en plus prégnante de nos destins. De même le non vacciné est la cause de l'épidémie, et non la suppression continue de lits d'hôpitaux, la médecine sur-technicisée, distancielle ou numérique, ou le management numérisé.

A chaque époque sa martingale de profit. A chaque époque son bouc-émissaire. A chaque époque son système d'exploitation. Le tout est de diviser pour mieux régner.



3. LE FROID ET LE CHAUD : COMMENT ABOLIR LA PENSÉE EN INSTILLANT L'INCERTITUDE.

Avec la peur, l'incertitude est aussi un principe de base du contrôle de la pensée. Les « vagues » successives sont en ce sens très propices au maniement de l'incertitude, même si l'on en viens à assimiler des vaguelettes à des tsunamis. Ce qu'il faut c'est une périodicité assez régulière.

Les annonces doivent aussi se contredire. On annonce un dé-confinement, pour quelques jours après instaurer des

protocoles et des restrictions qui le prolonge dans le temps sous une forme diffuse. On pousse les gens à profiter de l'été qui arrive en décrétant que tout est fini pour instaurer en plein milieu de celui-ci le port du masque – pourtant dit inutile en plein pic épidémique – en pleine canicule. L'automne sera morose, on le sait d'ores et déjà. Le confinement suivant sera un mélange de chaud et de froid, d'alarmisme et de dédramatisation. L'essentiel est de festoyer à Noël !

Après cette libération, plus vouée au consumérisme qu'aux retrouvailles – en tout cas dans la pensée dirigeante – on peut enfin assommer les esprits enivrés d'une liberté qu'on leur jette au visage comme une faveur. Ce sera couvre-feu !

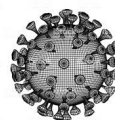
Mais qu'en est-il du sanitaire ? On se presse d'aller au boulot, de consommer en s'amusant dans les grandes surfaces – tous aux mêmes heures, couvre-feu oblige – pour rentrer tristement écouter les discours bihebdomadaires des chantres de l'apocalypse sanitaire.

Le confinement était terrible dans sa violence, son utilité n'est discutable que par la nécessité de s'entasser dans les transports en communs et les grands magasins, les petits commerces étant clos pour une logique dont l'aspect sanitaire semble s'être égaré. Le couvre-feu est terrible dans son absurdité. La foule s'entassant dans les magasins le samedi est doublée par l'étroitesse des créneaux que peuvent emprunter ceux qui bossent et courent chez eux, attestation à la main, avant l'heure fatidique où le virus devient dangereux. Les caissières peuvent en témoigner.

Mais dire que la logique sanitaire est absurde, mal calculée, ou trop hâtive, c'est passer à côté de l'essentiel. D'un point de vue du contrôle de nos vies, la gestion est parfaite ! Nos vies sont réduites à l'essentiel du point de vue de l'économie : bosser, consommer, fermer sa gueule.

Le couvre-feu et les attestations – reste-t-il des forêts ? – sont là pour supprimer toute vie sociale, car la vie sociale est source de discussion, et les discussions de remise en cause. L'ordre 2.0 établi est voulu immuable, toute contestation devient impossible, le discours étatique du risque sanitaire et de la nécessité d'un ordre social strict envahit tous les médias, sous la forme d'une autorité incontestable, validé par une autorité dite médicale ou sensée l'être. Cet imposition médiatique d'un ordre social strict n'est pas nouveau, mais il se cache ici derrière un paravent médical « officiel » plus basé sur des intérêts financiers et politiques que sur la santé de la population.

Un conseil scientifique, oscillant entre les valises des laboratoires et les devises autoritaires de l'état modèle la science au gré des besoins.



4. INSTITUTIONNALISATION DU « CRIME PAR LA PENSÉE »

Six mois de mesures de confinements larvés – couvre-feu, fermeture des lieux de socialisation, attestations à formules variables ont affaibli les capacités de penser. Elle ont aussi détruit en partie les habitudes sociales. Une forme d'acceptation s'est instillée à chaque parole d'espoir annonçant des jours meilleurs et la fin de l'épidémie. Une forme de résignation s'est installée à chaque parole abrogeant les miettes de vies jetées au peuple affamé.

En plein été, une nouvelle forme d'oppression apparaît. Le vaccin était l'espoir, il devient l'outil de la rétorsion. Les techniques expérimentales seront privilégiées. Dans le même temps des restrictions s'amoncellent. Tests divers sont la nouvelle panacée. Des milliards vont encore pleuvoir. De la poche des Etats d'abord, puis de celle des « récalcitrants » ensuite. Pourtant on ne découvrira une troisième vague, loupe à l'appui, qu'en annonçant directement une quatrième vague après la seconde à l'automne. Les chiffres s'emmêlent d'ailleurs de plus en plus dans la multiplicité des concepts : cas contact, patient en urgence, patient grave, patient en réanimation, patient critique (j'en oublie).

La vaccination pourtant avançait bien dès l'été. Mais le QR-Code est l'outil du futur, un outil de contrôle qui peut s'appliquer à tout. Pouvait-on faire l'impasse sur le passe-sanitaire ? Cette technologie et l'idéologie qui l'imprègne est loin d'être sanitaire. C'est l'aboutissement du contrôle informatisé, des cookies de traçage, de la 5G, des IP, de tout ce qui prolonge la vidéosurveillance jusque dans nos domiciles et nos vies privées.

En passant avec le luxe, les laboratoires et leurs tests, les télécoms et la 5G, la vente des données récupérées sur les ordinateurs et les Smartphones sont les derniers secteurs qui font encore pleuvoir les milliards de façon exponentielle !

L'internet, « outil de nos libertés » ne cache plus son autre visage, suivant la marginalisation voire l'éradication des personnalités aux discours divergents dans les médias télévisés, la censure n'est plus un tabou sur la toile !

« Complotiste » devient un mot à la mode. A tel point que si tous ceux qui se sont fait étiqueter comme tels partageaient un commun plus qu'insignifiant ils formeraient le plus puissant groupe politique du pays ! D'ailleurs il est heureux que ce ne soit pas le cas vu les idéologies portées par certains groupes. Toujours est-il que cette assimilation discrédite toute contestation.

Mais surtout, c'est le « mot magique » qui stigmatise tout discours divergent des intérêts du monde politique et économique. Il permet de regrouper tout dans un sac unique et de s'octroyer le droit de ne pas répondre et de légitimer la censure.

Suppression de comptes et « sous-titrage » dirigé sous les

commentaires internet sont monnaie courante. Pressions et sanctions sur les médecins aux avis divergents confinent le discours dit scientifique à l'unicité de l'expertise lié au pouvoir.

On peut aussi se demander en passant dans quelle mesure la énième crise des urgences est liée aux personnels mis à l'écart de leur travail pour refus de vaccination. En tout cas, dans les territoires insulaires ces pratiques semblent mal passer.

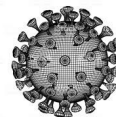
On peut aussi rappeler que depuis 2010 environ les crises dans les services des urgences ont aussi fait quelques unes dans les journaux sans infléchir la réduction de lit, la restructuration managériale des catégories de personnels, et l'informatisation des flux dans les hôpitaux sous une forme qui rappelle le monde d'Uber ou d'Amazon.

Le délit d'opinion semble être à la portée des dirigeants européens. L'Australie, elle, a opté pour la gestion militaire de la crise avec un degré de répression des manifestations assez sympathique, la mise en place de camps de quarantaine pour les cas contacts et la traque des « fuyitifs covid » grâce aux outils numériques.

D'un autre côté cette gestion par les camps permet de partager un peu certains aspects de la vie des migrants et de comprendre que les outils numériques qui semble nous faciliter la vie et nous offrir des libertés peuvent aussi servir à nous confisquer nos libertés, à nous traquer, et à contrôler nos opinions. C'est un aspect qui peut-être sera positif si une prise de conscience se fait.

En Chine quelques « sociopathes » qui ont transgressé des consignes sanitaires sont exposés à la vindicte populaire, vêtus de combinaisons intégrales, encadrés de gardes vêtus de même – ainsi la sécurité sanitaire est assurée pour cette joyeuse exhibition – avec leur nom, adresse, et photos sur les combinaisons. Il est vrai que c'est une pratique culturelle importante pour la cohésion sociale plus qu'une mesure de discrimination.

Peut-être finira t-on par l'importer ? On a bien importé le confinement quelques quinze jours après avoir fustigé la Chine pour ses mesures barbares, autoritaires, de gestion de la pandémie. (France Inter 18-02-2020)



5. UNE IDÉOLOGIE SANITAIRE DE L'EXCLUSION ET DE LA HAINE : INSTILLER LA PEUR DE L'AUTRE.

Cette idéologie de la peur et du « bouc émissaire » légitime le discours dominant et l'absout de ses fautes en faisant d'un groupe de personnes réfractaires à l'ordre établi le responsable d'une situation qui a été construite par des choix politiques.

« Tu veux tuer papy ou mamy ? ». Superbe discours psychologique de comptoir en mode bistrot cinq étoiles qui a traumatisé quelques milliers d'enfants abandonnés à l'éducation télévisuelle.

Symboliquement, ne pas obéir aux ordres teintés d'un vernis médical pseudo-scientifique ou juste en questionner la cohérence, c'est être un criminel de la pire espèce, c'est tuer ses parents.

« Seuls les chiffres ne se discutent pas ! ». Ici on atteint le plus haut degré du scientisme. La science est une religion, ses dogmes ne se discutent pas, sa parole est évangile. Si les « chiffres » sont là, que dire donc ? Toute tentative de débat a déjà sa réponse, toute politique gestionnaire qu'elle soit absurde ou arbitraire est donc légitimée. Elle est « la réponse » adéquate avant même d'être mise en discussion.

Et pourtant, que de chiffres ont circulé, se contredisant souvent, s'alignant en file indienne tout en s'appuyant sur des références différentes – hospitalisés, « urgents », « critiques », « réanimés », « contacts », « contaminés », « probables » – de telle façon que l'on s'y perd et qu'en changeant la catégorie, on peut au gré des envies infléchir les courbes dans un sens ou un autre.

Mais ne discutons pas des chiffres, ce serait tomber dans un piège, oublier l'essentiel, l'existence ne se réduit pas aux chiffres contrairement à ce que nous disent nos banquiers ou assureurs. Ces chiffres qui montent et qu'on remplace par d'autres quand ceux ci sont plus propices aux oracles d'une science sans conscience qui se plie aux chiffres d'affaires des labos, des banques ou aux idéaux totalisants de pouvoirs étatiques en quête de la numérisation de nos vies, ne sont que des leurre.

Ce qu'on chiffre c'est notre acceptation aux contraintes, nos résistances psychologiques, la valeur de nos occupations, de pans entiers de nos vies. Jusqu'où peut-on nous contraindre à être réduit de nouveau à nos forces de production ? Jusqu'où peut-on orienter nos consommations, et nos choix de vie ? – Choix est un bien grand mot. – Jusqu'où peut-on nous pousser à accepter d'être des « objets pensants » dont la vie est « virtualisée », dont le choix des relations est orienté ?

L'expérience de Milgram avait montré que sous le couvert de la « blouse blanche » du scientifique, un ordre peut être suivi jusqu'à faire d'une grande partie d'entre nous des meurtriers. Le conseil scientifique use de cette autorité symbolique que peu oseront mettre en doute. La liberté n'existe plus lorsque la « science » nous explique la meilleur façon de vivre. Ce n'est d'ailleurs pas nouveau, tant de médicaments miracles se sont vendus au-delà de toute nécessité pour le confort de nos vies.

Ceux qui ne se plient pas aux règles n'auront plus droit aux miettes de libertés accordées aux autres. « Puis-je te scanner ? ». Oui, je suis un objet que l'on passe sur le tapis

roulant, dont on évalue la valeur, dont on contrôle la validité. Si mon voisin, mon ancien ami, est mis au rebut, écarté de toute vie sociale, c'est qu'il est non conforme à la société du contrôle numérique, qu'il refuse d'accepter le jeu de l'objectivation jusqu'au bout, qu'il est défec-tueux. Bye. Next.

L'outil numérique est d'ailleurs prévu pour choisir mes amis bien mieux que moi !

Celui qui ne suit pas les règles imposées par les savants fou de Milgram n'est pas digne du monde merveilleux que nous offre l'outil numérique. Nous ne sommes même plus des « forces productives », nous sommes des « sims », des objets interconnectés dont la pensée est d'ailleurs moins importante que celle des algorithmes qui gèrent nos vies du « caddie-scan » au « delivero » en passant par le médecin virtuel.

Quand je dis « savant fou » c'est évidemment une simplification. Le « savant » est bien souvent un expert choisi plus pour ses relations, ses connivences financières et politiques, que pour son savoir. Et la logique est moins folle si on la regarde sous l'angle d'une société de surveillance généralisée, où chacun de nos gestes et de nos choix sont surveillés, tracés, triés et analysés. Nos gestes et nos choix sont ainsi transformés en marchandises et génèrent des profits colossaux pour les sociétés du secteur des données informatisées.

Cette société de surveillance globale est la société « numérique ». Nous sommes ainsi réduits à des données, à des chiffres. Nos patrons virtuels sont parfois des algorithmes – Amazon, Uber, Réseaux sociaux, et autres QR – qui génèrent des rivières d'argent bien réel lui, sur la rationalisation de nos activités et la « normalisation » de nos comportements.

C'est en fait une société gestionnaire. La surveillance globale n'en est qu'un des aspects devenu une protubérance qui s'étend partout comme les tentacules d'une pieuvre, de nos boulots à nos loisirs, en passant par notre santé et nos relations sociales.

Nos vies n'en sont plus. Ce sont des voies tracées par des algorithmes de gestions plus que de petits sentiers sur lesquels nous pourrions nous promener.



6. « L'APARTHEID SANITAIRE » COMME BASE DU CONTRÔLE SOCIAL.

La logique gestionnaire présentée comme le chemin vers l'idéal, la sécurité et le bonheur, n'est en fait qu'une autoroute où les aires de libertés sont limitées aux pauses-pipi. Cette rationalisation de nos vies à un prix élevé : la disparition complète du libre arbitre et de l'autonomie.

Le « non-vacciné » privé de socialisation hors de chez lui ou de travail est d'une part « l'objet contaminé » que l'on doit éviter, celui qui serait responsable du malheur des autres, et d'autre part « l'objet de dérision » qui permet aux gens raisonnables d'être heureux de se faire scanner comme des marchandises à la caisse d'un magasin. En tant que « qu'objet contaminé » il est un repoussoir, en tant que « bouc émissaire » il est un défouloir qui fait oublier à ceux qui le voient comme responsable **puni leur statut d'objet**.

Les couches sociales fragilisées par la modernité sont ainsi dans leur condition d'opprimés des privilégiés. C'est ainsi que fonctionne aussi le racisme, où le « petit blanc », oublié du progrès, travailleur peu qualifié ou chômeur peut rejeter sa frustration sous forme de colère sur des populations qu'il juge inférieure et responsable de ses malheurs.

On pourrait dire que ceux qui refusent le vaccin sont des criminels qui ne pensent qu'à eux et sont des individualistes. Qu'imposer le port du masque non-stop aux enfants des écoles est une nécessité pour le bien de tous et fait partie de l'éducation au respect des autres dans la société.

Pourtant « contraindre les corps » c'est aussi vaincre l'esprit. Un tel degré d'imposition sociale, de destruction de la pensée individuelle, du libre arbitre, revient à permettre d'accepter l'inacceptable. Présenter un QR-Code pour toute activité sociale non productive c'est accepter une forme de contrôle social qui au-delà de la discrimination d'une partie de la population nous relègue dans un monde où l'inégalité des droits est une norme, et qui plus est une norme établie pour le bien de tous dans une société qui veillerait sur nous.

Mais le « bien de la société » est-il vraiment le « bien de tous » ?

Sous une pseudo-bienveillance, la société du tout numérique contrôle nos vies pour conserver l'ordre établi et ses inégalités, pour enrichir toujours plus ceux qui la contrôlent. Nos **santés** sont des biens marchands avant d'être le bien-être de nos corps, nous en sommes dépossédés.

Il n'y a pas ici discrimination vis à vis d'une catégorie sociale, ni ethnique, mais par rapport à une catégorie qui revendique un choix. Y a-t-il un « apartheid sanitaire » ? D'un point de vue strict de définition, on pourrait dire non. D'un point de vue du degré d'exclusion et des mécanismes de ségrégation, c'est indéniable. Cette ségrégation n'est juste pas basée sur la dite « infériorité » d'une population, mais officiellement sur sa dangerosité en tant que « qu'objet contaminé », et officieusement sur son rejet d'un ordre social établi poussé au summum de l'assujettissement des corps et des esprits.



7. L'AUTRE COMME « OBJET CONTAMINÉ » : DE TCHERNOBYL À WUHAN.

Après la catastrophe de Fukushima, un monde nouveau s'est installé. Devant l'impossibilité d'échapper au désastre et de déplacer des millions d'habitants, une part de la population s'est vue contrainte de vivre dans les zones contaminées. La gestion sanitaire de la crise s'est faite sous la forme du contrôle des populations. Des dosimètres ont été distribués aux populations pour mesurer leur taux de contamination. Bien sûr ces contrôles n'empêcheront pas vraiment les morts, ils sont là comme alibi sanitaire à une crise de la modernité. Les victimes sont responsables de leur santé qu'ils doivent contrôler, mais aucun moyen ne leur est donné pour réellement se prémunir du danger radioactif.

Des années plus tôt, à Tchernobyl, un scénario semblable s'est produit. En sus des milliers de personnes qui ont dû être évacuées et déplacées, les milliers de liquidateurs chargés de « gérer » l'ingérable ont été sacrifiés pour limiter la catastrophe. Nombreux sont ceux qui ont été si irradiés qu'ils sont devenus des « objets de contamination ». Condamnés à une mort quasi certaine mais aussi à l'isolement car ils sont devenus un danger pour les autres, leur vie s'est le plus souvent finie dans les hôpitaux spécialisés, privés de visites, sans espoir.

Lorsque le CoV-19 a envahi nos vies, voyageant allégrement dans l'espace aérien pour se répandre à travers le monde à la vitesse de la modernité, le sanitaire s'est encore manifesté sous l'aspect du sécuritaire : mesures d'isolement, confinement, puis tests généralisés et quasi quotidien parfois.

D'un point de vue médical la situation n'est pas facilement comparable : faible mortalité mais plus grande propagation. La gestion de la crise s'est aussi faite dans les hôpitaux saturés rapidement grâce au manque de moyens liés à une politique gestionnaire de « flux tendus ».

D'un point de vue social et économique, la comparaison est plus intéressante. Le coût est un élément prioritaire, comme lors d'un accident nucléaire où le déplacement des populations est trop coûteux, lors d'une pandémie la mise à l'arrêt de l'économie est trop coûteuse.

Hormis le premier confinement – qui d'ailleurs en réalité n'était total qu'exceptés certaines activités classées indispensables selon des critères plus ou moins surprenant –, la gestion de la crise sanitaire, confinements compris, s'est concentrée sur la libre production de richesses. L'ouverture de grands centres de la vie marchandes, et l'entassement dans les transports a été privilégié au détriment des moindres espaces et moments de socialisation même minimes. Le choix de la gestion de la crise, imposé arbitrairement, de façon parfois même étonnante, s'est faite sur deux critères : le sécuritaire et l'économique. Loin d'une optique constructive élaborée sur les mesures

volontaires et le renforcement du système médical, la gestion sanitaire de la crise a privilégié le tout sécuritaire basé sur une propagande de la peur et de lourdes sanctions.

On a même assisté à un délire administratif – assez coutumier des sociétés gestionnaires – où pour chaque déplacement on devait s'autoriser chaque déplacement à coup d'auto-attestations incessantes que l'on devait justifier dans le cadre de décrets juridiques plus ou moins flous et arbitraires dont la géométrie variable était d'ailleurs assez amusante. Ainsi, quelques centaines d'attestations multipliées par des millions de citoyens confinés ou soumis à des couvre-feu fixés selon les horaires probables de virulence d'un étrange virus qui frappe le soir et dans les lieux de socialisations ou les librairies, mais pas sur les lieux de travail ni dans les grandes surfaces ou les transports métropolitains bondés de travailleurs, ont contribué à faire quelques clairières supplémentaires dans les forêts désertes où il est interdit d'aller.

C'est vrai que c'est là le côté économique. Il est plus important de produire des voitures, des armes, ou des panneaux publicitaires que d'éditer des livres. Mais c'est vrai que le papier manque un peu à cause des attestations sensées repousser le virus.

Un autre aspect relie les catastrophes nucléaires et les catastrophes épidémiologiques : le modèle intensif de production et sa centralisation. Le Nucléaire est constitué de puissantes installations qui concentrent de fortes productions d'énergies comme des risques majeurs de catastrophes – majeurs par leurs conséquences si ce n'est par leurs probabilités (enfin selon les experts).

Pour le CoV-19 qu'il se soit « échappé » d'un laboratoire ou qu'il eut été généré par des élevages intensifs d'animaux à fourrure, cela a peu d'importance. Son apparition et sa propagation sont liés de plusieurs façons au modèle de sociétés capitalistes mondialisées : concentration des productions, élevages intensifs, système de transports marchands comme de personnes hypertrophiés, unités de recherches expérimentales, concentration des populations, envahissement des milieux sauvages...

Ce modèle de société où tout est concentré sur des immenses unités de production, des transports sur longue distance, et une forte centralisation urbaine est propice aux catastrophes à très grande échelle. Le choix a été fait de taxer les productions locales et de favoriser les flux de commerces de marchandises et la spécialisation de zones de productions à l'échelle mondiale.

Dans les zones contaminées, la vie reprend au rythme des pulsations du dosimètre mesurant les radiations et prédisant une sécurité qui n'a jamais stoppé les cancers. Dans le monde épidémique, la vie se poursuit au rythme des cotons tiges enfoncés dans le nez, des mesures d'isolement et de mise à l'écart d'une partie de la population. Ici non

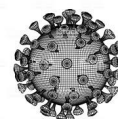
plus, la contamination ne s'arrête pas au seuil des QR-Code ou autres attestations sensées arrêter le virus. Ce qui dans les deux cas s'arrête ce n'est pas la contamination, mais la vie normale. La vie est réduite au contrôle permanent de l'exposition, à son utilité productive et consumériste.

Dans le cas de l'accident nucléaire, c'est l'accident technologique qui est mis en cause. Dans l'épidémie, c'est l'accident naturel qui l'est. Pourtant ce serait simpliste d'accepter cette opposition. La concentration urbaine, les pratiques de l'élevage intensif, les habitudes alimentaires, le transport mondialisé des marchandises, et bien d'autres aspects de nos modes de vie moderne peuvent être mis en cause dans la facilité avec laquelle une épidémie émerge et se propage sur toute une planète.

Le Passe sanitaire n'est qu'un moyen de détourner l'attention d'un système défaillant sur une minorité d'individus qui serait la cause de tout en faisant de ceux-ci des objets contaminés potentiels.

Ceux-ci, causes désignées des restrictions passées et futures des libertés, sont légitimement privés de l'accès à la sociabilité. Ce sont des parias, que l'on doit traiter comme tels : ici, « les emmerder » comme dit notre prince en titre, en Chine, les livrer à la vindicte populaire.

Tout cela participe à créer des priorités. Comme souvent l'immigration, ou les conflits pour les ressources naturelles qui s'amenuisent – enfin pour la liberté comme on est sensé dire lors de coup d'états ou de guerres souvent impulsées depuis les pays riches, – la santé et pandémie sont les sujets qui se répètent en boucle. Ces sujets médiatisés sont le centre des intérêts sur lesquels les populations doivent porter leur attention. Les questions que l'on pourrait se poser sur la société post-moderne et ses marottes comme la numérisation de nos vies, leur marchandisation, ou la concentration spécifique des productions dans des zones de moins en moins nombreuses et les centaines de milliards de kilomètres de transport que cela engendre, sont ainsi évacués pour la tranquillité des quelques privilégiés qui concentrent les fortunes dégagées de cet univers concentrationnaire.



8. NUMÉRISATION DE L'HUMAIN : DE LA CARTE VITALE AU PASSE SANITAIRE.

Du papier au numérique, l'économie et la bureaucratie se réorganisent. L'alibi écologique de quelques arbres sauvés met dans l'ombre les 20 % de la production électrique dédiés au tout numérique. Le stockage des méta-données qui s'empilent dans les serveurs et la conservation des factures électroniques sont plus polluants que l'antique

papernesses et les livres. Les méta-données et les flux d'informations sont source des plus gros profits du capitalisme 3.0.

La carte vitale centralisait déjà les données comptables. Le dossier médical personnalisé centralise les informations médicales. Le Passe sanitaire centralise tout cela à un degré supérieur, il permet de classer les personnes en catégories, de leur attribuer ou de leur retirer des droits.

Que l'on ne s'y trompe pas, déjà les assurances ont fait leur beurre sur l'informatique et l'usage des données médicales. Si le croisement des données est censé être interdit, la ségrégation des personnes par les banquiers et les assureurs selon leur santé est depuis longtemps de mise.

L'informatisation générale de nos habitudes de vies, déjà omniprésente dans les systèmes de recherches informatisées par l'analyse des mails et des recherches internet, prend une allure exponentielle. Nos vies sont triées en chiffres, notre rentabilité, nos taux d'acceptation de l'autorité, nos soucis de santé, sont des exemples de l'emprise totalisante des systèmes informatiques sur nos vies. Que nous nous exposions sur les réseaux sociaux en leur confiant nos vies privés qu'ils s'accaparent ou que nous soyons juste passivement contrôlés par les cartes que nous utilisons, nos vies sont sous contrôle. Nos libertés n'existent que comme semblant. La numérisation de nos faits et gestes permet à tout moment de nous classer comme bon ou mauvais citoyen, de nous attribuer des crédits sociaux, un statut dans la société numérisée.

Le virtuel n'est pas uniquement virtuel. Il est un des plus gros consommateurs d'énergies. Il est l'outil absolu du contrôle social. Il est l'outil qui transforme nos habitudes et nos idées en méta-données, elles-mêmes transformées en profits monumentaux et en outils de contrôle. L'alibi du terrorisme ou de la chasse aux fraudes financières pourrait porter à rire si le pouvoir accordé sur nos vies n'était pas si total. La « fraude » est en général légale, s'appuie sur des exemptions, des flux d'argent internationaux, des paradis fiscaux. Le terrorisme sait se méfier de l'outil numérique.



9. LES PUCES ET L'IDÉOLOGIE TRANSHUMANISTE : VERS UNE VIE SOUS CONTRÔLE INFORMATIQUE.

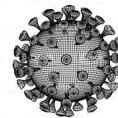
Présenter un code, posséder un smartphone et des cartes de crédits vouées d'ailleurs à être transposées dans les Smartphones, voir s'implanter des puces sous la peau est en cours de normalisation.

En Suède, le passe sanitaire peut être implanté sous la peau. Déjà depuis quelques années ses puces sous-

cutanées peuvent servir de billet de trains, de clés, ou de moyen de paiement. Des milliers de suédois et sans doute d'américains branchés ont déjà adopté cette curiosité. (Midi Libre 23-12-2021) (Europe1 16-06-2021)

Les montres santé et autres objets connectés sont déjà relégués au monde traditionnels et finiront dans celui des antiquités. La dématérialisation des moyens de paiement, mais aussi de nos données de santé prolonge dans l'hybridation de nos corps.

Une certaine confusion existe déjà, par exemple quand un logiciel nous demande de prouver que nous ne sommes pas des robots pour accéder à des informations. On peut se demander qui de l'humain ou de la machine dirige vraiment l'autre !



10. ISOLEMENT, HAINE ET REJET : UNE SOCIÉTÉ SUICIDAIRE.

La société numérique de contrôle nous assujettit à des algorithmes qui organisent le travail et la vie sociale, qui gèrent les relations interpersonnelles. La vie devient « virtuelle » et le contact direct entre humain se réduit aux besoins du productivisme. L'être humain moderne, vissé devant ses écrans multiples, inféodé aux décisions d'algorithmes censés faciliter sa vie professionnelle comme sa socialisation, devient un objet pour ses congénères. L'interlocuteur n'est plus la personne en face, mais le logiciel qui fait le lien entre eux. La socialisation est biaisée, réduite à une forme où l'autre est un objet de consommation, ou un serviteur. Cela passe mieux grâce à l'informatisation et aux algorithmes qui se chargent de l'exploitation et de l'assujettissement de l'autre.

La politique managériale en terme de santé réduit nos corps à des objets et le soin à un processus d'entretien des forces productives. L'humain disparaît du soin. La technique apporte certes des progrès, mais au détriment de la prise en compte de la santé comme un tout comprenant l'histoire de chaque individu et les conditions sociales de son existence. « L'empowerment » censé rendre à chacun le pouvoir sur sa santé, inféodé à l'idéologie néolibérale, nous rend responsable de notre santé et coupable de nos maux.

La crise sanitaire, par ses mesures d'enfermement a cassé les liens sociaux. La consommation via le net s'est développée de façon exponentielle. Le travail « virtuel » lui aussi a explosé. Pourtant il n'a de virtuel que l'algorithme qui transmet les besoins consuméristes aux livreurs précaires exploités par celui-ci pour le plus grand profit de son possesseur.

Par la création du passe sanitaire, et de mesures parfois

vaguement efficaces mais surtout bardées de rapports de domination des corps et des esprits, a relégué la personne malade au rang de « paria » de la société, « d'objet contaminé », de « vecteur » de cette contamination. Quelque part, il passe d'un statut de victime à celui de coupable de cette contamination. Ainsi, sa mise à l'écart de toute forme de socialisation devient légitime.

On pourrait dire que c'est une forme d'apartheid, si ce n'est qu'elle est censée protéger la société contre des individus déclassés de citoyens à « objet de contamination ». L'objection serait que ceux-ci ont fait le choix de refuser des traitements expérimentaux au risque de contaminer autrui. Pourtant peut-on pour des raisons sanitaires organiser la ségrégation d'une partie de la population. Surtout lorsqu'on sait que l'efficacité de ses mesures dites sanitaires va plus dans le sens d'une intégration mentale d'une autorité scientifique arbitraire que de celle de la santé d'une population.

On sait d'ores et déjà que le nombre de suicides, présents et à venir, liée à la peur, à l'exclusion et à l'isolement, qu'a provoqué cette gestion autoritaire et imprégnée par la politique managériale ambiante de la crise sanitaire pourrait être mis en balance avec les vies sauvées ou soit disant sauvées.

Mais nos vies ne se réduisent pas à des chiffres. L'exclusion d'une partie de la population de l'accès à la socialisation, et parfois de l'accès au travail, tout comme la répression ou l'incitation au rejet de ceux-ci de façon implicite dans le discours politico-médiatique, justifie pour moi l'emploi du terme « d'apartheid sanitaire » – guillemets compris.

Cette politique sanitaire culpabilisante a aussi créé des tensions au sein de la population, parfois des ruptures liées à l'isolement, à l'absence de discussions qu'il a créé, ou lié à des divergences attisées par des discours accusateurs qui ont de part et d'autre dépassé toute réalité – d'un discours apocalyptique annonçant parfois des millions de morts évités par des mesures tellement partielles que cela

en est risible, à un discours négationniste niant l'existence même de la pandémie.

Ce qu'il faut en retenir est que cette politique autoritaire de la peur et de la culpabilisation à outrance a scindé la société autour de la question de la légitimité d'une politique sanitaire imposée par la force. Un rejet de la pensée contestataire s'est développée au point de devenir un rejet mutuel de toute altérité. Ce rejet de l'altérité a réveillé d'autres peurs. Ces autres peurs – violence des populations minoritaires ou précarité et chômage –, relayées par une partie des médias, que pour ma part je ne pense pas opposée à la peur du « non vacciné » vecteur de contamination véhiculées au travers du discours sanitaire, ont remis au goût du jour la peur de l'autre sous la figure du « migrant ».

La question politique semble, à l'orée des élections, limitée au choix d'un « bouc émissaire », soit le « non-vacciné », soit le « migrant », tous deux responsables de la misère sociale, de la peur de la perte d'emploi d'une part à cause des « irresponsables » ne se pliant pas aux mesures sanitaires, d'autre part des « migrants » venant prendre nos emplois, voire « nous remplacer ».

Exit toute question sur l'organisation d'une société qui déplace l'emploi d'un bout à l'autre de la planète, qui mise sur la spécification régionale et la concentration des productions, qui remplace le lien social par la pseudo-neutralité du lien numérique.

Face à cet état des lieux, clivé autour des deux têtes d'une même hydre, reconstruire un discours cohérent et s'extraire des pôles opposés mais tous teintés d'un même autoritarisme marqué par une surenchère des mesures restrictives des libertés sociales, sera une tâche ardue et de longue haleine.

• PIERRE KASSANDRA,
24 février 2022



En eaux troubles.



C'EST PEU DIRE QUE D'AFFIRMER que cette époque nous oblige à plonger en eaux troubles. A mesure que se déploie un monde toujours plus soumis à la contrainte, la domination et l'exploitation nous voyons dans les trop rares explosions sociales, une rage elle-même bien trop soumise à des dispositifs *régressifs* et *réactionnaires*.

Malheureusement et malgré leurs profondes nécessités, les manifestations contre l'instauration du pass sanitaire n'ont pas fait exception. Pourtant, il était plus que nécessaire de plonger dans ces eaux troubles tant le Pass sanitaire puis vaccinal et la société sous contraintes sanitaires qui a présidé à leurs mises en place nous immerge dans une société à la brutalité accrue. S'impose une nouvelle dimension, nouvelle dans sa généralisation et sa dimension planétaire, de l'exploitation et de la domination par la *contrainte sanitaire*.

Se sont développées en moins de deux ans un ensemble de dispositifs de contrôles et d'auto-contrôles, de soumission des corps et des esprits aux intérêts supérieurs de l'économie. Ce n'est pas seulement un État policier en blouse blanche qui s'est ainsi imposé, mais un État social sous prescriptions médicales nous classant en bons et mauvais citoyens. S'hybrident des formes de *contrôle social* et de *traçabilité* renforcées avec une *autonomie managériale* accrue, la fameuse responsabilité.

SI UNE PARTIE DE LA « GAUCHE RADICALE » s'est insurgée contre la société de contrôle que le Pass ne pouvait manquer de propager, elle a eu

plus de mal, engluée qu'elle est encore dans l'idéologie progressiste de la vieille gauche, à pousser sa critique jusqu'aux conditions de production des autoproclamés « vaccins », à l'emprise de la médecine sur nos vies, à l'extension des techniques de management aux aspects les plus intimes de nos vies. La gauche radicale n'est pas habituée à critiquer l'État social et ici la médecine ; elle n'a jamais été en mesure de mettre à jour, décrypter et dénoncer les mécanismes de nouvelles formes de soumission et de restriction de libertés. Qu'à aucun moment elle n'est été en situation de comprendre qu'il n'était pas tant question d'une quelconque responsabilité sociale, dispositions aux soins, attention aux autres, mais pour l'essentiel de la préservation de l'appareil de production et des forces productives, bref de protéger l'économie et ceux et celles qui en tirent réellement profit, mais également de nous apprendre un peu plus l'obéissance et la soumission, en dit long sur son manque de lucidité.

Quant à la gauche de gouvernement, elle a une nouvelle fois démontrer son appétit gestionnaire et sa soumission à l'économie de marché. La médecine d'épidémie est une médecine de masse qui traite les êtres comme des données quantifiables. Ceux et celles qui jadis rêvaient à la suite des saint-simoniens puis de Marx, de « *remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses* » ne peuvent être que comblés, et s'imaginent déjà en administrateurs ou administratrices de cette ère épidémique. Le peu de pouvoir qu'ils et elles ont exercé au niveau local s'est manifesté dans un zèle répressif antisocial : dans les départements dirigés par la gauche, cette gauche libérale voulait retirer aux « suspendus » du secteur sanitaire et social pour refus de se faire vacciner, l'accès au RSA. Ils et elles n'ont jamais mis les pieds dans les manifestations ; et c'est tant mieux.

PAR CONTRE, NOUS AVONS VU D'AUTRES FIGURES battre le pavé. L'insurrection des Gilets jaunes nous avait déjà confronté à une présence de militants d'ultra-droite dans les poussées de violence et de révolte. Mais rapidement la dimension sociale grandissante de la colère, leur incapacité à répondre sur le terrain des salaires et

du coup de la vie les a marginalisés. Ils ont alors finit par disparaître des manifestations, laissant derrière eux quelques soldats perdus, comme à Caen Patrick Bunel, ancien du service d'ordre du FN qui n'eut de cesse de tenter de pacifier les manifestations.

Nous étions déjà quelques-uns et quelques-unes à avoir choisi de combattre leur présence et surtout à partager avec un succès mitigé nos idées et nos pratiques dans les rues, les assemblées et les ronds points.

Cette fois, la présence de militants fascistes est plus importante et répétitive. Mais c'est surtout un discours plus discret, centré sur une défense de la vie contre la vaccination et la mise en place du pass sanitaire qui joue le rôle de cheval de Troie d'idées confuses et nauséabondes. Certains promoteurs de ce discours sont des militants et militantes d'ultra-droite catholiques qui cachent leurs orientations idéologiques.

Ce qui nous a surpris alors avec pas mal de compagnons et de compagnonnes, c'est la très grande difficulté que nous avons à convaincre des voisins, des voisines, des participants et participantes à ces luttes, que cette présence était problématique. C'est comme si le « *peu importe les moyens et les complicités* » l'emportait soudain sur toute autre considération. Le tout avec la difficulté supplémentaire que dans cette lutte, la question sociale au sens classique du terme est rapidement devenue secondaire face à la vaccination, sa nocivité. Des thèmes dans lesquels une extrême droite catholique, conservatrice et libérale nage comme un poisson dans l'eau, en défendant une liberté limitée à des perspectives libérales et économiques, et la sacralité de la vie et de la nature dans une optique religieuse, pieuse et hiérarchique.

LES MILITANTS.

A Caen, la présence de militants d'ultra-droite dans les manifestations s'est résumée à, d'une part une poignée de militants derrière une banderole cherchant à pacifier les rassemblements, et d'autre part à la présence d'une poignée de militants et militantes du groupe catholique intégriste *Civitas* soutenu sur les premières manifs par quelques membres du Parti de la France.

Civitas est une organisation catholique intégriste. Ses créateurs sont influencés par le courant national-catholique animé par Jean Madiran et Jean Ousset qui luttait contre le communisme et les luttes de libérations nationales après guerre. Ce courant regroupant quelques

anciens vichystes avait fait rupture après guerre avec *l'Action française*, groupe royaliste catholique jugé trop positiviste, pour fonder des cercles d'influence. Mais *Civitas* s'inspire surtout des thèses du catholicisme intégriste de la *fraternité Saint Pie X* de Monseigneur Lefebvre et ses disciples. Cette fraternité dissoute par la hiérarchie catholique en 1976, décide de poursuivre malgré tout son chemin et occupe à Paris l'église Saint-Nicolas du Chardonnet en 1977, puis ouvre une université, promeut des écoles hors contrat, crée des cercles d'influence.

Lefebvre, ses partisans et partisanses défendent un catholicisme revenant aux dogmes traditionnels de l'église, cherchant à promouvoir une société obéissant entièrement à ces dogmes et soutiennent tous les régimes dictatoriaux d'ultra-droite alors encore au pouvoir. Il se rapproche également de Jean-Marie Le Pen et du *Front national*. La fraternité voit dans la révolution de 1789 une œuvre fondamentalement anti-catholique bouleversant l'ordre naturel et hiérarchisé du monde.

L'institut *Civitas* créé en 1999 est placé sous le contrôle d'un aumônier de la fraternité. Il vise à influencer les élus par un lent travail de lobbying traditionaliste, mais également à organiser des actions de rue contre des événements jugés blasphématoires ou trop modernes et ce qu'il nomme la « christianophobie ». Il soutient également les actions ou les prières de rue organisées par des groupes anti-avortement comme le groupe *SOS Tout petits* de Xavier Daure.

C'est d'autant plus comique de voir de tels opposants à la liberté de disposer de son corps lorsqu'il s'agit d'avortement défiler ces derniers mois aux côtés de pancartes appelant à la liberté de disposer du sien face à la vaccination. Mais la confusion est la nouvelle arme de l'ultra-droite. Le groupe s'engage ensuite dans la lutte contre le mariage pour tous et fait parti des organisations qui s'associent à la *Manif pour tous*.

Il se définit comme « *un mouvement politique œuvrant à promouvoir et défendre la souveraineté, l'identité nationale et chrétienne de la France en s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église, du droit naturel et des valeurs patriotiques, morales et civilisationnelles indispensables à la renaissance nationale* ».

A Caen, *Civitas* s'est développé à partir de la *Chapelle Saint-Pie X* située dans le quartier historique et touristique du Vaugueux au bas du château. Cette chapelle accueille les messes traditionnelles de la fraternité. C'est là que se

sont convertis au catholicisme un certain nombre de membres du *Parti de la France* après leur départ d'un *Front National* en voie de dé-dé-diabolisation. C'est le cas du petit chef local Bruno Hirout qui se découvre à l'occasion d'une messe en latin une ferveur chrétienne jusque-là insoupçonnée. Lors des manifestations contre le pass sanitaire *Civitas* défile avec des pancartes « siglées » et distribuent à quelques reprises des flyers. Des membres de la fraternité défendent également le film documentaire *Hold-up* fait par un « ami ». Ils et elles ne sont le plus souvent qu'une poignée, parfois accompagnés de quelques militants du *Parti de la France*.

Rapidement, les militants « politiques » du *Parti De la France* (PDF) désertent les manifs caennaises. Peut-être craignaient-ils que des affrontements n'éclatent avec des militants et militantes antifascistes ou radicaux. Le PDF semble fuir les combats de rue pour privilégier le combat politique. Si sur des photos privées Bruno Hirout, le chefaillon local du groupe, pose lors de soirées arrosées en uniforme nazi ou accoudé à une bouteille de gaz censée contenir du Zyklon B, au quotidien, Bruno se fait plus discret et soigne sa future carrière politique au sein du Parti. Il se rêve intellectuel et historien du mouvement, publie un bulletin confidentiel *Réflexions* dont la vacuité rivalise avec le vide de sa pensée. Ces derniers mois, il a pris du galon dans le milieu nationaliste en devenant numéro deux du Parti, il a même eu les honneurs de *Vive l'Europe*, l'émission numérique du suprématiste blanc Conversano, où il retrace son parcours, sa conversion et fustige « l'africanisation » de la ville de Caen.

Le *Parti de la France* profite de la campagne présidentielle pour régler ses comptes avec Marine Le Pen et soutient sans surprise depuis l'extérieur du Parti *Reconquête* d'Eric Zemmour. Localement comme dans bien d'autres villes Zemmour a participé à réunifier cette extrême-droite raciste, homophobe, catholique, misogyne et identitaire. Du syndicat étudiant UNI aux *identitaires* en passant par quelques membres du PDF ou de *l'Action Française*, l'extrême-droite n'hésite plus à prendre la rue ou à jouer de l'intimidation. Un groupe anti-antifa a même vu le jour. Des agressions ont eu lieu ou des menaces ont été proférées en marge de manifestations ou de collages. Mais dans les manifestations, c'est surtout leur capacité de nuisance qui s'est manifestée ; dès que des cortèges tentaient d'organiser des occupations ou des actions directes, nos jeunes fascistes se précipitaient, regroupés derrière une banderole

en tête de cortège, pour inciter le reste de la manifestation à reprendre son cours normal.

La technique avait déjà été testée lors de certains actes des Gilets Jaunes, notamment sous l'impulsion de Patrick Bunel et de membres d'un Service d'ordre autoproclamé. Guère étonnant de voir alors le fils de cet ex ancien membre du DPS – le service d'ordre du front national –, ex salarié de Total au Nigéria, chauffeur et garde du corps de Bruno Mégret durant 3 ans, puis responsable d'une pléthorique police municipale de la mairie de Vitrolles dont Catherine Mégret était devenue Maire, diriger ce petit groupe de fascistes pacificateurs.

Ces groupes plus clairement identifiés par les groupes antifascistes ou quelques manifestantes et manifestants révoltés par leur présence ont été chassés des têtes de cortège, parfois chahuté dans les fins de manifestations, mais également toléré par une partie des manifestants et manifestantes pas toujours conscients de leur identité politique.

Leur œuvre de pacification a également trouvé un écho dans le *citoyennisme* et l'*œcuménisme* d'une bonne part des personnes présentes : le « *tous ensemble* » et le refus de l'action directe l'ont souvent emporté, la peur des débordements également. La composition sociale des cortèges ainsi que la relative discrétion des militants d'ultra-droite n'ont sans doute pas été étrangers à cette tolérance.

RÉINFO-COVID.

Ce collectif, qui est apparu à la faveur de la pandémie, s'est rapidement opposé à la plupart des mesures de restrictions des libertés ainsi qu'au port du masque.

Son fonctionnement comme ces réseaux de financement demeurent assez opaques, mais il se construit autour d'une nébuleuse d'organisations amies comme le Syndicat Liberté Santé, le collectif Bon sens, le collectif Resist à Caen, le Collectif de santé pédiatrique, le collectif Réinfo-santé et surtout le Conseil Scientifique Indépendant où siègent un certain nombre de scientifiques ou de professionnels du soin, et qui entend faire face au conseil scientifique qui conseille le gouvernement.

Ce mode de fonctionnement opaque est revendiqué par l'un des principaux leader du groupe Louis Fouché : « *Pour moi les espaces de régulation ils passent autour de quelques sages, quelques personnes pour qui la posture est déjà très avancées. Et souvent vous allez les reconnaître. c'est des gens qui n'ont pas de problèmes*

d'égo, qui n'ont pas de problèmes globalement. Ils s'entendent assez bien avec tout le monde, sans être non plus des faux-culs. Ils sont respectés et ils respectent les autres. Ça c'est les sages. Et il n'y a pas de place pour les sages dans notre société, comme si ça n'existait pas. Dans certaines sociétés comme chez les indiens il y a les gourous. Et vous choisissez votre gourou. Et le gourou ce n'est pas le gourou dans le sens où on l'entend aujourd'hui en occident. C'est un gardien de la sagesse. Et c'est son métier, il n'est là que pour ça. [...] Et donc c'est bien que dans le collectif il y ait des gens qui ne soient là que pour ça. »

Si parmi les principales figures du collectif on trouve quelques figures de gauche comme le sociologue disciple de Pierre Bourdieu, Laurent Mucchielli, elles restent extrêmement minoritaires dans une galaxie de portes paroles clairement engagés dans le camp réactionnaire. Quant au caractère scientifique des intervenants revendiqué par ce Conseil, il est parfois à minima discutable mais vise surtout à lui offrir une légitimité. C'est ainsi que l'on y trouve même des scientifiques autoproclamés comme le « socio-anthropologue » suisse Jean-Dominique Michel.

Comme pour les experts institutionnels, ce contre-conseil scientifique joue de « l'aura scientifique » de ces intervenants pour asseoir son autorité. Réinfo-covid ne fait que recycler les méthodes de légitimation autoritaire des experts officiels, mais à la suite de nombreux et nombreuses lanceurs d'alerte en se donnant un verni « dissident ».

Parmi les portes-paroles les plus connus de RÉINFOS-COVID, on trouve Alexandra Henriot-Caude, généticienne, ancienne directrice de recherche à l'Inserm, qui fût également l'une des animatrices de rassemblements anti-masques dans lesquels on a pu voir Francis Lalanne ou Jean-Marie Bigard intervenir avec la classe et l'intelligence qui les caractérisent.

En janvier 2021, elle participe aux premiers rassemblements contre la « coronafolie » organisé par les Patriotes et Florian Philippot, ancien numéro 2 du Rassemblement National. Il faut dire qu'Alexandra Henriot-Caude est loin d'être une novice dans les milieux réactionnaires, c'est même une farouche opposante à l'avortement qui s'est activement investie dans la *Manif pour tous*. Elle est membre de l'association des scientifiques chrétiens, et de l'association *Causette et Gavroche* créée dans la sillage de la *Manif pour tous*. Elle est connue de longue date des milieux féministes pour ces prises de positions en faveur de la reconnais-

sance de l'âme dès la conception de l'embryon. En mai 2021, elle intervient longuement dans la revue du mouvement *Civitas*. Elle a également participé au documentaire *Hold-up*.

Mais incontestablement, Louis Fouché est la figure la plus populaire de ce mouvement RÉINFO-COVID. Cet ex médecin réanimateur est une figure plus consensuelle, touchant à la fois les plus traditionalistes et des franges plus portées par les médecines douces et alternatives. C'est un ancien du mouvement des Colibris de Pierre Rabhi. Et de Rabhi, il n'a pas retenu les aspects les plus sympathiques. Son maître à penser avait été élevé à la matrice catholique intégriste. Il lui en restait une aversion pour l'avortement ou le mariage homosexuel, point de vue partagé par Fouché.

Lors d'un live organisé sur la chaîne *Réinfo liberté* en mars 2021 par Hayssam Hoballah, membre de RÉINFO-COVID qui n'a eu de cesse d'inviter sur ces lives Youtube des soraliens perclus d'antisémitisme ou de haine d'une franc-maçonnerie qui dirigerait le monde, il se lance dans une diatribe contre l'avortement qui serait un acte « amoral ». Lors de cette émission, il débat avec Jean Robin, un militant antisémite notoire, proche d'Alain Soral.

Il faut dire que Fouché n'hésite pas à répondre depuis des mois à des médias d'extrême droite comme *TV liberté* ou *Radio courtoisie*, dont il assume lors d'une interview apprécier les émissions.

Fin novembre, histoire de lever toutes dernières ambiguïtés, notre cher manager en bien être new age, n'hésite pas à s'inviter sur la chaîne Youtube d'un influenceur cuisine à l'idéologie singulière : Yannick Lescure n'aime pas seulement cuisiner, il a également pour vilon d'Ingres, le national-socialisme et l'antisémitisme. Chacun ses passions me direz-vous, mais celle-ci le mène à ces heures perdues à évoquer coups d'État et protocole des sages de Sion avec ses amis.

Le point commun du noyau dur de RÉINFO COVID c'est un attachement viscéral à « la vie » et au « vivant », non pas comme notions abstraites telles qu'elles peuvent être agitées par les courants écologistes de gouvernement, mais comme des éléments sacrés de la nature qu'il s'agirait de protéger, les fameuses loi naturelles revendiquées par les intégristes ou les royalistes. En ce sens, ce sont des héritiers de la droite nationale-catholique dont nous avons survolé l'histoire plus haut mais également de l'écologie profonde païenne américaine qui a inspiré les courants de la Nouvelle Droite pour qui chaque société et civilisation a ses propres

lois naturelles et culturelles. Dans un monde perverti par l'argent et l'oligarchie, il s'agit de faire front avec la nature, dont les lois immuables servent de rempart au déclin du monde occidental. Les sociétés pré-industrielles deviennent des modèles ; la famille, le travail et la patrie les socles d'une refondation sociale et d'une résistance face à cette décomposition.

C'est au nom de la vie et, ironie de l'histoire quand on connaît l'origine raciste et droitière du terme, contre l'eugénisme que l'on s'oppose à l'avortement et au nom de lois naturelles que l'on entend définir le couple et la filiation. Certains groupes qui ont encore leurs entrées dans les cercles radicaux comme Pièce et Main d'œuvre (PMO) trempent dans ce genre de marécage idéologique.

Quant à la médecine et la science, elles ne sont pas critiquées, pour le pouvoir qu'elles pourraient prendre sur nos vies, mais bel et bien parce qu'elles n'obéissent pas aux lois divines et naturelles édictées par la chrétienté. C'est en ce sens que les promoteurs de la vaccination sont envisagés comme le diable et souvent associés aux ennemis de la chrétienté que seraient les francs-maçons ou les juifs.

L'emploi du terme *ré-information* ne doit lui aussi rien au hasard. C'est sous la plume de Bruno Megret en 1997, que ce terme fait son apparition. Il s'agit alors d'opposer aux médias traditionnels de nouveaux médias d'ultra-droites visant à ré-informer les français, c'est-à-dire à propager un discours anti-immigrés. Des théoriciens de la Nouvelle Droite comme Jean-Yves le Gallou font alors parti des promoteurs de cette stratégie.

C'est donc sans surprise que nous voyons régulièrement des personnalités de RÉINFO COVID intervenir sur la chaîne numérique *TV Libertés* héritière de cette tradition politique. Cette chaîne diffusée notamment sur Youtube a été créée en 2014 par Matthias Bild un ex du *Front National* et Philippe Millau alors dirigeant du *Bloc Identitaire*, ancêtre de *Génération Identitaire*. On y retrouve rapidement la fine fleur de la Nouvelle Droite comme Alain de Benoist et Jean-Yves Le Gallou, mais également Renaud Camus, l'inventeur du concept devenu particulièrement fécond de *grand remplacement*...

RÉINFO-COVID et plus particulièrement Louis Fouché s'inspirent également de la « contre-culture » d'ultra-droite en faisant la promotion d'une *contre-société* harmonisée. RÉINFO-COVID est ainsi appelé à devenir la matrice de lieux où puissent s'épanouir de nouvelles formes de vie résistant à cette société corrompue. Fouché

dans ses interventions nous explique qu'à RÉINFO-COVID on trouve toutes les couches sociales – des policiers, des patrons, des chômeurs – et qu'on entend, dans la plus pure tradition fasciste, réconcilier tout ce beau monde. Le collectif se prépare à ouvrir ses propres écoles, ses propres centres de loisirs ; ce que la fraternité Saint Pie X, les groupes survivalistes, des groupes d'ultra-droite allemands ou le mouvement *Boogaloo* américain ont déjà entrepris.

Inutile de préciser qu'à RÉINFO-COVID on ne discutera pas de luttes de classe ou d'intérêts divergents, et si l'on critique l'oligarchie, c'est uniquement pour en critiquer la corruption. Il faut opposer à la fausse science, une vraie science du vivant et à l'élite corrompue une élite qui tienne réellement compte des intérêts naturalisés du peuple : se soumettre à une hiérarchie naturelle et ethnicisée. C'est le rêve pour nous cauchemardesque d'un retour à l'ordre ancien et immuable du monde.

LA ROSE BLANCHE.

Dans les manifestations du samedi, quelques personnes diffusent également des autocollants contre le pass-sanitaire signé « *La Rose Blanche* ». Si ces autocollants paraissent inoffensifs, l'organisation qui les diffuse et dont les stickers sont accompagnés d'un QR code et d'un canal Telegram est plus problématique.

A l'origine de l'initiative, une branche française de *QAnon*, ce réseau américain qui a activement soutenu la campagne de Donald Trump en multipliant les Fake news, notamment en propageant l'idée que le gouvernement démocrate aurait été à la solde d'une oligarchie, l'Etat profond, sataniste et pédophile. Des membres actifs du réseau s'illustrent plus récemment dans l'assaut du Capitole pour contester la défaite de Donald Trump.

Le nom *La Rose Blanche* fait référence à un groupe de résistants et de résistantes allemands qui avait distribué des tracts contre le régime nazi avant d'être arrêté et exécuté en 1943 par la Gestapo. Il s'agit bien pour les créateurs de ce groupe anti-pass de faire un parallèle entre le régime de contraintes sanitaires sous lequel nous vivons depuis deux ans et le régime nazi, banalisant volontairement ou involontairement l'expérience du nazisme, sa singularité et la motivation idéologique profonde qui l'animait : un racisme biologique.

Nous avons également croisé dans les manifestations caennaises, comme dans d'autres villes, quelques personnes arborant des étoiles jaunes, comparant la discrimination exercée à

l'encontre des non vaccinés à ce qu'a subi le peuple juif sous le joug du nazisme. Un couple croisé dans une des manifs qui ne semblait pas être porté sur l'antisémitisme ou les thèses négationnistes ne comprenait pas en quoi le port de cette étoile jaune pouvait choquer des participants et participantes et participer à banaliser la Shoah.

A priori, un symptôme de la confusion de l'époque et de la réussite du travail métapolitique des groupes d'extrême-droite plus qu'un antisémitisme militant. Pour les groupes d'ultra-droite à l'origine de ce confusionnisme, il s'agit à travers un travail métapolitique, c'est-à-dire en dehors des Parti classiques, d'euphémiser et banaliser des mots pour banaliser et euphémiser les périodes en question, mais également de créer de la confusion sur le camps auquel ils appartiennent. Et ainsi de la propager dans les esprits. La confusion appelle l'ordre... et en la matière ils s'y connaissent et surtout y aspirent.

Un sticker de *La Rose Blanche* met ainsi en scène un soldat nazi réclamant « *Passeport sanitaire s'il vous plait !* ». Cette référence à l'occupation ou aux régimes racistes est récurrente chez un nombre non négligeable de participants et participantes. Le mot Apartheid est également repris.

La Rose Blanche se veut être un réseau critique contre la gestion de la crise sanitaire et la mise en place d'un système de contrôle strict : « *un réseau mondial décentralisé, d'activistes indépendants travaillant pour diffuser un contre-récit "bien nécessaire" à l'assaut incessant de la peur, des mensonges et de la propagande auxquelles les populations étaient soumises depuis le début du Covid-19* ». Un réseau qui prospère dans une vingtaine de pays occidentaux. Ce réseau nie tout racisme : « *Nous ne tolérons pas, et de plus, nous condamnons le racisme de toute nature. Nous pensons que tous les individus doivent être jugés uniquement sur le contenu de leur caractère, et non sur des caractéristiques génétiques immuables, ou sur les actions d'autres membres de tout groupe auquel ils peuvent appartenir. Nous sommes intrinsèquement anti-autoritaires, condamnant toutes les formes de collectivisme involontaire, y compris le mondialisme, le fascisme, le communisme, le national-socialisme, le marxisme et toutes les autres doctrines.* ». Il se présente également comme un réseau a-partisan : « *Nous ne souscrivons pas à la partisanerie, à la politique identitaire ou aux faux paradigmes politiques gauche/droite créés, à dessein, pour nous diviser et nous conquérir, et pour tenter de nous soumettre au*

contrôle de ceux qui croient à tort qu'ils possèdent notre corps, notre esprit, et les âmes. »

Pourtant, sur Telegram, le réseau encourage à s'informer sur des médias aussi peu partisans que *TV-libertés*, *Q-Actus* du réseau *QAnon* ou encore le très complotiste *France-Soir*.

La Rose Blanche avance masquée, nie ses orientations idéologiques profondes, mais également les clivages sociaux qui structurent la société jusqu'au cœur même de cette crise sanitaire. Elle nous explique que nous sommes tous et toutes unis face à une minorité qui détient le pouvoir, masquant les causes réelles de la situation : l'industrialisation du monde, l'emprise croissante de la technologie et de la médecine sur nos vies, leur soumission au mécanisme économique de domination et d'exploitation, et donc les rapports de pouvoir et d'exploitation au cœur de nos sociétés.

Le contenu même de ce que diffuse le groupe est problématique. Tout d'abord parce que certains stickers nient l'existence même du Covid et de ses effets comme dans le sticker « *Le Covid c'est la grippe avec un meilleur marketing* », propage des théories conspirationnistes comme ce « *la pandémie est une imposture pour supprimer nos libertés* », mais surtout parce qu'ils participent à diffuser des notions chères à l'extrême-droite comme le Grand Reset, le nouvel ordre mondial, le mondialisme, l'État profond... bref un ensemble de concepts qui autorisent une lecture conspirationniste et « synarchique » de l'histoire, à même de désigner les mêmes éternels boucs-émissaires et corps étrangers.

Dans la lignée de *QAnon*, *La Rose Blanche* propage des Fake News et renvoie à des sites délirants. Comme elle désinforme, elle ré-informe dans la foulée, travaille à structurer une nouvelle charpente idéologique issue de la confusion, et comme elle avance masquée, elle agglomère derrière elle des militants et militantes qui propagent ses idées et son matériel sans avoir une conscience claire de ce à quoi ils et elles participent. Par ailleurs, il y a peu d'alternatives à ce prêt-à-penser en terme d'analyses et de pratiques dans les rassemblements, laissant une place béante pour ceux et celles qui cherchent à y faire fertiliser leurs idées.

FABRICE DI VIZIO.

Fabrice Di Vizio est une autre figure régulièrement évoquée par des manifestants et des manifestantes. Ces passages chez le très médiatique abrutisseur de masse Hanouna n'y est sans doute pas étranger.

Di Vizio s'est fait connaître pour son exercice d'avocat auprès d'une autre célébrité dont l'aura a grandi avec cette crise de la Covid-19, Didier Raoult. Repéré par les journalistes, il est devenu un bon client des plateaux de trash-télé, monopolisant la parole, s'appuyant sur le manque de préparation de chroniqueurs ou de journalistes pour les pousser dans les cordes.

C'est la chaîne C8 du très droitier soutien de Zemmour, Vincent Bolloré, qui lui offre une présence régulière. Bolloré, fervent catholique, est proche des milieux traditionalistes. Son oncle, Gwenn-Aël Bolloré, ancien résistant, fût le PDG des éditions *La Table Ronde*, qui éditait dans les années 60 des personnalités proches ou membres de l'*Organisation Armée Secrète* (OAS) comme Bastien Thiry, le dirigeant de l'attentat contre de Gaulle du Petit-Clamart, Sergent, l'un de ses chefs, ou par ailleurs Tixier-Vignancourt ancien vichyste passé par les Croix de Feu, le Parti Populaire Français de l'ex communiste passé au fascisme Doriot, également avocat de Louis-Ferdinand Céline et le très droitier cénicien Roger Nimier.

Longtemps plus pragmatique qu'idéologue en matière de politique, Vincent Bolloré avait aussi bien apporté son soutien aux campagnes de Nicolas Sarkozy que d'Anne Hidalgo. En retour, les personnalités politiques ainsi soutenues, lui ouvraient de nouveaux marchés, en France comme en Afrique. Des petits services entre amis, et les vieilles traditions france-africaines comme ciment. Mais depuis quelques mois, Bolloré soutient la fraction la plus conservatrice de la bourgeoisie et la candidature d'Eric Zemmour. Et comme il a massivement investi dans l'appareil médiatique, son influence est primordiale.

Sous l'abondance de données scientifiques, d'études mais également de textes de loi qui structurent ses prise de parole, Fabrice Di Vizio cache des options idéologiques et religieuses profondes. Ce diplômé de la fac de droit, à la réputation particulièrement droitnière, d'Assas rejoint en 2005 Christine Boutin. Cette catholique de droite vit alors ses heures de gloire de passionaria intégriste. Engagée depuis plusieurs années dans une lutte pour les valeurs chrétiennes traditionalistes, elle est opposée à l'avortement, au PACS et au mariage homosexuel. Elle dirige alors le *Forum des Républicains Sociaux* un Parti de la droite catholique pour lequel elle se présente aux présidentielles de 2002.

Fabrice Di Vizio devient secrétaire national justice en 2006 des « *républicains sociaux* » avant de quitter le Parti lorsque que Christine

Boutin entre au gouvernement Sarkozy en 2007. Ses convictions religieuses percent parfois la logorrhée scientifique et juridique qui lui fait office de discours médiatique, ou plus ouvertement dans les vidéos qu'il poste sur sa chaîne Youtube.

En 2021, il rejoint non seulement les rassemblements organisés par Florian Philippot, mais également *Les Patriotes*, son Parti dont il devient le référent santé. Il a évoqué une possible candidature sans étiquette aux prochaines élections législatives de 2022.

A noter que Di Vizio s'est également lancé dans une campagne juridique qui a eu un certain écho. Elle est financée par la vente de modèles de plainte, qui vont principalement enrichir son propre cabinet et l'association qui l'accompagne. En janvier 2022, près de 20000 de ces plaintes sont classées sans suite.

POUR NAGER EN EAU TROUBLE, IL FAUT SE PRÉMUNIR DES PRÉDATEURS.

Lorsque l'on décide d'avancer en eaux troubles, il vaut mieux connaître ses ennemis et analyser leurs discours, leurs stratégies et leurs pratiques.

La liste est longue des anti-pass ou des anti-vax médiatiques qui flirtent allégrement avec l'extrême-droite ou leurs thèses, de Richard Boutry, l'ex journaliste illuminé et paranoïaque à Sylvano Trotta, l'ami d'Alain Soral qui croit que les avions épandent des produits chimiques pour nous contrôler, les chemtrails, en passant par l'ex numéro deux du Front National Florian Philippot.

Chez beaucoup d'entre eux et elles, difficile de distinguer les convictions profondes, les paranoïa aiguës, la volonté de propager la confusion et l'intérêt financier. Sur le marché du complotisme les abonnés valent de l'or.

Il faut le reconnaître, ce sont principalement des idées confuses, parfois influencées par la pensée réactionnaire qui l'emportent pour le moment dans les manifestations anti-pass. Elles l'ont d'autant plus emporté que beaucoup ont fui ces manifs sentant qu'il « *y avait quelque chose de pourri au Royaume du Danemark* » comme le lançait Marcellus dans le Hamlet de Shakespeare.

Les discours clairs sur la situation sont restés minoritaires et font difficilement le poids face à l'arsenal numérique et médiatique dont disposent les *propagandistes de la confusion*. D'autant que la composition sociale et idéologique des cortèges n'a pas vraiment été propice à nourrir le « parti » de la colère et de la révolte,

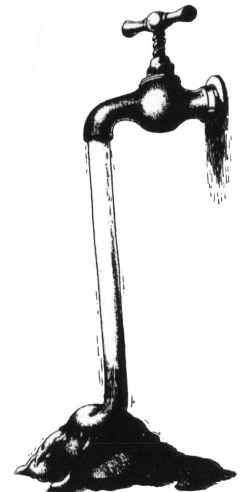
et que les espaces de rencontres et de discussions se sont souvent limités aux déambulations du samedi. Il est important de démasquer les idées et les pratiques nauséabondes qui se terrent au cœur de cette révolte légitime.

Mais nous ne pouvons en rester à ce travail de dénonciation qui s'apparente à de l'*antifascisme*, il faut que nous propositions également des lignes de fuite et d'antagonisme. L'une des pistes, si nous révolutionnaires reprenons la rue face à la contrainte sanitaire, pourrait être d'assumer d'éclaircir la situation en appelant comme dans d'autres villes à des rassemblements séparés et clairs, à même de propager des activités plus dangereuses pour le pouvoir et des discours plus lucides sur ces questions.

Au *front antifasciste*, il semble plus pertinent de substituer des *perspectives révolutionnaires* et des pratiques antagoniques et d'entraide autonomes.

UN RÉTIF,
Caen, Février 2022

Pour plus d'informations sur *Civitas*, *Réinfo-Covid* ou *La Rose Blanche*, on peut consulter le site antifasciste *La Horde* dont des articles ont servi de source au présent texte.



Malaises dans la mobilisation.

RETOUR NON EXHAUSTIF SUR LES DÉBUTS DE LA MOBILISATION CONTRE LE PASS SANITAIRE À CAEN.

DRÔLE DE BOURBIER que celui où j'avais parfois l'impression de samedi en samedi de m'enfoncer avec quelques ami-es. Lorsque fin juillet, le gouvernement annonce la mise en place du pass' sanitaire, ça ne fait aucun doute : il faut prendre la rue et plus si affinités. Le pass est un nouvel outil de contrôle social, un nouveau tour de vis en terme de contrainte sanitaire et d'auto-management de nos comportements.

LE 14 JUILLET, une centaine de personnes avaient déjà perturbé la cérémonie officielle de la fête nationale. Mais la première grande mobilisation est annoncée pour le samedi suivant. Le 17 juillet, ce sont cette fois plus de 2000 personnes qui battent le pavé. Si il y a du monde, le contenu reste pour le moins flou. Un seul slogan commun : "*liberté*". Pas de textes, et le discours puant d'Alexandra Henriot-Caude en guise de conclusion (Voir article en Eau trouble).

Les forces en présence : absence totale de la gauche politique et syndicale (sinon de façon marginale ou à titre individuel) ; présence de radicaux-ales, de Gilets Jaunes, d'antifas, des Jeunes Révolutionnaires (maos 2.0), et de compagnons et compagnonnes anarchistes ; mais également de Civitas (cathos intégristes d'extrême droite dont certains sont membres du Parti De le France) et d'anti-vax ; et surtout des

tas d'inconnu-e-s. Les rares drapeaux présents sont des drapeaux tricolores.

Le parcours qui part de la mairie est des plus classiques dans le centre-ville. Ça ne s'attarde pas à la préfecture devant les flics ; l'ambiance est bien à la manif "familiale" et "citoyenne", plus qu'à l'action directe ou l'affrontement. On entend à ce moment des discours pro-flics et surtout des injonctions au calme.

Dans le cortège beaucoup de visages inconnus, des fachos qui cherchent à identifier les antifas et les anarchistes et vice et versa, ça c'est pour les fachos militants, mais il y a également quelques slogans, tee-shirt ou tatouages qui ne laissent que peu place au doute, ce qui nourrit un sérieux sentiment de malaise chez pas mal de participant-e-s. On trouve également quelques confus affublés d'une étoile jaune. Le tout dans une composition de cortège très interclassiste. Bref, c'est un cortège qui mêle des positions antagoniques qui ne se rejoignent que sur le refus du pass sanitaire, et dont la question sociale au sens classique du terme et le refus des réformes à venir sont complètement évacués, sauf par une minorité de participants et participantes.

LE 24 JUILLET, nous sommes un peu plus nombreux et nombreuses. Le discours anti-vax et complotiste reste présent. On trouve notamment des pancartes

faisant la retape pour le Telegram de Silvano Trotta, un complotiste relayé occasionnellement par la bande à Soral. La présence de l'extrême droite militante se réduit cette fois à la portion congrue. Quelques personnes seulement autour de Civitas et une poignée de faschos sont présents. En fin de manif, une altercation oppose quelques fascistes notoires à des antifas et des révolutionnaires.

Nous sommes quelques un-es à diffuser un texte - *ça passe et ça casse !* Dans les semaines qui suivent nous diffuserons d'autres textes : *Tout seul on est rien, ensemble on est trop* et *L'impasse sanitaire*, un texte écrit par des camarades bretons et bretonnes. Des camarades radicaux-ales distribuent de leurs côtés, une feuille d'info *l'Antidote* critiquant la présence de l'extrême droite et la société de contrôle qui se déploie en même temps que l'épidémie. Ils y défendent la levée des brevets sur les vaccins, mais également la vaccination comme rempart à l'épidémie. La feuille reste muette sur le rôle de la science et de la médecine dans le processus d'asservissement en cours, mais participe à diffuser un contenu critique dans la manif.

LE 31 JUILLET, nous sommes quelques 5000 personnes dans les rues. En tête de cortège, des Gilets jaunes, des antifas, des anarchistes, des radicaux-ales. Pas de flics visibles sur le parcours. La manif partie de la mairie parcourt le centre-ville avant de prendre la direction des rives de l'Orne.

Là quelques dizaines de personnes appellent à rejoindre la gare pour un blocage économique. Mais personne ou presque ne suit. La tête de cortège a été prise par les fafs, tandis que des soignant-e-s et d'autres manifestant-e-s appellent à poursuivre le parcours. Une grande partie des manifestant-e-s de cette première partie de cortège semble pour les un-e-s craindre des affrontements, pour d'autres refuser tout recours à l'illégalisme. Quant à la queue de cortège elle n'est même pas au courant des enjeux...

Nous sommes alors une petite cinquantaine à tenter d'isoler et de chasser la quinzaine de faschos de la tête de cortège, mais ils trouvent quelques soutiens verbaux, notamment sans grande surprise de la part d'anciens membres du SO autoproclamé des Gilets jaunes. Les fachos finissent par s'écarter en entonnant un *"pas d'antifas dans les manif"* repris par quelques manifestant-e-s. Cette version est relayée par Ouest-France sans mentionner la présence de militants d'ultra-droite.

Les mêmes ficelles médiatiques sont utilisées dans d'autres villes, comme à Nantes, où un cortège sauvage dispersé par la police est attaqué par un groupe d'ultra-droite avant d'être mis en fuite non sans laisser pas mal de blessé-e-s sur le carreau. Ouest France renvoie de la même manière antifas et fachos dos à dos.

LE 07 AOÛT la manif s'ébranle de la place du théâtre.

Nous sommes un peu moins nombreux et nombreuses. Devant la gare quelques 300 personnes envahissent les quais, mais dehors la manif repart, les fafs arrivés en cour de route et quelques manifestant-e-s nous rejouent le même jeu que la semaine précédente.

La manif étant sur le départ, les occupant-e-s de la gare quittent les quais. Les Gardes Mobiles se sont positionnés au centre commercial des Rives de l'Orne qui jouxte la sortie nord de la gare. Arrivé à la préfecture, pas de fraternisation cette fois, mais un lourd silence. Le fait que la loi soit entérinée change-t-il la donne ?

À la mairie une nouvelle altercation éclate entre un vingtaine de fascistes encore présents et quelques irréductibles rétifs et rétives à leur présence. Mais, on trouve encore quelques personnes pour s'interposer et gobant leurs doubles-discours : *"faut rester uni"*, *"on est pas racistes"*, etc.

JUSQUE FIN AOÛT ET DÉBUT SEPTEMBRE, les manifestations demeurent assez massives, mais toujours aussi confuses. Les mêmes scènes et les mêmes oppositions entre partisans et partisans de l'action et citoyens et citoyennes non violents se répètent.

Le 11 septembre la salle du cinéma Pathé des Rives de l'Orne est tout de même envahie par 150 à 200 personnes. La direction interrompt les séances. Des friandises et des boissons sont dérobées. L'entrée de la piscine municipale, également soumise à la présentation d'un pass sanitaire est perturbée.

Les manifestations suivantes sont encadrées par des dispositifs policiers plus conséquents, et courant septembre s'amorce la décrue. De nombreux radicaux et de nombreuses radicales désertent les manifestations, tout comme l'extrême droite militante, laissant place nette pour un discours mêlant citoyennisme indigné et discours complotiste, et esseulées les personnes les plus critiques et les plus lucides. Les conflits s'enveniment ensuite entre des groupes de Gilets jaunes et quelques complices révolté-e-s et des citoyennistes hostiles à la vaccination mais également à toute action illégale.

IL A ÉTÉ ESSENTIEL QU'UNE OPPOSITION à une mesure aussi liberticide qui marquait une nouvelle marche dans l'accélération autoritaire du régime ait rencontré une opposition et que cette opposition se soit exprimée entre autre dans la rue.

Les premières manif assez massives dans une période estivale complexe et sous effet de sidération ont été une bonne nouvelle, mais la présence de forces hostiles et l'hégémonie politique imposée dans le désert idéologique ambiant ne laissait présager rien de bon.

Le mouvement n'a pas été en mesure de s'étendre. Sa confusion a sans doute participé à faire fuir de nombreux rétifs et de nombreuses révoltées contre ce meilleur des mondes sanitaires. Les forces révolu-

tionnaires relativement esseulées n'ont pas réussi à faire émerger d'autres perspectives et d'autres discours dans ces rassemblements.

La situation était encore plus confuse qu'au début du mouvement des Gilets Jaunes, et cette fois dans une situation beaucoup plus hostile : la situation générale s'était encore dégradée, la question sociale au sens classique du terme est restée trop souvent reléguée aux oubliettes, la composition sociale des rassemblements et des oppositions demeurait très interclassiste, quant aux anti-vax droitiers, ils se présentaient sur ces questions sanitaires avec une antériorité et une légitimité supérieure.

L'atomisation qui s'est encore accélérée avec la contrainte sanitaire et l'absence d'espaces de discussion, de rencontres et d'auto-organisation rend encore plus difficile les tentatives de défaire des discours omniprésents sur les réseaux sociaux et les arcanes du net.

LES QUELQUES DISCUSSIONS qui ont émergée ici ou là ont souvent laissé transparaître de forts relents de "citoyennisme" ou de "souverainisme". Les critiques se heurtent trop souvent au mythe de l'unité populaire. Comme si le peuple uni - mais quelle unité peut il exister dans une société capitaliste ? - devait se trouver de nouveau maître.

Ce mythe de l'unité rend très complexe la dénonciation de la présence de forces d'ultra-droite, qui sont le plus souvent tolérées par ceux et celles qui n'adhèrent pas à leur corpus idéologique, ou qui sont adoubées par ceux et celles qui nourrissent envers elles des complicités.

Quant à nous révolutionnaires nous nous sommes essentiellement retrouvés pris entre le marteau policier et l'enclume d'ultra-droite, une situation particulièrement inconfortable et dangereuse.

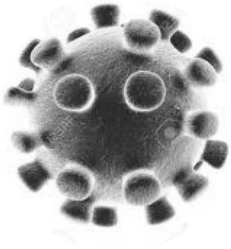
Peu de place également pour d'autres perspectives que les manifs, et peu de goût pour l'antagonisme. La situation était d'autant plus défavorable qu'elle rendait complexe toute réappropriation d'éventuelles actions par les manifestant-e-s. Les têtes de cortège ont été successivement occupées par des franges politisées. Les radicaux-ales, atomisées entre elles et parfois antagoniques sur leurs points de vue, les ont prises pour ne pas laisser les fafs les occuper, et les fafs pour empêcher toute action directe d'émerger. Cette situation ne pouvait que générer rapidement et non sans raisons, un sentiment de dépossession nourrissant un sentiment de rejet général.

Il aurait pu être utile de proposer un espace d'auto-organisation de la lutte. Il aurait également été souhaitable que, comme dans d'autres villes, des rassemblements distincts des forces d'ultra-droites voient le jour. Ce qui est resté complexe à mettre en place au vue du mythe de l'unité qui agitait une grande partie des manifestant-e-s, et de la relative faiblesse numérique et en terme de diffusion de contenu des forces « radicales »

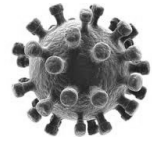
Nous devons tirer quelques leçons de ce relatif échec pour ouvrir de nouvelles perspectives pour les temps obscurs qui s'annoncent.

• UN RÉTIF,
Mars 2022





Ça pass' et ça casse !



VOILÀ. ÇA CONTINUE. Une nouvelle fois, après la valse des confinements, couvre-feux et autres mesures imposées depuis un an et demi, voici qu'on nous balance une énième réjouissance toujours plus loin dans la contrainte, la culpabilisation individuelle. C'est au nom de la santé et de la vie, mais au gré de leurs propres intérêts, que l'État et le capital prétendent nous discipliner en rognant encore plus drastiquement les rares libertés que cette société est encore en mesure de nous promettre.

ADOSSÉES AUX AUTORITÉS MÉDICALES et scientifiques se dessinent les nouvelles conditions de cette soumission durable : traçabilité du cheptel humain, extension des logiques de management à notre quotidien au nom de la responsabilité individuelle, développement de l'emprise numérique, durcissement des conditions de travail... Ce que le « pass sanitaire » réclame, peut-être plus encore que le confinement et le couvre-feu avant lui, c'est, au nom de la sauvegarde de la vie biologique, notre soumission totale, durable, et de chaque instant à la sécurisation des intérêts économiques.

Et pendant qu'une minorité continue de s'enrichir, ce sont une fois encore les plus précaires, les plus pauvres, ainsi que les plus rétifs et les plus rétives à ce meilleur des mondes sanitaires qui morflent et morfleront demain. Bien évidemment, le pouvoir saisit l'occasion pour accélérer ses mauvais coups et préparer l'arsenal répressif capable de répondre à la crise sociale et économique : loi sécurité globale, nouveau plan de construction de prisons, réforme de l'assurance chômage, réforme du régime des retraites, etc.

FACE À CETTE MISE SOUS ÉCROU SANITAIRE, des signes d'insoumission se sont fait déjà sentir. Des manifestations sauvages ont lieu un peu partout. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Pour autant, ces manifestations nous laissent un

sentiment mitigé.

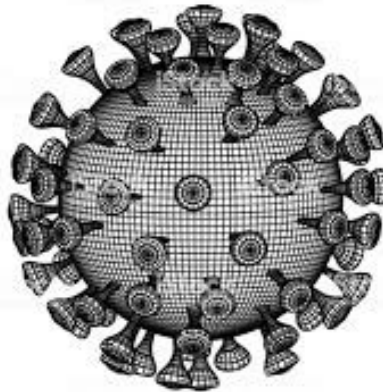
A Paris comme dans de nombreuses villes de province, les anti-vaccin d'une part et l'extrême droite d'autre part ont cherché à imposer leur hégémonie politique. Nous ne pouvons nous résoudre à crier « liberté » aux cotés de gens qui en sont les ennemis. A Caen, on trouvait par exemple le 17 juillet des membres de Civitas, des catholiques intégristes d'extrême droite dont certains sont membres du Parti De la France avec leur petit chefaillon local Bruno Hirout. En fin de manifestation, Alexandra Henriot-Caude monopolise la parole. Cette généticienne s'associe régulièrement à Civitas et donne de

fréquentes interviews à TV liberté (chaîne de télévision sur le net de dissidents à la droite catholique du RN financée par des capitaux russes). Ses engagements catholiques intégristes sont connus de longue date, ce qui l'a amenée à participer aux manifs pour tous et à exprimer son opposition à l'avortement. La liberté de choix n'existe pour elle que pour ceux et celles qui obéissent aux lois de l'église.. Nous refusons de lutter aux

côtés des personnes qui charrient des idées de haine racistes, homophobes, sexistes. Nous refusons aussi le confusionnisme qui convoque des symboles chargés d'histoire comme l'étoile jaune pour une comparaison impossible et consternante.

Les nationalistes et autres positions identitaires n'ont pas leur place dans un mouvement qui entend se battre pour refuser la privation de liberté mais aussi pour empêcher les réformes de casse sociale qui menacent de nous isoler, de nous précariser davantage.

LA CONTRAINTE SANITAIRE n'est qu'une des expressions de la domination et de l'exploitation. C'est bien une nouvelle fois une séparation active généralisée qui domine notre époque, nous intimant de renoncer encore à une part de



notre autonomie et offrant l'occasion à l'État dans sa double dimension sociale et répressive de s'immiscer encore davantage dans nos vies. Plèbe travailleuse ou armée de réserve, réduites aux besoins les plus élémentaires à la survie de l'économie, nous voici confinés à notre utilité essentielle pour la bourgeoisie : celle de consommer et de produire.

Il est primordial qu'une opposition à ces mesures liberticides qui marquent une nouvelle marche dans l'accélération autoritaire du régime

mais également des mesures d'austérité qui les accompagnent, rencontre une opposition qui s'exprime entre autre dans la rue.

C'EST LA CANAILLE IRRESPONSABLE, NOUS EN SERONS !

• Des réfractaires
au meilleur des mondes sanitaires,
[Tract distribué à la manif de Caen, 24 juillet 2022]

TOUT SEUL ON EST RIEN, ENSEMBLE ON EST TROP

- Grève, blocages, sabotages -



N OUS N'IMAGINIONS PAS IL Y A ENCORE QUELQUES MOIS qu'un virus échappé d'un laboratoire ou d'un élevage industriel nous confronterait à une telle accélération de la mutation autoritaire de nos régimes. Bien évidemment, la brutalité avec laquelle les États géraient les révoltes qui les secouaient ou les nouveaux plans de construction de prisons et de centre de rétention nous donnaient quelques indices des transformations en cours. Nous savions également que l'état de droit n'existe qu'associé à l'état d'exception qui surgit lorsque pouvoir politique et économique se sentent menacés. Mais il restait difficile d'anticiper que ce serait dorénavant au nom de la vie et du vivant que l'on nous isolerait, nous disciplinerait.

Au nom de la santé et de la vie, et adossées aux autorités médicales et scientifiques, se sont dessinées les conditions d'une nouvelle soumission durable : traçabilité du cheptel humain ; extension des techniques de management à l'éthique de la responsabilité individuelle ; développement de l'emprise numérique, mise sous contrôle des déplacements ; perfectionnement de nouvelles techniques de management au travail sous surveillance algorithmique ; durcissement des conditions de travail ; réduction drastique des libertés les plus élémentaires ; extension de mesures s'apparentant au crédit social... dont la pass' sanitaire est l'expression la plus brutale.

Depuis le début de la crise du Coronavirus, les autorités n'ont fait qu'administrer statistiquement, prédictivement et pour leur propres intérêts, à base de rapports coût/bénéfice, la ressource et la force de travail que nous sommes, et nous ont dépossédés jusque dans les aspects les plus intimes de nos vies de toute possibilité de prendre nos propres décisions. Nous sommes depuis devenus, encore plus qu'à l'accoutumée, les spectateurs et spectatrices interdits d'un monde qui nous échappe, soumis à des cortèges d'experts

enfermés dans des conflits d'intérêts ou pétris d'idéologie, à des modèles prédictifs, à des gestionnaires du vivant perfusés de prothèses technologiques et perclus de certitudes. Comme nous sommes séparés de ce que l'on produit dans le travail, de ce que l'on consomme dans le temps libre, nous voici dépossédés de nos conditions même de survie immédiate.

L'ETAT SOCIAL ET LA CONTRAINTE SERVENT, aujourd'hui plus manifestement qu'hier, opportunément d'ossature à une accélération de la domination et de l'exploitation. Le monde d'après, c'est l'extension du contrôle sous emprise sanitaire et sécuritaire, la mise en place de réformes anti-sociales contre les chômeurs et les chômeuses, les retraité-e-s, l'intensification de l'exploitation et de la domination... bref celui d'hier en pire. Ce que le confinement, le couvre-feu comme le pass' sanitaire réclament, c'est, au nom de la sauvegarde de la vie biologique, notre soumission totale, durable, et de chaque instant, à la sécurisation de leurs intérêts économiques.

Macron ne nous avait pas menti en mars 2020. Il est bien rentrer en guerre, mais pour une intensifier celle que son gouvernement et le capital mène aux classes laborieuses. Tout cela se bâtit sur une gestion des populations infantilisées par la peur. Ressurgissent pour l'occasion les éternels boucs émissaires, ceux et celles que l'anthropologie a systé-

matiquement et méthodiquement déniché dans chaque période épidémique. Le pouvoir de notre temps n'y échappe pas. Pour conjurer la colère et la révolte et asseoir ses projets anti-sociaux, il instaure la division entre vaccinés et non vaccinés. La guerre entre « citoyens modèles » et « irresponsables » vise à se substituer à toute révolte sociale : la guerre civile plutôt que la guerre sociale.

De confinements en couvre-feu en passant par l'instauration du pass' sanitaire c'est l'isolement, l'atomisation, la fragmentation qui ne cessent de se propager. Un monde sous cloche et normativité sanitaire finit par devenir notre décor quotidien, réduisant nos existences à la seule survie biologique immédiate et à la reproduction de notre force de travail.

Dès lors résister au rouleau compresseur passe entre autre par le refus de cet isolement, de ces divisions, par le maintien de lieux de sociabilité qui refusent de se soumettre à cette normativité et ce contrôle constant de l'État, mais également de tous et toutes sur tous et toutes. Se retrouver et arpenter les rues participe déjà d'une résistance.

NOUS REFUSONS POURTANT DE « FAIRE PEUPLE », de nous soumettre à la fiction du peuple unit et de la souveraineté populaire. Depuis quelques semaines, et sur de nombreuses manifestations nous avons vu fleurir de nombreuses références explicites ou plus implicites à la révolution française, du drapeau tricolore au bonnet phrygien, de la marseillaise à l'appel à la souveraineté du peuple. Il ne manque personne à l'appel, de Philippot à Mélenchon en passant par quelques Gilets Jaunes ou « radicaux », pour réanimer cette vieille illusion. Ça se traduit par un appel constant à l'unité « quelles que soient les étiquettes et les idées », par la volonté de mobiliser le « peuple souverain » contre « l'oligarchie corrompue », parfois en cherchant à régénérer l'État ou la Nation contre le « mondialisme » ou l'Europe.

L'État et la nation n'ont pourtant jamais été des remparts à la domination et l'exploitation. Dès 1789, l'État jacobin en même temps qu'il chassait l'aristocratie du pouvoir et qu'il instaurait une souveraineté de type démocratique réservée à une fraction de la population, stoppait les aspirations révolutionnaires et sociales et essayait son propre pouvoir et celui d'une nouvelle classe dirigeante, la bourgeoisie, en écrasant entre autre les Enragé-e-s épi-se-s de liberté et d'égalité. La souveraineté populaire avait participé au maintien de l'asservissement d'une partie du Peuple, montrant dès l'origine que le peuple unit n'est qu'une fiction agitée par la bourgeoisie. Plus tard, les thermidoriens clôturaient définitivement le processus révolutionnaire. Ce sont toujours les mouvements de révolte collectifs qui ont historiquement fait plier ou vaciller le pouvoir, jamais leur expression institutionnelle ou Politique qui les ont systématiquement trahis ou dévoyés.

Aujourd'hui, la frontière entre l'État et le capital est toute autant poreuse. Macron et son gouvernement issu de la société civile en sont la plus parfaite illustration. On peut passer le plus facilement du monde de la finance aux ministères, des laboratoires pharmaceutiques aux comités d'expertise. Et le monde de la médecine et de la recherche ne fait pas excep-

tion. Les grandes infrastructures de recherche, les grandes structures d'État, et les industriels n'ont eu de cesse de mêler leurs intérêts, pour bâtir l'infrastructure technologique et scientifique du capitalisme moderne. La médecine et la science ne sont pas des conceptions neutres du monde, mais s'inscrivent dans des constructions sociales et historiques.

Si il y a bien un domaine où cette absence de distinction entre État et capital privé n'a guère de sens c'est bien dans la manière dont ils gèrent les catastrophes sanitaires et industrielles. Du sang contaminé aux gestions post accidentelles de catastrophes, l'État a démontré qu'il savait rivaliser en matière de mensonges, de parti pris et d'imbécillité avec les grandes firmes privées. Il ne suffit donc pas, face à la crise hospitalière, de réclamer plus de moyens pour la recherche publique ou pour les hôpitaux, mais bel et bien de cerner à quoi ces moyens vont être employés.

Par ailleurs, le capitalisme moderne n'est pas un système monopolisé par une petite élite, l'oligarchie – les fameux 1% qui concentreraient la majeure partie des ressources, mais un enchevêtrement complexe de relations sociales d'exploitation et de domination auquel nombre d'autres personnes trouvent encore un intérêt matériel ou idéologique. Le peuple n'est donc pas uni mais traversé d'intérêts et de volontés contradictoires.

NOUS N'AVONS D'AILLEURS PAS TOUS ET TOUTES LES MÊMES INTÉRÊTS dans ces manifestations. On y trouve de fervents ennemis de la liberté comme les catholiques intégristes de Civitas pour qui la liberté de disposer de son corps n'existe ni pour les femmes, ni pour les homosexuels, ni pour les transsexuels. On y trouve également des adversaires de la liberté de traverser les frontières comme quelques fachos au racisme biologique retouché à photoshop, la culture et la civilisation remplaçant la notion de race.

Leur présence ne pose pas seulement un problème idéologique, mais bel et bien pratique. Certains de ces ennemis de la liberté ont attaqué des cortèges lors des manifestations contre la loi sécurité globale, ont cherché à imposer leur discipline et leur hégémonie politique dans des cortèges de Gilets Jaunes comme à Lyon en chassant ceux et celles qu'ils jugent trop gauchistes ou trop basanés. D'autres, parfois les mêmes, utilisent déjà la lutte pour organiser leur future campagne électorale et nourrir leur rêve d'accéder au pouvoir. Ils et elles n'ont de cesse de pacifier la lutte et la canaliser jusqu'aux prochaines échéances électorales.

Nous ne nous illusionnons pas. Nous ne cherchons pas à organiser une révolte entre anarchistes ou révolutionnaires convaincus, même si nous ne désespérons pas de propager l'anarchie dans sa pratique concrète et de voir éclater l'insurrection. Nous avons depuis toujours compris que jamais les révolutions n'ont été le seul fait de révolutionnaires militants. Ils et elles les ont même à l'occasion freinées ou trahies.

Mais a contrario, il nous faut un minimum d'accord et de communauté de vue pour nous associer tous et toutes pour faire reculer à minima l'État d'une part sur le pass' sanitaire et la société sous contrainte sanitaire qui l'accompagne et

d'autres part sur les réformes antisociales et liberticides qui se déploient. On ne peut le faire avec de tels alliés, fervents défenseurs des options libérales, sécuritaires et autoritaires de l'État, qui ne visent en rien à détruire la cage dans laquelle on nous enferme mais juste à s'emparer des clés pour en devenir les nouveaux geôliers.

IL NE FAUT PAS NOUS LEURRER NOUS NE POURRONS PAS ARRÊTER ce rouleau compresseur en multipliant les manifestations symboliques. Les manif traîne-savates n'ont jamais fait plier un gouvernement. Ils et elles ne comprennent qu'un langage : le rapport de force. Pour les faire reculer, nous n'avons pas d'autres armes que celles dont nous disposons en mains propres, notamment les vieilles armes du mouvement révolutionnaire ou ouvrier : la grève, les blocages économiques, les occupations, les sabotages ciblés d'infrastructures

économiques et politiques. Ce sont elles qui ont fait vaciller durant quelques semaines et avant que la répression ne face son office ce gouvernement durant le mouvement des Gilets Jaunes.

Il est heureux que des soignants et des soignantes commencent à s'organiser pour faire grève. Des révoltés ont attaqué depuis des mois des infrastructures de cette domination comme les réseaux 5G ; des émeutes ont éclaté dans les prisons et les centre de rétention en mars-avril 2020. A nous de rendre la situation ingouvernable pour les faire reculer...

• Quelques réfractaires
au meilleur des mondes.
[Tract distribué en août 2022 à Caen]

LA NOUVELLE DROITE ET LES RENOUVEAUX DU RACISME.



ERIC ZEMMOUR EST BIEN CONNU pour ses positions racistes et misogynes, auxquelles on pourrait ajouter bien d'autres bonnes raisons de le détester, comme son volontarisme pronucléaire par exemple. Il puise dans les vieux discours des milieux conservateurs (du bonapartisme bourgeois notamment) et de l'extrême-droite traditionnel (comme les royalistes catho d'Action française), mais aussi dans la Nouvelle Droite. Sa théorie fumuse du « Grand remplacement », sa vision de l'histoire basée sur la décadence, sa vision de la société reposant sur le darwinisme social (une compétition à mort entre les individus et les « peuples »), tout cela est largement influencé par cette mouvance.

Cet assortiment opportun lui permet d'agréger différentes forces d'extrême-droite autour de lui, en plus d'une certaine droite « décomplexée ». Pari pourtant difficile à gagner, tant ces différents courants sont divergents, par exemple entre catholiques intégristes et anti-chrétiens séduits par le néopaganisme et le folkisme, entre antisémites purs et durs (d'autant que les origines juives de Zemmour sont parfois difficiles à digérer pour ces gens-là) soutenant parfois le nationalisme arabe et antimusulmans prêts à faire des concessions sur leur antisémitisme, ou encore entre des défenseurs du capitalisme autoritaire façon Thatcher et des critiques du capitalisme et de la société de consommation au nom de la défense de la fameuse diversité ethnique et/ou ra-

ciale. Il leur fallait une raison supérieure pour se regrouper : ce sera celle, sans surprise, du racisme, particulièrement incarné dans l'opposition à l'immigration. Probablement les occasions de se retrouver dans la rue de plus en plus souvent ces dernières années (contre le mariage pour tous, dans certaines franges des Gilets jaunes ou du mouvement contre le passe sanitaire) ont aussi permis à divers groupes et individus de nouer contacts et affinités, Zemmour servant de figure autour de laquelle se fédérer (pour la circonstance ou à plus long terme ?).

LA NOUVELLE DROITE.

La Nouvelle Droite a été un des principaux laboratoires à idées puantes des dernières décennies. Fondée autour du Groupe de Recherches et d'Etudes de la Civilisation Européenne (GRECE), créé en 1969, cette mouvance regroupe différentes tendances, avec des figures comme Alain de Benoist, Pierre Vial, Dominique Venner ou encore Guillaume Faye. On peut y repérer rapidement quatre tendances principales :

Les traditionalistes anticatholiques ;

Les néoconservateurs se réclamant des penseurs de la Révolution conservatrice allemande (Carl Schmitt, Arthur Moeller Van den Bruck, Ernst Niekisch, Oswald Spengler, etc.) ;

Les scientifiques, voyant la technologie comme planche de salut ;

Les communautaristes ethnistes.

L'ensemble de ces courants hétérogènes partage toutefois une vision du monde caractérisée par l'obsession de la question de l'identité, la croyance dans la naturalité des inégalités et une orientation stratégique nouvelle : la métapolitique. Sur ce dernier point, ils s'inspirent de Gramsci et décident d'investir le champ de la culture et de l'idéologie plutôt que le champ politique classique, cherchant à imposer leurs thèmes (ou plutôt leurs obsessions) dans le débat public. Alain de Benoist notamment tisse des réseaux les plus larges possibles, aux Etats-Unis et dans toute l'Europe, aussi bien avec des militants néonazis qu'avec des gens de pouvoir de droite comme de gauche, discute et échange avec des universitaires, fréquente les journalistes et investit la presse. Dans la version la plus activiste de la métapolitique, il s'agit de créer une hégémonie culturelle avant une prise de pouvoir effective. Cette stratégie va devenir une des orientations principales d'une grande partie de l'extrême-droite, d'autant plus avec l'émergence d'Internet. De manière générale, nombre d'idées développées au sein de cette mouvance vont influencer différents groupes d'extrême-droite, notamment les identitaires, et essaimer bien au-delà. Force est de constater que la pensée hégémonique de l'époque est bien celle de la Nouvelle Droite...

La Nouvelle Droite est traversée par des courants hétérogènes, avec des figures qui ont pas mal changé de point de vue sur beaucoup de sujets. Il serait aisé de les qualifier de « fachos », point barre. Ils ont d'ailleurs été dénoncés comme néonazis dès la fin des années 1970. Ce serait toutefois simpliste pour des gens qui ont même réussi à se faire accepter comme interlocuteurs par certains milieux intellectuels classés à gauche (Alain de Benoist a signé un article dans la revue du MAUSS en 1991 par exemple, le chanteur de la décroissance Serge Latouche a quant à lui publié des textes dans les revues de la Nouvelle Droite il y a peu, des échanges ont lieu avec la Nouvelle Gauche états-unienne, ainsi qu'avec des membres du parti des Verts allemands, etc.). Il faut toutefois noter la proximité originelle du GRECE avec d'anciens nazis : Franz Altheim, collaborateur de Himmler, se retrouve dans le comité de patronage d'une des revues de la mouvance ; Hans Günther, maître à penser en raciologie du Troisième Reich contribue à la même revue ; Marc Augier, dit Saint-Loup, et Maurice Martin, dit Robert Dun, ex-SS sont revendiqués comme des références idéologiques par la Nouvelle Droite ; etc.

L'OBSESSION IDENTITAIRE : DU RACISME BIOLOGIQUE AU RACISME CULTUREL.

La quête d'une « ethnie européenne » est une constante chez Alain de Benoist et ses acolytes. D'un racisme biologique originel, la plupart des membres de la Nouvelle Droite évoluent dans les années 1970 vers une position ethnodifférentialiste. Il existerait ainsi non seulement des « peuples » ou « ethnies » identifiables et au-dessus des individus, mais ceux-ci seraient impossibles à concilier. Il serait souhaitable que chaque « ethnie » reste étanche, interdisant tout mélange et tout métissage. La coexistence pacifique ne pourrait se faire qu'à ce prix. C'est ce qui permet à Alain de Benoist de se faire passer pour un antiraciste, mais un antiracisme de frontières basé sur du racisme : *« Si l'on est contre la colonisation, alors il faut être pour la décolonisation réciproque, c'est-à-dire contre toutes les formes de colonisation : stratégique, économique, culturelle, artistique, etc. On a le droit d'être pour le Black Power, mais à la condition d'être, en même temps, pour le White Power, le Yellow Power et le Red Power »*.

La conception biologique (zoologique) de la race a été remplacée par un schéma anthropologique et ethnographique. Le sang et les systèmes de représentation seraient synthétisés par une identité culturelle surplombante, créant mécaniquement un « choc des civilisations ». De fait chaque « culture » serait incommensurable, impropre au métissage et à l'ouverture. Il n'est ainsi plus question de nationalisme basé sur un Etat, mais d'un nationalisme plus ethnique qu'étatique, plus séparatiste qu'impérialiste. Nombreux au sein de la Nouvelle Droite prône d'ailleurs un fédéralisme européen entre Européens de souche – c'est-à-dire entre Blancs. L'ethnodifférentialisme n'est en fait rien d'autre qu'un racisme sous une nouvelle forme : un racisme culturel.

A partir de cette idée, la Nouvelle Droite a influencé les identitaires et leurs lubies sur la « remigration », le « grand remplacement », l'assimilation de l'immigration à une colonisation, le rejet de tout ce qui ressemble à un musulman ou une musulmane, la défense de la « civilisation européenne » contre les envahisseurs, etc. Des idées qu'on retrouve aussi au Rassemblement National, et de plus en plus sur tout l'espace de l'échiquier politique. L'ethnodifférentialisme se retrouve aussi chez Eric Zemmour dans son opposition à l'immigration et l'Islam, jusqu'à chasser les signes de multiculturalisme dans les prénoms et à refuser les mariages mixtes. Il est aussi obsédé par l'idée de guerre civile, un autre nom de la vision du monde basée sur le darwinisme social entre « peuples » ou « ethnies ».

De fait, le darwinisme social est largement présent au sein de la Nouvelle Droite et de l'extrême-droite en général. Il s'agit d'une thèse considérant que le biologique détermine la vie sociale. Les sociétés humaines suivraient un processus naturel d'évolution basé sur la lutte pour la survie. Il ne faudrait donc pas aider les moins adaptés afin de laisser faire la sélection des plus

aptes. Quant à l'individu, il n'est pas question de liberté pour lui : il est réduit à son statut de membre de l'espèce, destiné à s'adapter pour survivre – ou plutôt pour que son groupe survive. Notons au passage le retour du biologique derrière cette conception de la vie sociale.

Evidemment, malgré ce virage vers un racisme culturel, le racisme biologique n'est jamais loin. En 2016, un numéro de la revue de la Nouvelle Droite *Eléments* consacrait d'ailleurs un dossier aux « Origines de l'homme », dans laquelle la thèse de l'existence de multiples berceaux de l'humanité, et donc de multiples races humaines, est déployée. Chassez le racisme d'un obsédé de l'identité et il revient au galop !

LE MYTHE DES INDO-EUROPÉENS ET DU PAGANISME.

Les recherches pseudo-anthropologiques et empreintes de spiritualité pour construire une identité européenne s'appuient largement sur le mythe des Indo-européens. Celui-ci est censé offrir une espèce de matrice originelle des Blancs, aussi bien au niveau culturel qu'au niveau biologique.

S'il existe bien des langues indo-européennes, elles expriment bien plus le métissage qu'une origine commune. De la même manière, il a bien existé des mouvements de population depuis les steppes eurasiennes vers l'Europe occidentale pendant le néolithique. Ce n'est pas pour cela qu'il y a une origine unique et centrale d'une soi-disant civilisation indo-européenne – qui elle-même découlerait de toute façon de civilisations multiples. Evidemment, les contacts prolongés, pendant des millénaires, de divers groupes humains ont créé par des rencontres, des emprunts, des conquêtes de nombreuses convergences. De fait, n'en déplaise aux obsédés de l'identité et de la race, l'histoire de l'humanité est celle d'un immense brassage d'individus, de groupes et de cultures. Il n'y a jamais eu de civilisation originelle pure, et il n'y a eu aucune civilisation complètement fermée sur elle-même sur des longues périodes.

Outre le mythe des Indo-européens, la quête identitaire est aussi une quête spirituelle. Elle se trouve dans une forme de néopaganisme, souvent inspirée des traditions nordiques. Pourquoi nordiques ? Parce que la thèse d'une origine circumpolaire des Indo-européens est largement propagée dans les milieux d'extrême-droite. La diffusion se serait ainsi faite de l'occident vers l'orient, du nord au sud. Cette thèse est issue de différentes spéculations ésotériques, depuis la Société théosophique jusqu'au nationaliste indien Tilak, en passant par le fascisant italien Julius Evola. On trouverait donc traces de la religion originelle des Indo-européens dans les cultes celtes, vikings, etc. Cette fascination pour les paganismes antiques tient aussi ses origines d'une critique de la modernité et des Lumières, ou encore du christianisme, considéré comme un « bolchévisme de l'Antiquité » responsable d'une passion égalitariste.

La vision du monde à l'œuvre est empreinte de traditionalisme prônant un discours antimoderne, critiquant le progrès, la marchandisation et la dégénérescence spirituelle les accompagnant. Cette vision du monde est décliniste : depuis un âge d'or, l'humanité serait sans cesse menacée de dégradation, voire serait prise dans les cycles de la tradition hindoue : l'époque contemporaine serait le *Kali-Yuga*, l'âge sombre, duquel devrait surgir un nouvel âge d'or. Surtout, derrière le mythe des Indo-européens, se réactive un autre mythe, celui des Aryens, dont on connaît fort bien la nocivité.

LES LIENS AVEC L'ALT-RIGHT ÉTATS-UNIENNE.

A part une minorité, autour de Jean-Yves Le Gallou et de ses idées favorables à l'ultralibéralisme à la mode Thatcher, Reagan et Pinochet à l'époque, la plupart des membres de la Nouvelle Droite critique l'américanisation du monde. C'est le cas en particulier d'Alain de Benoist, pour qui *l'américan way of life* représente un anti-modèle coupable d'uniformiser les « peuples ». Pour autant, les liens avec la droite radicale et l'extrême-droite États-uniennes ont été féconds.

Les thèses racistes, les lois raciales, les positions séparatistes (au sein du mouvement Black Power comme au sein des suprémacistes blancs) provenant des États-Unis sont des sources d'inspiration pour la mouvance de la Nouvelle Droite. C'est le cas aussi de la pensée communautarienne, offrant selon de Benoist aux personnes qui le souhaitent de ne pas se couper de leurs racines, de maintenir vivantes leurs structures collectives, de ne pas abandonner leur culture. Les idées racistes ont donc bonne presse au sein de la Nouvelle Droite, surtout quand elles sont formulées par des suprémacistes blancs et antisémites comme Lothrop Stoddard, Samuel Francis, Greg Johnson, etc. On s'entend mieux entre racistes bien compris.

Ce n'est pas seulement des connivences théoriques. Des liens existent entre la Nouvelle Droite et *l'alt-right* de Steve Bannon. *L'alt-right* est une nébuleuse qui naît sur des strapontins universitaires dans les années 1960, et qui s'est faite connaître du monde entier en faisant de Donald Trump son champion. C'est une mouvance qui s'est élargie dès le début des années 2000 autour d'un discours anti-métissage, largement influencé par des suprémacistes blancs et des néonazis. Des néonazis qui pour certains ne sont plus négationnistes, cherchant à nier ou minimiser le génocide des juifs européens, mais l'assument. La préservation d'une soi-disant identité blanche en est le cheval de bataille. La promotion du projet de séparatisme en est la revendication principale. Or, *l'alt-right* et la Nouvelle Droite se rencontrent, se traduisent, échangent des textes dans leurs différentes revues. Des connexions sont faites aussi avec des groupes russes. C'est une sorte d'Internationale de l'extrême-droite qui se met en place.

ATTAQUES DE GROUPUSCULES FASCISTES CONTRE DES LIEUX ET DES CORTÈGES DE LUTTE, DES MILITANT-E-S [NON EXHAUSTIF] :

14 juillet, Toulouse : une quinzaine de militants de l'Alliance scandale attaque un rassemblement de Gilets jaunes. Lors d'une riposte un peu plus tard ils se réfugient derrière les flics.

31 juillet, Nantes : des groupes d'extrême droite attaquent des militants considérés par eux comme de gauche. Lorsqu'ils finissent par être repoussés la police attaque le cortège.

Septembre, Lyon : 7 militants antifascistes soupçonnés de participer au Groupe Antifasciste Lyon et environ sont poursuivis. Dans cette ville où les groupes d'ultra-droites violents ont le vent en poupe depuis des années, des affrontements ont régulièrement lieu dans les manifs Gilets Jaunes ou en marge d'autres manifs. Les militants sont accusés d'avoir attaqué des militants fascistes. Finalement, au procès l'ensemble des PV vidéos n'ont pas été retenus et sont déclarés nuls, ainsi que les fadettes. Les inculpés ont tous été relaxés pour « groupement en vue de commettre des violences ». La violence a été requalifiée en violence sans ITT sans circonstance de réunion et condamnées par une amende de 300 euros pour 4 personnes. 3 personnes sont entièrement relaxées. Deux personnes se sont vues condamnées à 1 mois de sursis pour 1 personne qui a refusé l'ADN, et 1 mois de sursis pour 1 refus de code PIN pour le second. (Suite page 43)

La Nouvelle Droite a largement contribué à l'essor de la mouvance identitaire. Guillaume Faye, qui a fait ses armes au GRECE avant d'en être exclu en 2000, est devenu une référence théorique pour elle. L'ouvrage *La colonisation de l'Europe : discours vrai sur l'immigration et l'Islam* (2000), au titre évocateur, est même un best-seller, de même que *Pourquoi nous combattons : manifeste de la résistance européenne* (2001). Il participera au groupe identitaire Terre et peuple, fondé par un autre ancien du GRECE, Pierre Vial.

Jean-Yves Le Gallou est lui aussi un ancien du GRECE, et après être passé à l'UDF, au FN de Le Pen père, au MNR de Mégret, il est devenu l'une des références de la mouvance identitaire depuis le début des années 2000. La « préférence nationale » qu'il a théorisé au FN ne lui suffit plus. Il anime des émissions de « réinformation » sur Radio courtoisie et TV libertés, se rapproche du Bloc identitaire (devenu les Identitaires) et de Casapound. De manière générale, les idées de la Nouvelle Droite ont été digérées par les identitaires, depuis la Ligue du Midi jusqu'à Génération identitaire.

Les identitaires défendent ainsi une forme de solidarité ethnique, popularisée au début des années 2000 par les « soupes au cochon », excluant les musulmans, musulmanes et les juifs, juives. Le rejet de l'immigration et de l'Islam, la défense d'une soi-disant « civilisation européenne », le refus du métissage sont au cœur des positions de cette mouvance, de moins en moins nationaliste étatique et de plus en plus fédéraliste à l'échelle européenne, mais un fédéralisme basé sur la défense d'identités régionales. Finalement, l'ex SS Saint-Loup définissait très bien le projet dans sa tribune *Défense de l'Occident* en 1976 : « chacun chez soi et les vaches seront bien gardées... mais gardées par la SS, bien entendu, car la masse reste incapable de s'autogérer ».

La Nouvelle Droite a pris un virage écologiste dans les années 1980. La critique du progrès s'affine alors et se rapproche de la pensée écolo conservatrice de Goldsmith. Il faut dire que le néopaganisme fait le pont avec une sorte de sacralisation de la Nature, Nature avec laquelle l'individu est appelé à fusionner. Il doit ainsi accepter ces « faits de nature aussi élémentaires que la sélection, l'inégalité, la hiérarchie », dicit de Benoist. L'écologie est en réalité une manière de renaturaliser la vision du monde des membres de la Nouvelle Droite après qu'ils se sont éloignés du racisme biologique pour un racisme culturel.

L'écologisme de la Nouvelle Droite et des identitaires est une « *écologie profonde* » qui se caractérise par la promotion d'une vie communautaire, enracinée dans des terroirs avec des identités régionales bien définies et refusant tout métissage. Une écologie des populations, en somme. Derrière les discours prônant la décroissance, il y a toujours le racisme. L'écologie doit permettre de préserver la diversité des « ethnies » (ou des « races ») dans leur environnement naturel, comme on le ferait avec des animaux.

Pour Guillaume Faye par exemple, l'effondrement écologique est corrélié à l'effondrement civilisationnel, dont l'une des causes principales est la « colonisation » de l'Occident par les arabes, les africains, les asiatiques. L'augmentation de la pollution est d'autant plus incontrôlable avec une sorte de « choc des civilisations », dans un contexte de crise financière globale. Pour éviter l'effondrement, la solution est toute trouvée : mettre en place un régime autoritaire autour d'un chef capable de défendre l'identité de son peuple. Il s'agit même de créer des « ethnosphères », des ensembles de territoires où règnent des « peuples » ethniquement apparentés.

La critique du capitalisme est quant à elle souvent basée sur un antisémitisme plus ou moins affiché, reprenant cette idée diffusée par Wernert Sombart début 20^{ème} d'une origine du capitalisme dans le judaïsme. Reprise par l'extrême-droite, l'idée donnera en gros : le capitalisme, c'est les juifs qui, tout le monde le sait, ont beaucoup d'argent. Mais le capitalisme, ou plutôt la mondialisation, est aussi considéré comme favorable au métissage, et donc à la perte des identités particulières et à la dégénérescence des « ethnies », voire de la « race ». Il ne s'agit pas d'une critique sociale, mais d'une dénonciation d'un soi-disant effritement culturel. Il s'agit certes bel et bien d'oppositions à l'ordre capitaliste et industriel, mais en recouvrant la question sociale par la question identitaire ; et au passage, en s'accrochant corps et âmes au principe d'autorité.

Face à toutes ces dégueulasseries, il est toujours plus pressant de réaf-

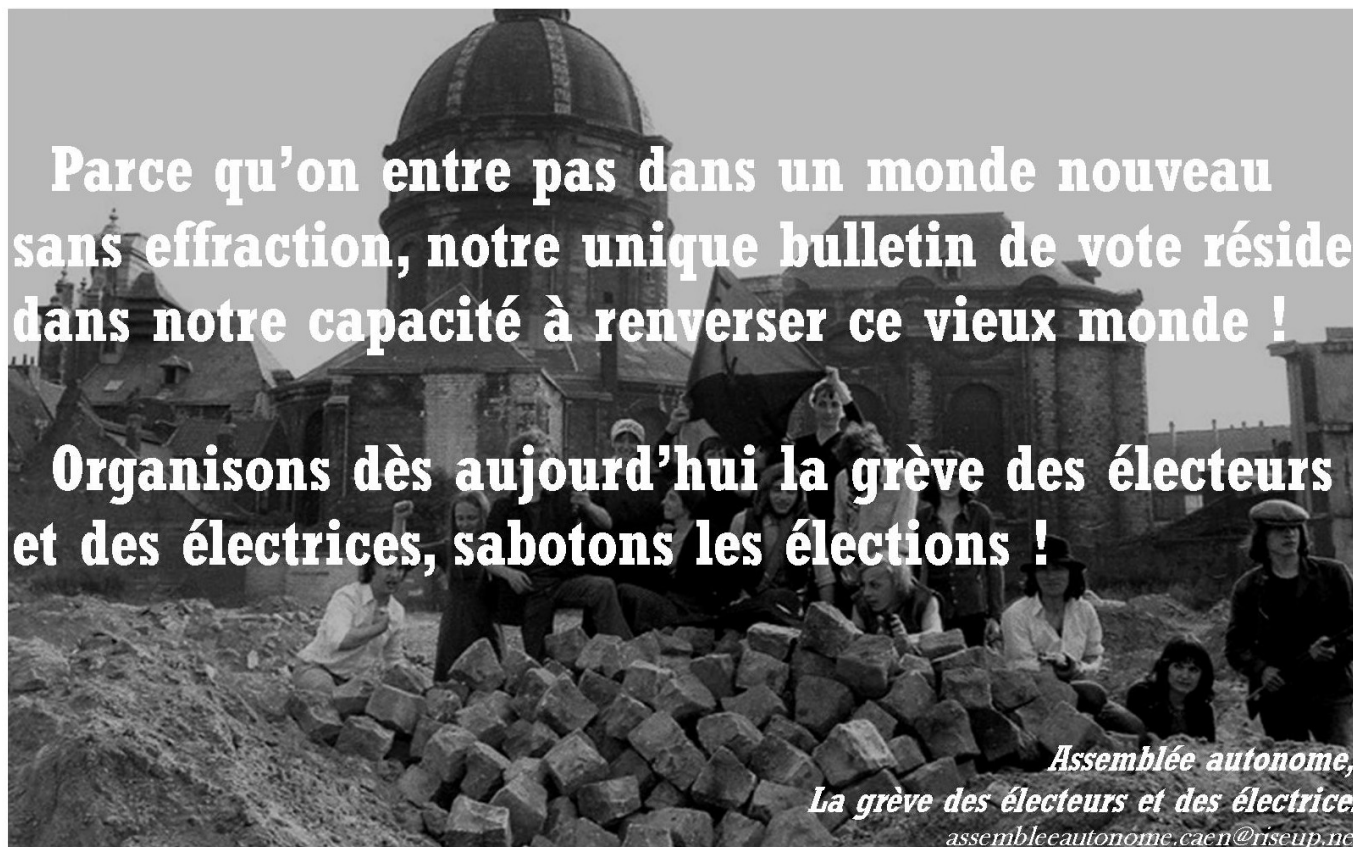
firmer nos passions libertaires, c'est-à-dire l'affirmation intransigeante de l'autonomie et des rapports égalitaires, sans hiérarchie ni frontières, sans identités figées ni catégories réductrices, par l'action directe et la conflictualité permanente contre toute autorité. Il ne peut pas y avoir d'alliances de circonstances, que ce soit avec les partisans et partisanes de l'ordre en place ou de leurs pseudo-opposants et opposantes obsédés par l'identité. Au contraire, comme l'affirmait l'anarchiste Di Giovanni en 1926, « *ne reculons pas d'un pouce sur la base de nos idées, et les plus belles victoires couronneront notre travail d'agitation fébrile. Libres, sans la risée obscène de contacts impurs, demeurant alertes contre le fascisme et contre l'antifascisme occasionnel* ». C'est la seule voie possible pour mener la lutte pour l'émancipation. Toujours sans dieux ni maîtres.

DES AMI-ES DE PEDRINI,
Hiver 2021-2022

11 septembre, Toulouse : une quarantaine de militants d'ultra-droite attaque le cortège anti-capitaliste et contre le nationalisme présent dans la manif contre le pass sanitaire. Des renforts venus notamment du sud-est sont venus prêter main forte aux locaux. Une nouvelle fois les nervis se réfugient derrière les flics.

11 décembre, Montpellier : Le local associatif autogéré Barriade subit une attaque fasciste. Le local accueille régulièrement des activités d'entraide, de solidarité et de soutien aux luttes sociales.

Mars, Lyon : le gouvernement lance une procédure de dissolution du groupe antifasciste Lyon et environ.



[Affiche de l'Assemblée autonome, Caen, printemps 2017]

A BAS LE POLITIQUE, VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE LIBERTAIRE !



LE SYSTÈME ÉLECTORAL A TOUJOURS SERVI À LA SOUMISSION. Le premier président élu en France a sonné définitivement le glas de la révolution de 1848, mettant fin aux espérances d'une république sociale et démocratique, et il s'est rapidement intronisé Empereur. Basé sur la propriété, le travail, la famille et l'ordre public, le régime de Louis-Napoléon Bonaparte avait alors les mains libres pour développer l'exploitation capitaliste. La République suivante renouait avec le massacre des espérances et des révolté-e-s en brisant la Commune de Paris en 1871. La Vème République est quant à elle apparue dans les conditions d'un putsch, mettant à sa tête un général nommé pour maintenir l'ordre et conserver l'Algérie française.

Leurs démocraties sont des régimes bourgeois et conservateurs, dans lesquels la liberté, l'égalité et l'entraide ne sont que des inscriptions sur les frontons des palais. Elles sont le gouvernement du peuple, offrant un simulacre de liberté sous surveillance, sans toucher aux bases de l'exploitation et de la domination : l'argent, la propriété, l'Etat, le capital, les frontières, le patriarcat. Comme les monarchies et les dictatures, elles partagent l'idée qu'il faut des chefs, que ce soit à l'échelle d'un pays, au travail, à l'école, dans la famille. Nous pensons au contraire que nous sommes capables de nous organiser sans chefs, ni hiérarchie, et que surtout un grand nombre de nos problèmes vient du fait qu'il existe des gouvernant-e-s et des gouverné-e-s.

Au-delà des habitudes autoritaires, des coups politiques et des affaires, la politique a toujours poussé à la délégation du pouvoir et à la récupération. Elle entend organiser la vie sociale à travers un contrat surplombant, en réalité décidé par quelques uns et quelques

« Je ne craindrai pas d'exprimer cette conviction, que si demain on établissait un gouvernement et un conseil législatif, un parlement, exclusivement composé d'ouvriers, ces ouvriers, qui sont aujourd'hui de fermes démocrates socialistes, deviendraient après-demain des aristocrates déterminés, des adorateurs hardis ou timides du principe d'autorité, des oppresseurs et des exploités. Ma conclusion est celle-ci : il faut abolir complètement, dans le principe et dans les faits, tout ce qui s'appelle pouvoir politique ; parce que tant que le pouvoir politique existera, il y aura des dominants et des dominés, des maîtres et des esclaves, des exploités et des exploités ».

Bakounine, Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Petersbourg, 1870.

« Nous ne voulons pas que vous nous tendiez la main, nous voulons juste que vous ôtiez vos sales pattes ».

Femmes de l'organisation Jojoca au Mexique, à l'adresse du gouverneur et du maire

unes, ou à travers l'aspiration à une volonté générale qui n'existe pas et ne peut qu'homogénéiser les gens plutôt que de laisser libre cours à la diversité de la vie.

Nous ne visons pas à faire entendre nos doléances à un quelconque chef, nous ne visons pas non plus à prendre le pouvoir. Nous ne voulons ni chefs ni hiérarchie, mais vivre sans diriger, ni être dirigé-e-s. C'est pourquoi nous participerons à perturber aussi bien le jeu électoral que la routine de l'exploitation et de la domination dans cette période, par l'auto-organisation et l'action directe.

Si nous refusons de nous incarner dans un quelconque pouvoir politique, qu'il soit alternatif ou de transition, c'est parce que nous savons que le *pouvoir pervertit*. Le problème n'est pas seulement qui sont les chefs ni ce qu'ils font de leur pouvoir, mais qu'il y ait des chefs et qu'ils dirigent. Même le révolutionnaire le plus honnête pourrait finir tyran s'il est mis en position de diriger.

C'est pourquoi nous ne serons pas des luttes politiques, qu'elles visent à participer au jeu électoral ou qu'elles le contestent sans s'opposer clairement à la représentation et la délégation du pouvoir, sans chercher à détruire tout pouvoir politique. Nous refusons de céder à l'ère du temps, poussant à la composition avec des représentants et représentantes d'organisations réformistes, à la dissimulation volontaire du discours de rupture pour attirer le plus de gens possible, et toutes les pratiques dociles à l'époque. Ce vers quoi

nous tendons, c'est à la révolution sociale.

La révolution est une transformation profonde des structures sociales. Elle n'en reste pas à des bouleversements purement politiques, où il n'y aurait que des droits formels à gagner. Elle vise à changer la vie sociale en désorganisant tout le système économique et politique actuel, notamment par la grève, l'expropriation et le sabotage, et en démolissant son fidèle gardien : l'Etat. Si la délégation nourrit la hiérarchie, alors l'absence de chef est un état social sans gouvernant-e-s et gouverné-e-s, où les accords et les règles ne sont pas figés mais définis librement et réciproquement au sein de structures souples. Les gens font alors la révolution pour eux et elles-mêmes, et non pour un Parti, des intellectuels ou des bourgeois.

Pas plus qu'une ville, une révolution ne se dirige et ne se planifie. Elle ne se décrète pas non plus, sans pour autant surgir de nulle part. Nous entendons bien participer à ouvrir des brèches et des possibilités, sans attendre et sans savoir exactement où cela nous mènera. Ce qui pourrait passer pour du purisme ou une adhésion sacrificielle à une doctrine n'est qu'une façon d'être pleinement en vie sans se soumettre à l'époque. La liberté n'est pas une vue de l'esprit. Elle s'éprouve dès maintenant, dans les luttes et les révoltes contre l'existant.

*GRÈVE DES ÉLECTEURS ET DES ÉLECTRICES,
SABOTAGE DU SYSTÈME ÉLECTORAL !*

Assemblée autonome,
Caen, Avril 2017



*Nous n'irons pas voter, eux et
elles non plus !*

« Le suffrage universel, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera économiquement dominée par une minorité détentrice de la propriété du capital, quelque indépendant ou libre d'ailleurs qu'il soit ou plutôt qu'il paraisse sous le rapport politique, ne pourra jamais produire que des élections illusoires, anti-démocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations », Mikhaïl Bakounine.

« Votre vote c'est la prière aux dieux sourds de toutes les mythologies, quelque chose comme le mugissement du bœuf flairant l'abattoir, il faudrait être bien niais pour y compter encore, de même qu'il ne faudrait pas être dégoûté pour garder les illusions sur le pouvoir ; en le voyant à l'œuvre il se dévoile, tant mieux », Louise Michel.

« Dans la tripotée de bulletins dont les distributeurs m'ont farci, j'en pige un, que je roule en papillote. (...)

Une... deusse... Je vais être souverain !
Juste à la seconde précise où j'ouvrirai mon pouce et mon chahuteur... juste au moment où la papillote sera lâchée, j'userai de mes facultés de souverain.

Mais, à peine aurai-je lâché mon chiffon de papier que, bernique, y aura plus rien ! Ma souveraineté se sera évanouie.

Dès lors, me voilà redevenu ce que j'étais il y a deux secondes : une simple niguedouille, une grande pochotée, un votard cul-cul, un cracheur d'impôts.

Sur ce, la farce est jouée ! Tirons le rideau... »
Emile Pouget, *Le muselage universel*, Almannach du Père Peinard, 1896.

« Nous ne voulons pas cautionner cet état de fait, nous ne voulons pas choisir le moins pire. Aucune envie de réussir dans cette société pourrie, ni de changer les règles d'un jeu que l'on sait truqué dans ses fondements. Nous voulons en finir avec un monde qui s'appuie sur l'autorité. Nous ne votons pas, notre choix est celui de la révolte. Par la parole, par la critique et l'analyse. Par les « petits » choix du quotidien. Par des actes destructeurs. Par des passions créatrices. » Affiche anarchiste de ce siècle.

A l'assaut du ciel !

Fragments de révoltes.

« La volupté de la destruction est une volupté créatrice. »

Mikhaïl Bakounine.



Novembre 2021, février 2022, Saint-Lô : Le vent souffle sur les panneaux publicitaires de la ville. Un collectif antipub anonyme détruit des succettes publicitaires installées par JC Decaux. Le collectif prévient : « Notre collectif est responsable de cette libération de la ville de l'emprise publicitaire. Ceci n'est évidemment qu'un début si la société Decaux et la mairie de Saint-Lô ne mettent pas fin à leur contrat. En effet, nous ne pouvons tolérer plus longtemps ces agressions publicitaires réparties sur toute la ville (plus de 50 panneaux). » Les destructions se succèdent de novembre à février.

4 décembre 2021, Moulins : Le collectif La Ronce détruit 11 engins de chantier du futur entrepôt en construction d'Amazon. « Seul-e-s, nous pouvons arrêter d'acheter. Mais ensemble, et si nous les empêchions de nuire ? Ensemble, nous allons riposter, mener des actions décentralisées, simultanées, pertinentes, faciles, drôles ou pas, aux risques légaux très limités, pour mieux les déborder,

leur faire perdre des billes et dévoiler leurs crimes, et le faire avec irrévérence, malice et joie. Ils ne sont tellement pas sérieux que nous n'avons aucune raison de l'être. » revendique le collectif qui entend lutter contre Amazon et son Monde.

Janvier 2022, Calvados : Plusieurs armoires métalliques de fibre optique sont forcées et sabotées dans l'ensemble du département. Une enquête est ouverte par la gendarmerie du Calvados.

17 janvier, Limoges : Des véhicules de l'Agence régionale de santé (ARS) sont attaqués : « car c'est là où sont décidées les priorités dans la santé : moins de lits, moins de personnel, plein de services d'urgence fermés, et le vaccin qui ne peut plus être un simple soin proposé. Ceci est contre le Pass vaccinal, pas contre le vaccin ou les soignants. Contre la misère sociale qui grandit et le fascisme qui y fait son nid. ».

17 janvier, Echirolles : Sur le chantier de l'A480, des engins sont visés. Des tags revendiquent l'action : « Non à l'A80 », « Piolle dégage ». Une caméra est arrachée.

29 janvier, Thionville : La permanence de la députée La République en marche Isabelle Rauch est caillassée.

30 janvier, Vienne (Autriche) : 6 voitures banalisées du Bureau central de lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants (la

police anti-migrants) qui travaille activement avec Frontex, Europol et Interpol sont incendiées.

Février, Caen : Un tag antinucléaire orne la façade de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN), faux gendarmes du nucléaire et vrai complices de la nucléarisation du monde.

03 février, Berlin : Les véhicules de 2 hammerskins, des suprémacistes blancs, sont démolis alors qu'ils s'apprêtent à rejoindre les rencontres internationales « Journée de l'honneur » en Hongrie.

19 février, Sedan : Le bus de campagne de Marine Le Pen garé devant la gare est attaqué. Ses vitres latérales sont brisées.

20 février, Ajaccio : La voiture du chef de la détention de la maison d'arrêt est incendiée devant son domicile.

17 février, Houston (Canada) : Le site de construction d'un nouveau gazoduc est attaqué par des manifestant-e-s. Des travailleurs et des agents de sécurité sont pris à parti, les flics visés par des fumigènes et des fusées éclairantes. La route qui mène au chantier est jonchée d'arbres abattus, de souches recouvertes de goudron, de planches hérissées de pointes. Des baraques de chantier sont détruites.

25 février, Marigny (Saône-et-Loire) : Des appareils de mesure du vent et des panneaux solaires du

chantier d'éoliennes industrielles en cours d'implantation dans le village sont détruits. Depuis, plusieurs mois des habitant-e-s du coin s'opposent à ce projet. « *Face aux projets techno-industriels des vautours de l'énergie, alternatifs comme conventionnels, rien ne pourra en effet remplacer la pratique de l'action directe autonome à la première personne, plutôt que de déléguer son opposition à n'importe quelle entité. Quand c'est non... c'est non !* », revendiquent le ou les assaillant-e-s.

28 février, Orléans : Des poubelles sont enflammées et placées devant le poste de police. La façade a été noircie par les flammes.

01 mars, Hambourg : La voiture d'Astrid Oppermann est incendiée près de son domicile. Cette flic allemande a infiltré le milieu autonome d'Hambourg et de Cologne de 2006 à 2013 ; ses témoignages ont conduit des camarades en prison.

02 mars, Mellila (Espagne) : Cette enclave espagnole au nord du Maroc est souvent prise d'assaut par des groupes de migrants et de migrantes essayant de rejoindre l'Europe. Ce 02 mars, quelques 2500 personnes tentent un assaut collectif. 491 assaillants et assaillantes réussissent à entrer dans territoire espagnol en escaladant les grilles à l'aide de crochets, en attaquant les flics marocains avec des pierres.

16 mars, Rennes : Les locaux du Parti Communiste sont attaqués et tagués. On peut notamment lire « *Roussel, traître du prolétariat !* ». Les vitres d'un véhicule de campagne sont également brisées. Quelques jours plus tard ce sont les locaux de Paris et d'Aubervilliers qui sont visés, et plus tôt le 10 mars, ceux de Vitry qui reçoivent une visite. Pour information ou rappel, Roussel et ses camarades staliniens réclament entre autre plus de flics, plus d'argent pour que la justice

puisse exercer son sale taf et veut relancer le nucléaire...

21 mars, Berlin : Des câbles de la compagnie ferroviaire Deutsche-Bahn sont incendiés. Ce sabotage a été revendiqué contre l'inauguration prévue le lendemain de l'usine Tesla (soit la plus grande usine de voitures électriques d'Europe) en présence d'Elon Musk, du chancelier allemand Olaf Scholz et de son ministre de l'Economie et du Climat (du parti des Verts), mais aussi contre la guerre en Ukraine avec la livraison de pétrole et charbon russe à l'Allemagne via des wagons-citernes, et en solidarité avec les opposants à la construction du Tren Maya au Mexique (ligne de chemin de fer de 1 500 km qui traversera la Péninsule du Yucatán), auquel cette même Deutsche Bahn est associée.

22 mars, Toulouse : Les vitres du cabinet d'architecte Kardham qui participe entre autre à la construction des infrastructures du laboratoire d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure dans la Meuse sont étoilées.

D'autres attaques ont été portées contre la relance du programme nucléaire dans les semaines qui ont précédé.

A Grenoble, le 7 mars, les vitres d'un pick-up de l'entreprise Poma qui fabrique les funiculaires de débarquement des containers de déchets à Bure sont brisées et la voiture taguée.

Le 11 mars, dans la Meuse des tags sont faits le long d'une ancienne voie ferrée ; dans le village au nom ironique « Les Castors », près de Ligny-en-Barrois, une voie est sabotée avec des crics pour contrer les travaux prévus pour sa réaffectation pour le projet d'enfouissement.

24 mars, Montélimar : Un jeune détenu du Centre éducatif fermé s'évade du centre en chourant la voi-

ture d'un éducateur. Il est arrêté devant le domicile de ses parents.

24 mars, Geispolsheim (Alsace) : Une mutinerie éclate au centre de rétention. Six hommes réunissent des matelas, des oreillers, dégondent des portes pour les entasser dans la cour et y mettre le feu. Les fumées noircissent un bâtiment le rendant impropre à l'accueil des personnes. Un septième individu brise une caméra de vidéosurveillance. Les dégâts sont estimés à 11 000 euros environ d'après la « pénitencière ». Un huitième homme profite de l'agitation pour tenter de s'évader. Après avoir escaladé un premier grillage, il entame l'ascension du second mais se retrouve coincé à six mètres de hauteur. Les huit détenus seront déférés devant la justice.

25 mars, Caen : Un carnaval sauvage étudiant est organisé à l'occasion de la grève mondiale pour le climat. La balade a commencé par quelques tours dans les bâtiments de la fac, sous les yeux d'une sécurité un peu débordée. Le cortège est ensuite parti en ville et s'est arrêté devant le siège de Sedelka, promoteur immobilier des résidences de la presqu'île, du projet commercial place de la République et d'un projet de construction d'immeuble sur des espaces verts occupés, Les Jardins joyeux à Rouen. Un tag a été fait et un responsable de la boîte tentant d'intervenir s'est pris en seau de colle au visage. Les flics ont procédé à un contrôle d'identité et emmené une personne au comico pour vérification d'identité. Elle a été relâchée sans suite.



De petits hommes capturent les
baleines géantes
Pour transformer leurs fanons en
corsets ;
Ils prennent à la queue du casoar
deux ou trois plumes,
Au tigre, son pelage bigarré
Pour en faire une carpette au pied
d'un lit bourgeois.
Moi, la ville m'a capturé
Pour coudre sans fin des boutons.
Fil par-ci, aiguille par-là...
Tant de sensations et de chants
nostalgiques
Tant de rêves et tant d'humaines
passions
Et tout cela ne donne que boutons,
Fil par-ci, aiguille par-là,
Et reboutonne et déboutonne
La joie de créer, la pensée,
Ainsi jour et nuit jusqu'à l'heure
Où l'on entre à la mort.
Il me semble déjà moi-même être
un bouton.
Je me couds, je me couds à la vie
Sans pouvoir m'attacher,
Bouton dessus, forces perdues,
Je ne puis, bouton, me coudre moi-
même.

« Ce que dit l'ouvrier »,
Zalman Shneour